

Pour diffusion immédiate

TRANSCONTINENTAL INC. : UNE HAUSSE DE 12 % DE SES REVENUS ET DE 21 % DE SON RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ AU 4^e TRIMESTRE

Faits saillants du quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T4-12	T4-11	%
Revenus	585,1 \$	521,6 \$	12,2 %
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾ (BAIIA ajusté)	123,8	110,0	12,5 %
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ (BAII ajusté)	96,4	80,0	20,5 %
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	61,9	54,5	13,6 %
Par action	0,77	0,68	13,2 %
Résultat net attribuable aux actions participantes	(51,9)	30,8	---
Par action	(0,65)	0,38	---

Note 1 : Veuillez consulter le tableau « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse.

- Augmentation de 12,2 % des revenus et de 20,5 % du résultat opérationnel ajusté.
- Hausse de 12,5 % du résultat opérationnel avant amortissement ajusté.
- Diminution du résultat net attribuable aux actions participantes due à des éléments inhabituels totalisant 113,5 millions de dollars.
- Conclusion d'une entente de principe avec Hearst Corporation portant sur de nouvelles modalités pour l'impression du *San Francisco Chronicle*.
- Poursuite de l'intégration de Quad/Graphics Canada, inc., dont l'acquisition a été complétée le 1^{er} mars 2012.
- Début de la production télévisuelle de TC Media.
- Maintien d'une solide position financière avec un ratio d'endettement net de 1,32x.

Montréal, le 6 décembre 2012 – Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B TCL.PR.D) a terminé l'année 2012 sur une très bonne note avec une hausse de 12,2 % de ses revenus qui sont passés de 521,6 millions de dollars à 585,1 millions au quatrième trimestre. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. et à des acquisitions dans le secteur des médias, notamment Redux Media. En excluant les acquisitions et les fermetures, ainsi que l'effet des variations du taux de change et du papier, la croissance interne des revenus s'est établie à 0,8 million de dollars, ou 0,2 %.

Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 20,5 %. Il est passé de 80,0 millions de dollars à 96,4 millions. Cette hausse est surtout due aux synergies issues de l'intégration de Quad/Graphics Canada, inc., à l'optimisation de la structure opérationnelle des activités numériques et à une augmentation du volume dans les activités d'édition de livres pédagogiques. Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté, qui exclut les éléments inhabituels et les activités abandonnées, a augmenté de 13,6 %, passant de 54,5 millions de dollars, ou 0,68 \$ par action, à 61,9 millions, ou 0,77 \$ par action. Le résultat net attribuable aux actions participantes a décliné, passant d'un gain de 30,8 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action, à une perte de 51,9 millions, ou 0,65 \$ par action. Cette baisse résulte principalement d'une réduction de valeur des actifs d'impôts sur le résultat différés aux États-Unis pour un montant de 57,2 millions de dollars, relativement à une diminution des activités dans ce pays.

« Je suis particulièrement satisfait de la façon dont nous avons terminé l'année 2012, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction. Comme nous l'avions anticipé, en dépit de la volatilité dans le marché publicitaire, les revenus et la profitabilité au quatrième trimestre ont été bonifiés grâce à la contribution de l'intégration de Quad/Graphics Canada, inc. et à une bonne performance du secteur des médias.

« En 2012, grâce à l'acquisition stratégique de Quad/Graphics Canada, inc., nous avons confirmé notre position de plus grand imprimeur au Canada. Dans la foulée de cette transaction, nous avons intégré un certain nombre d'usines acquises à notre réseau d'imprimeries à la fine pointe de la technologie afin de maximiser l'utilisation de nos équipements les plus performants. Par ailleurs, nous avons vendu des activités d'exploitation que nous considérons moins stratégiques à plus long terme pour la Société. Nous avons renouvelé plusieurs ententes pluriannuelles d'impression et de distribution et nous avons lancé et acquis plusieurs titres afin d'élargir l'étendue de notre réseau de journaux. De plus, grâce à notre excellente situation financière et à notre capacité de générer d'important flux de trésorerie, nous avons préservé la flexibilité nécessaire quant à la poursuite du développement de TC Transcontinental. En effet, nous avons continué à accroître notre offre de nouveaux services en nous engageant dans la production télévisuelle, en investissant dans nos marques phares, en étendant la portée de notre réseau de représentation publicitaire numérique et en continuant à déployer des applications mobiles pour nos clients et pour nos propres marques. Ce faisant, je suis persuadé que nos accomplissements au cours de la dernière année nous placent en excellente position pour poursuivre notre transformation. »

Faits saillants pour l'exercice 2012

(en millions de dollars, sauf les données par action)	2012	2011	%
Revenus	2 112,1 \$	1 989,3 \$	6,2 %
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾ (BAIIA ajusté)	357,6	365,4	(2,1 %)
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ (BAII ajusté)	245,2	246,6	(0,6 %)
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	149,4	155,3	(3,8 %)
Par action	1,85	1,92	(3,6 %)
Résultat net attribuable aux actions participantes	(183,3)	120,7	---
Par action	(2,27)	1,49	---

Note 1 : Veuillez consulter le tableau « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse.

En 2012, les revenus de TC Transcontinental ont progressé de 6,2 %, passant de 1 989,3 millions de dollars à 2 112,1 millions. Cette hausse provient essentiellement des acquisitions de Quad/Graphics Canada, inc. et de Redux Media. Elle a toutefois été atténuée par les incitatifs accordés lors du renouvellement de certains contrats d'impression et par la non-récurrence du contrat d'impression pour le recensement du Canada en 2011. Le résultat opérationnel ajusté est demeuré sensiblement stable, passant de 246,6 millions à 245,2 millions de dollars. Cette légère baisse de 0,6 % est surtout attribuable au secteur des médias qui a subi une diminution de ses revenus provenant de l'édition de livres pédagogiques causée par la fin de la réforme scolaire au Québec et qui a été affecté par la faiblesse du marché publicitaire national. L'obtention de nouveaux contrats d'impression, les synergies issues de l'intégration de Quad/Graphics Canada, inc. et l'optimisation de la structure opérationnelle de nos activités numériques ont atténué cette baisse.

Le résultat net attribuable aux actions participantes a décliné, passant d'un gain de 120,7 millions de dollars, ou 1,49 \$ par action, à une perte de 183,3 millions, ou 2,27 \$ par action. Cette baisse résulte principalement d'une dépréciation d'actifs de 232,0 millions de dollars liée au secteur des médias, qui n'a aucun effet sur la trésorerie. Une provision de 58,0 millions de dollars relativement à des avis de nouvelle cotisation reçus des autorités fiscales, que la Société conteste actuellement, une réduction de valeur des actifs d'impôts sur le résultat différés aux États-Unis pour un montant de 57,2 millions de dollars et des frais de restructuration et autres coûts pour un montant de 55,0 millions de dollars principalement liés à l'intégration de Quad/Graphics Canada, inc. ont également eu une incidence sur cette baisse. Ces éléments ont toutefois été partiellement contrebalancés par un gain sur acquisition d'entreprise de 32,1 millions de dollars. En excluant les éléments inhabituels et les activités abandonnées, le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a diminué de 3,8 %, passant de 155,3 millions de dollars, ou 1,92 \$ par action, à 149,4 millions, ou 1,85 \$ par action.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2012* et les états financiers complets disponibles sur le site www.tc.tc, à la section « Investisseurs ».

Événement subséquent : Transcontinental inc. et Hearst Corporation ont conclu une entente de principe portant sur de nouvelles modalités pour l'impression du San Francisco Chronicle

Transcontinental inc. et Hearst Corporation ont conclu aujourd'hui une entente de principe qui modifie les modalités du contrat de 15 ans – en vigueur depuis juillet 2009 – relatives à l'impression du *San Francisco Chronicle*. Selon la nouvelle entente, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013, TC Transcontinental recevra de Hearst Corporation, à titre de compensation pour des réductions de prix sur services futurs, un paiement forfaitaire de 200 millions de dollars américains. TC Transcontinental continuera d'imprimer le *Chronicle* et sera payée pour ses services jusqu'à échéance de l'entente. Par ailleurs, TC Transcontinental conservera la propriété de l'imprimerie et de l'équipement.

Étant donné la nouvelle réalité du marché dans la région de San Francisco, le *Chronicle* utilisera jusqu'à deux tiers de l'équipement prévu dans le contrat d'origine. Par conséquent, TC Transcontinental accordera au *Chronicle* des réductions de prix d'environ 30 millions de dollars (US) par année, sur le reste du terme de l'entente, pour tenir compte du paiement forfaitaire et de l'utilisation réduite de l'équipement d'impression.

L'impact sur la rentabilité de l'imprimerie de TC Transcontinental située à Fremont en Californie ne sera pas significatif, puisque le paiement forfaitaire de 200 millions de dollars (US) sera différé et transféré aux revenus sur la durée de vie restante du contrat, et la Société pourra réduire sa base de coûts afin d'atténuer la diminution de l'utilisation de son équipement d'impression. En outre, TC Transcontinental cherchera à combler la capacité disponible pour d'autres clients potentiels.

« Nous sommes heureux de continuer à développer notre relation grandissante avec Hearst Corporation, non seulement dans le domaine de l'impression, mais aussi dans celui de l'édition de magazines, notamment grâce à notre partenariat au Canada, avec la marque *Elle*, et grâce à notre partenariat de représentation publicitaire sur les plateformes numériques », a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de Transcontinental inc.

Autres faits saillants pour l'exercice 2012

Renforcement des activités traditionnelles

Du côté du secteur de l'impression, l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc., complétée le 1^{er} mars 2012, devrait générer près de 200 millions de dollars de revenus annuels et produire une augmentation nette du résultat opérationnel avant amortissement ajusté de plus de 40 millions de dollars à la fin de 2014, dont 11,4 millions de dollars ont été réalisés en 2012. Dans la foulée de cette transaction, la Société procède à une réorganisation de ses activités d'impression au Canada en privilégiant les équipements les plus performants. Les activités d'impression de livres en noir et blanc ont, par ailleurs, été vendues en 2012. Plusieurs ententes pluriannuelles, d'une valeur de plus de 1,75 milliard de dollars, avec des clients du secteur de la vente au détail et avec Rogers, ont été renouvelées et élargies.

Au cours de l'exercice, le secteur des médias a bonifié son offre de contenus en acquérant et en lançant plusieurs journaux locaux et régionaux et en acquérant de ses partenaires la totalité des actions du quotidien *Métro* Montréal. Le lancement de la marque *Fresh Juice*, offrant des contenus liés à l'alimentation sur plusieurs plateformes, et l'ajout des Éditions Caractère au portefeuille des livres éducationnels pour le grand public, sont venus rehausser le catalogue de titres publiés par la Société. Toutefois, dans un processus de révision de son portefeuille de marques, afin de canaliser ses efforts vers le développement de ses principales marques consommateurs multiplateformes, la Société a pris la décision de cesser la commercialisation des marques *More* et *Vita*.

Développement de nouveaux services

En 2012, TC Transcontinental a ajouté la production télévisuelle à son offre de service. De plus, quelques applications mobiles ont été développées pour ses propres actifs et ceux de ses partenaires, notamment *Quoi Manger* et *P\$ Service mobile* pour Stationnement de Montréal. Le site *JobGo.ca* a également été lancé. La Société a aussi accru son offre numérique en signant de nombreux accords ou partenariats de représentation publicitaire et en acquérant Redux Media, un important réseau de publicité numérique. Dans la foulée de son programme d'innovation, la Société a lancé *Panoramax*, le plus grand encart promotionnel au Canada imprimé sur des presses à grand volume.

Faits saillants financiers

Le ratio d'endettement net ajusté s'est amélioré, passant de 1,48x au 31 octobre 2011 à 1,32x au 31 octobre 2012. La Société, au 31 octobre 2012, a racheté 2 011 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 8,86 \$, pour une contrepartie totale de 17,8 millions de dollars, conformément à son programme de rachat d'actions. De plus, Transcontinental inc. a mis en place, pour une durée de cinq ans, une nouvelle facilité de crédit de 400 millions de dollars, non garantie, qui viendra à terme en février 2017. Un montant de 194,9 millions de dollars était utilisé au 31 octobre 2012.

Changements au sein du conseil d'administration

Le 16 février 2012, Rémi Marcoux a cédé la présidence du conseil de Transcontinental inc. à Isabelle Marcoux. M. Marcoux demeure toutefois administrateur au sein du conseil auquel s'est joint, en septembre 2012, Alain Tascan, président-directeur général de Sava Transmedia, un éditeur et développeur de jeux sociaux sur les plateformes mobiles et en ligne. Mme Marcoux a par ailleurs été reconnue au début du mois de décembre 2012 pour sa vision stratégique et son leadership en devenant récipiendaire du prestigieux prix *Le Top 100 : Les Canadiennes les plus influentes*.

Perspectives

Au cours de l'exercice 2013, l'accélération des synergies issues de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc., l'optimisation de la structure du secteur des médias et la poursuite de la stratégie d'activation marketing qui ont, entre autres, permis à la Société de renouveler et d'élargir des contrats avec des clients importants en 2012, devraient permettre à celle-ci d'améliorer sa profitabilité au sein d'une industrie en transformation. Ces éléments devraient donc contrebalancer la perte de Zellers, un client important qui a annoncé en 2012 la fermeture de la totalité de ses magasins d'ici le mois de mars 2013. De plus, la Société commence l'exercice 2013 en excellente situation financière avec un ratio d'endettement net de 1,32x; elle devrait aussi générer d'importants flux monétaires nets, compte tenu d'un programme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles d'environ 70 millions de dollars. Conséquemment, la Société entend réduire davantage son niveau d'endettement, investir dans le développement de nouveaux services marketing, effectuer des acquisitions stratégiques, et retourner des fonds à ses actionnaires.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent communiqué de presse ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière plus appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

(non auditées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 31 octobre		Pour les exercices clos les 31 octobre	
	2012	2011	2012	2011
Résultat net attribuable aux actions participantes	(51,9) \$	30,8 \$	(183,3) \$	120,7 \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7	6,8	6,8
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	0,3	(27,6)	7,4	(28,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6	0,1	0,6	0,9
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	57,2	-	99,2	-
Impôts sur le résultat	6,6	5,2	13,1	31,5
Frais liés au remboursement anticipé de dettes à long terme	-	-	-	5,8
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	-	-	16,0	-
Frais financiers	7,8	9,9	30,5	39,2
Gain sur acquisition d'entreprise	(0,4)	-	(32,1)	-
Dépréciation d'actifs	51,2	51,3	232,0	55,2
Frais de restructuration et autres coûts	23,3	8,6	55,0	15,1
Résultat opérationnel ajusté	96,4 \$	80,0 \$	245,2 \$	246,6 \$
Amortissement	27,4	30,0	112,4	118,8
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	123,8 \$	110,0 \$	357,6 \$	365,4 \$
Résultat net attribuable aux actions participantes	(51,9) \$	30,8 \$	(183,3) \$	120,7 \$
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	0,3	(27,6)	7,4	(28,6)
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	57,2	-	99,2	-
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (après impôts)	-	-	-	4,2
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	-	-	16,0	-
Gain sur acquisition d'entreprise (après impôts)	(0,4)	-	(32,1)	-
Dépréciation d'actifs (après impôts)	39,9	44,4	202,6	47,3
Frais de restructuration et autres coûts (après impôts)	16,8	6,9	39,6	11,7
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	61,9 \$	54,5 \$	149,4 \$	155,3 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	80,0	81,0	80,7	81,0
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,77 \$	0,68 \$	1,85 \$	1,92 \$
			Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011
Dettes à long terme			204,1 \$	292,5 \$
Portion courante de la dette à long terme			283,5	271,9
Trésorerie			(16,8)	(75,0)
Endettement net			470,8 \$	489,4 \$
Montant à verser à Quad/Graphics à la clôture de la transaction visant l'acquisition des actions de Quad/Graphics Canada			-	50,0
Endettement net ajusté			470,8 \$	539,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)			357,6 \$	365,4 \$
Ratio d'endettement net			1,32x	1,34x
Ratio d'endettement net ajusté			1,32x	1,48x

Dividendes

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,145 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 18 janvier 2013 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 31 décembre 2012. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 0,58 \$ par action. Lors de la même réunion, le conseil d'administration a aussi déclaré un dividende trimestriel de 0,4253 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série D. Ce dividende sera versé le 15 janvier 2013. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.

Information additionnelle

À l'occasion de la diffusion de ses résultats de l'année financière 2012, Transcontinental inc. tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les numéros de téléphone sont 514 807-9895 ou 647 427-7450 ou 1 888 231-8191 et le code d'accès est le 86820766. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications externes de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

Premier imprimeur et chef de file de solutions médias et d'activation marketing au Canada, TC Transcontinental crée des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société se spécialise dans les médias imprimés et numériques, la production de magazines, de journaux, de livres et de contenus sur mesure, le marketing de masse et personnalisé, les applications mobiles et interactives, la production télévisuelle et la distribution de porte en porte.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D), connue sous les marques TC Transcontinental, TC Media et TC Imprimeries Transcontinental, compte approximativement 9500 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus publiés ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2012. Site www.tc.tc

Information prospective

Ce communiqué contient de l'information prospective sur la performance future de la Société. Les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Nous avertissons que l'information de nature prospective est incertaine en soi et que les résultats futurs pourraient différer concrètement des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans l'information de nature prospective, et que la performance future sera modifiée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle de la Société. Ces facteurs incluent entre autres la conjoncture économique, les changements structurels dans ses industries, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, l'augmentation de la concurrence, ainsi que la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer des acquisitions à ses activités. Les risques, les incertitudes et autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2012*.

L'information de nature prospective présentée dans ce communiqué est basée sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 6 décembre 2012. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser cette information de nature prospective, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale
aux communications externes
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Directrice principale aux relations avec les
investisseurs et communications financières
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION MODIFIÉ

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012

L'objectif de ce rapport de gestion est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de TC Transcontinental. Il s'agit plus précisément d'aider le lecteur à mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes quant à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar », ainsi que les symboles « \$ », désignent des dollars canadiens. La note 34 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 présentent un rapprochement des différences entre nos états financiers préparés selon les Principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et ceux préparés selon les IFRS pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS. Pour une description complète de ces données, veuillez consulter la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS », à la page 13. Le présent rapport devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos buts à moyen terme, nos perspectives et objectifs, nos stratégies pour atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment, sans y être limités, les risques opérationnels, de crédit, de sécurité et d'utilisation des données, de marché, de liquidité, de financement; le dynamisme de l'économie nord-américaine dans laquelle nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport à d'autres devises, plus particulièrement le dollar américain; l'incidence du prix des matières premières et de l'énergie; la nature saisonnière ou cyclique de certains créneaux; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les actions judiciaires; notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie; notre capacité de recruter et de retenir du personnel qualifié et de maintenir une bonne réputation; notre capacité de mener à bien des initiatives stratégiques et leur intégration; les modifications apportées aux méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables cruciales; les risques liés aux infrastructures; les effets possibles de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, les nouvelles lois environnementales, les modifications aux politiques, l'évolution technologique et les nouveaux règlements.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental inc. doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Les hypothèses

utilisées pour élaborer l'information de nature prospective peuvent varier matériellement, individuellement ou en conjonction. Les variations touchant une hypothèse peuvent aussi contribuer aux variations touchant une autre hypothèse, ce qui peut amplifier ou amortir les effets sur l'information de nature prospective. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelque déclaration prospective, verbal ou écrit, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Pour obtenir la description des risques importants identifiés par l'entreprise, veuillez consulter la section « Risques et incertitudes » dans ce rapport de gestion à la page 17. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et sur l'information disponible en date du 6 décembre 2012.

DÉFINITION DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture de ce rapport de gestion, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

Termes utilisés	Définitions
Croissance interne	Croissance des revenus, du résultat opérationnel ajusté ou du résultat net attribuable aux actions participantes des activités existantes, excluant l'effet des acquisitions et des fermetures, l'effet du taux de change ainsi que l'effet du papier
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion courante de la dette à long terme et du découvert bancaire, déduction faite de la trésorerie
Endettement net ajusté	Somme de la dette à long terme et de la portion courante de la dette à long terme et du découvert bancaire, déduction faite de la trésorerie et du montant à verser à Quad/Graphics, inc. à la conclusion de la transaction visant l'acquisition des actions de Quad/Graphics Canada, inc.
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Ratio d'endettement net ajusté	Endettement net ajusté divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel des activités poursuivies avant frais de restructuration et autres coûts, des dépréciations d'actifs ainsi que du gain sur acquisition d'entreprise
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, des dépréciations d'actifs ainsi que du gain sur acquisition d'entreprise
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	Résultat net lié aux activités poursuivies attribuable aux actions participantes, avant frais de restructuration et autres coûts, des dépréciations d'actifs ainsi que du gain sur acquisition d'entreprise, et avant les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (déduction faite des impôts sur le résultat y afférents) et ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat et les frais financiers nets qui y sont liés
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	Résultat net lié activités poursuivies déduction faite des dividendes sur actions privilégiées

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

Premier imprimeur et chef de file de solutions médias et d'activation marketing au Canada, TC Transcontinental crée des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société se spécialise dans les médias imprimés et numériques, la production de magazines, de journaux, de livres et de contenus sur mesure, le marketing de masse et personnalisé, les applications mobiles et interactives, la production télévisuelle et la distribution de porte en porte.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D), connue sous les marques TC Transcontinental, TC Media et TC Imprimeries Transcontinental, compte approximativement 9500 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus publiés ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2012. Site www.tc.tc

PRÉAMBULE

Les états financiers consolidés et l'ensemble des données financières présentées dans ce rapport de gestion ont été retraités pour présenter distinctement le résultat net lié aux activités abandonnées. Par conséquent, ces informations financières sont celles des activités poursuivies de la Société et, à l'exception du bénéfice net attribuable aux actions participantes, elles excluent les résultats des activités d'impression au Mexique et de nos activités d'impression de livres en noir et blanc destinés au marché américain vendues à Quad/Graphics, inc. en septembre 2011 ainsi que les résultats de nos activités d'impression de livres en noir et blanc des usines de Louisville et de Sherbrooke qui ont été vendues à Marquis Imprimeur inc. en juillet 2012.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2012

- Les revenus sont passés de 1 989,3 millions de dollars en 2011 à 2 112,1 millions au cours de l'exercice 2012, soit une hausse de 6,2 %.
- Le résultat opérationnel ajusté est passé de 246,6 millions de dollars en 2011 à 245,2 millions en 2012, soit une baisse de 0,6 %.
- Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté est passé de 155,3 millions de dollars en 2011 à 149,4 millions, soit une baisse de 3,8 %.
- Le ratio d'endettement net ajusté s'est amélioré au cours de l'exercice 2012, passant de 1,48x au 31 octobre 2011 à 1,32x au 31 octobre 2012.
- Nous avons complété l'acquisition indirecte des actions de Quad/Graphics Canada, inc., qui regroupait six usines d'impression et un centre de prémédia, en plus d'avoir intégré avec succès ces activités.
- Nous avons conclu le renouvellement et l'élargissement d'ententes pluriannuelles avec plusieurs clients importants, d'une valeur totale de plus de 1,75 milliard de dollars en revenus.
- Nous avons effectué l'acquisition d'une participation majoritaire dans Redux Media, un important réseau de publicité numérique, ainsi que de la totalité des actions de nos partenaires du journal *Métro* Montréal pour ainsi devenir l'unique propriétaire de ce journal ainsi que ses plateformes interactives.
- Nous avons vendu les actifs de nos usines d'impression de livres en noir et blanc de Louiseville et de Sherbrooke à Marquis Imprimeur inc.
- Nous avons inauguré notre studio de production télévisuelle et débuté la diffusion de l'émission "Ça commence bien" le 3 septembre 2012.
- Nous avons annoncé l'élection par le conseil d'administration d'Isabelle Marcoux à la présidence du conseil en remplacement de Rémi Marcoux, fondateur de Transcontinental inc., qui conserve toujours son poste d'administrateur au sein du conseil d'administration de la Société. Nous avons aussi annoncé la nomination d'Alain Tascan, président-directeur de Sava Transmedia, au conseil d'administration de la Société.
- Lors du deuxième trimestre de 2012, nous avons été autorisés à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 13 avril 2012 et le 12 avril 2013, des actions à droit de vote subalterne catégorie A et B. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a racheté 2 011 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 8,86 \$ pour une contrepartie totale de 17,8 millions de dollars.

STRATÉGIE

Depuis ses tout débuts, la mission de TC Transcontinental est de permettre aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible tout en s'assurant de sa croissance et sa rentabilité à long terme pour l'intérêt commun de ses employés, de ses clients, de ses actionnaires ainsi que des collectivités dans lesquelles elle oeuvre, soit les quatre piliers de l'entreprise.

La stratégie repose sur plusieurs principes fondamentaux : être les chefs de file dans les marchés desservis, maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions et de gestion financière et entretenir une culture axée sur l'innovation, le respect ainsi que sur la performance. Au fil des ans, TC Transcontinental est devenue un leader canadien de l'activation marketing. L'activation marketing permet la création de campagnes marketing intégrées déclenchées par la connaissance du consommateur, propulsées par des contenus et déployées par l'entremise de divers véhicules médias, des solutions numériques et interactives et des produits imprimés. Ces programmes répondent aux défis marketing des clients et s'appuient sur leur image et leurs forces opérationnelles.

Connaissance

Les plateformes utilisées par TC Transcontinental sont multiples et permettent de rejoindre, en français et en anglais, les consommateurs canadiens, et ce, d'un océan à l'autre. Par l'entremise de ses médias imprimés, de ses propriétés Web, des médias sociaux, des partenariats qu'elle a formés et de son système de distribution de matériel publicitaire, la portée de la Société atteint au-delà de 23 millions de consommateurs. Par le fait même, TC Transcontinental a accès à un grand nombre de bases de données qu'elle utilise pour analyser les profils, tendances et comportements des consommateurs. L'analyse des données de consommation au stade du préachat, de la transaction et post-achat constitue un élément crucial des programmes de rétention et de fidélisation des clients. Grâce à la portée de ses plateformes et à ses capacités d'analyse de données, TC Transcontinental est la mieux placée pour connaître les consommateurs canadiens.

Contenu

TC Transcontinental a développé la notoriété de ses propres marques, telles que *Canadian living*, *Coup de Pouce*, *Les Affaires* et *Style at Home*, auprès de millions de consommateurs canadiens qui s'y réfèrent pour s'informer, se divertir et obtenir des conseils. TC Transcontinental a développé ses marques fortes dans des communautés d'intérêt ciblées, notamment Affaires et finances, Mode et style de vie, Cuisine et alimentation, Santé et bien-être, Communautés locales, Maison et jardins, Loisirs et divertissements, Vie en famille, 50 ans et plus, Sports et plein air. TC Transcontinental crée aussi du contenu percutant et ciblé pour les marques de ses clients. Du contenu pertinent, en français et en anglais, pouvant s'adresser à des marchés de masse, ou à des campagnes personnalisées. Ces contenus peuvent s'appuyer sur la force des médias achetés (journaux, magazines et télévision, notamment), des médias détenus (magazines d'entreprise, sites Web, matériel promotionnel de magasins, par exemple) et des médias conquis (Facebook, Twitter, blogues, entre autres). Outre la création de contenus liés à l'image de marque, TC Transcontinental offre également une grande variété de services liés, notamment, la création de concepts graphiques, la photographie, la rédaction et les services de vidéo.

Déploiement

TC Transcontinental peut diffuser du contenu par l'entremise de médias imprimés traditionnels, comme les magazines, les journaux, les livres, les circulaires pour la vente au détail et les produits de marketing. Elle peut aussi déployer une gamme complète de services de distribution, allant du publipostage à la livraison de porte en porte, notamment par l'entremise du Publisac au Québec. En complément aux modes de communications plus traditionnels, TC Transcontinental peut également diffuser du contenu par l'intermédiaire de canaux numériques et interactifs, à savoir le marketing par courriel, les circulaires électroniques, les médias sociaux et les sites Web promotionnels. Par ailleurs, puisque la mobilité, combinée à l'émergence des téléphones intelligents, constitue un phénomène qui prend rapidement de l'ampleur et qui révolutionne l'approche traditionnelle du marketing, TC Transcontinental offre également de nouvelles formes de communication marketing, telles que les applications mobiles, le couponnage électronique, la publicité sur mobile et les messages texto.

Avec sa stratégie d'activation marketing unique, TC Transcontinental compte se distinguer dans des industries qui vivent actuellement des transformations sans précédent. Le marché des communications marketing repose davantage sur une approche « personnalisée ». Les clients de ces services accordent de plus en plus d'importance au rendement sur investissement et à la mesurabilité. Ainsi, les campagnes sont donc plus ciblées, les annonceurs cherchant à établir et à développer une relation privilégiée avec leur clientèle visée. En même temps, l'émergence des nouveaux médias et des plateformes numériques et les changements dans les habitudes des consommateurs, conjugués à la disponibilité croissante des données et des technologies permettant une meilleure exploitation de ces données, entraînent une fragmentation des publics, la personnalisation du contenu, ainsi que l'émergence du contenu généré par les utilisateurs et des communautés en ligne. Plusieurs tendances se confirment de plus en plus rapidement. Cette accélération se reflète particulièrement dans le taux d'adoption des technologies numériques et dans la migration des investissements en publicité vers les plateformes en ligne.

La transformation en cours dans les industries des médias et du marketing a des effets profonds sur l'industrie de l'impression dans son ensemble. Les produits imprimés demeurent une composante clé du mixte médiatique, mais leur croissance est restreinte en raison de l'importance grandissante des tendances susmentionnées. Les imprimeurs qui tireront profit de ce marché en évolution sont ceux qui se dotent de technologies à la fine pointe afin d'abaisser leurs coûts de production ainsi que ceux qui peuvent offrir une gamme complète de solutions multiplateformes.

De plus, certains facteurs macroéconomiques, dont les ralentissements économiques, le renforcement de la conscience environnementale et sociale ainsi que la mondialisation des marchés ont des effets sur nos activités.

Ensemble, ces nouvelles tendances ont commencé à avoir des conséquences sur les demandes et les attentes de ses clients. Elles ont effectivement incité ses clients à recourir de plus en plus à l'expérience du marketing personnalisé, aux nouvelles plateformes et aux offres de service intégré proposées par leurs fournisseurs. La Société entend donc profiter de ces tendances par l'entremise de sa stratégie d'activation marketing.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

TC Transcontinental reconnaît le caractère crucial des enjeux du développement durable et a toujours mis de l'avant des mesures visant à favoriser et à intégrer le développement durable dans ses activités en mobilisant les parties prenantes, en soutenant l'innovation et en faisant connaître ses résultats. La Société a ainsi déposé, en février 2012, son troisième *Rapport sur le développement durable 2011 – Tenir parole*, élaboré selon la norme *Global Reporting Initiative* (GRI). Ce rapport précise l'engagement de TC Transcontinental sur la voie du développement durable autour de quatre thèmes :

- **Les gens** : Investir dans le bien-être de nos gens et de la communauté.
- **L'environnement** : Protéger et restaurer les écosystèmes et optimiser l'utilisation des ressources.
- **La prospérité** : Préserver la valeur de la Société et investir dans sa croissance.
- **La gouvernance** : Maintenir et améliorer une saine gouvernance.

Pour de plus amples renseignements, consultez le Rapport sur le développement durable 2011 – Tenir parole sur le site www.transcontinental-ecodev.com.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS – EXERCICE 2012

(non audités)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Résultat opérationnel ajusté	%	Résultat net attribuable aux actions participantes	%
Pour l'exercice 2011	1,989.3 \$		246.6 \$		120.7 \$	
Acquisitions/fermetures	164.6	8.3 %	11.6	4.7 %	8.0	6.6 %
Activités existantes						
Effet du papier	1.4	0.1 %	0.4	0.2 %	0.3	0.2 %
Taux de change	(3.8)	(0.2) %	(5.0)	(2.0) %	(3.2)	(2.7) %
Croissance interne (négative)	(39.4)	(2.0) %	(8.4)	(3.4) %	(11.0)	(9.1) %
Activités abandonnées					(36.0)	(29.8) %
Frais de restructuration et autres coûts					(27.9)	(23.1) %
Dépréciation d'actifs					(155.3)	s.o.
Gain sur acquisition d'entreprise					32.1	26.6 %
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme					4.2	3.5 %
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat					(16.0)	(13.3) %
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat					(99.2)	(82.2) %
Pour l'exercice 2012	2,112.1 \$	6.2 %	245.2 \$	(0.6) %	(183.3) \$	s.o.

Note: L'effet favorable de transferts d'activités d'impression sur nos équipements plus performants est désormais présenté à la ligne "Croissance interne" dans le tableau ci-dessus à l'exception du volume d'activités provenant de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. L'effet de ces transferts étaient auparavant présenté à la ligne "Acquisitions/fermetures".

Comme indiqué dans le tableau ci-haut, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats de 2012 et ceux de 2011.

Revenus

Les revenus sont passés de 1 989,3 millions de dollars en 2011 à 2 112,1 millions au cours de l'exercice 2012, une hausse de 6,2 %, principalement en raison des éléments suivants :

- L'effet net des acquisitions et des fermetures a résulté en une hausse des revenus de 164,6 millions de dollars, principalement en raison de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. et des acquisitions effectuées dans le secteur des médias.
- La croissance interne des revenus s'est établie à -39,4 millions de dollars, ou -2,0 %. Celle-ci s'explique principalement par l'achèvement en 2011 d'un important contrat visant à l'impression des formulaires de recensement du Canada, qui a lieu tous les

cinq ans, ainsi que des incitatifs offerts lors du renouvellement anticipé de plusieurs contrats à long terme importants. De plus, la faiblesse du marché de la publicité nationale et la fin de la réforme scolaire au Québec en 2011 ont aussi eu un effet négatif au chapitre des revenus de notre secteur des médias. La hausse des nos revenus numériques ont néanmoins atténué en partie ces baisses.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 246,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2011 à 245,2 millions en 2012, une baisse de 0,6 %, en raison des éléments suivants :

- L'effet net des acquisitions et des fermetures a provoqué une augmentation du résultat opérationnel ajusté de 11,6 millions de dollars en raison de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. et des acquisitions effectuées dans le secteur des médias.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine ont occasionné une diminution de 5,0 millions de dollars du résultat opérationnel ajusté. Cette diminution provient principalement des ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars américains ainsi que de la conversion des éléments de la situation financière des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère.
- La croissance interne du résultat opérationnel ajusté s'est chiffrée à -8,4 millions de dollars, ou -3,4 %, au cours de l'exercice 2012. Celle-ci s'explique par des incitatifs offerts lors du renouvellement anticipé de plusieurs contrats à long terme importants ainsi qu'à la fin de la réforme scolaire au Québec en 2011 qui a affecté nos activités d'édition de livres pédagogiques. De plus, l'achèvement en 2011 d'un important contrat visant l'impression des formulaires de recensement du Canada, qui a lieu tous les cinq ans, et la faiblesse du marché de la publicité nationale ont également une incidence défavorable sur la croissance interne négative. Une utilisation plus optimale de notre réseau d'impression grâce au transfert d'activités sur nos équipements les plus performants combinée à une optimisation de la structure d'exploitation de nos activités numériques en 2012 a partiellement atténuée les éléments précités.

Frais de restructuration et autres coûts

Au cours de l'exercice 2012, un montant de 55,0 millions de dollars (39,6 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », dont 32,7 millions proviennent de réductions d'effectifs, 11,3 millions sont liés à des charges pour régimes de retraite multi-employeurs et 6,4 millions est relatif à des contrats immobiliers déficitaires, soit des contrats de location dont les espaces sont inutilisées, principalement en lien avec l'intégration des activités d'impression de Quad/Graphics Canada, inc.

Au cours de l'exercice 2011, un montant de 15,1 millions de dollars (11,7 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts ». De ce montant, 9,4 millions de dollars proviennent principalement de la réduction d'effectifs dans le secteur de l'impression ainsi que 3,3 millions d'autres coûts déboursés en vue de l'acquisition / intégration de Quad/Graphics Canada, inc.

Dépréciation d'actifs

Au cours de l'exercice 2012, une charge de dépréciation de 232,0 millions de dollars a été enregistrée (202,6 millions après impôts), qui n'a aucun effet sur la trésorerie, dont la majorité est liée à une dépréciation du goodwill de certains groupes de notre secteur des médias. Une charge de dépréciation de 100,6 millions de dollars a été enregistrée dans le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs en raison de la baisse de la publicité nationale et de l'adoption en 2012 des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec qui affecte défavorablement les coûts d'exploitation, ce qui a une incidence défavorable sur le résultat opérationnel des activités de ce groupe. Une charge de dépréciation de 89,0 millions de dollars a été enregistrée dans le Groupe des solutions aux communautés locales en raison de la baisse de la publicité nationale, surtout à l'extérieur du Québec, et d'une concurrence accrue au Québec, ce qui a une incidence défavorable sur le résultat opérationnel des activités de ce groupe. Une charge de dépréciation de 20,4 millions de dollars a aussi été enregistrée dans le Groupe de l'édition de livres pédagogiques en raison de la fin de la réforme scolaire du programme au secondaire au Québec. Finalement, un montant de 20,7 millions de dollars a été enregistré relativement à des noms commerciaux de certaines publications du secteur des médias.

Au cours de l'exercice 2011, un montant de 55,2 millions de dollars avant impôts (47,3 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs », la majorité de ce montant était due à une dépréciation du goodwill du Groupe des solutions numériques, ainsi qu'à la dépréciation de noms commerciaux de certaines publications du secteur des médias.

Gain sur acquisition d'entreprise

Au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré un gain sur acquisition d'entreprise de 32,1 millions de dollars (32,1 millions après impôts). Ce gain résulte de la comptabilisation de la transaction visant l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. et provient de l'évaluation dont la juste valeur de l'actif net acquis est supérieure à la contrepartie transférée.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 1,5 million de dollars au cours de l'exercice 2012, passant de 45,0 millions de dollars en 2011 à 46,5 millions en 2012. Cette augmentation est principalement attribuable à des frais financiers liés aux ajustements inhabituels sur les impôts sur le résultat d'un montant de 16,0 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012, contrebalancés par des frais liés au remboursement anticipé de dettes à long terme au cours du deuxième trimestre de 2011.

Toutefois, hormis les frais financiers liés aux ajustements inhabituels sur les impôts sur le résultat ainsi que les frais liés au remboursement anticipé de dettes à long terme, les frais financiers nets ont diminué de 8,7 millions de dollars, passant de 39,2 millions en 2011 à 30,5 millions en 2012. Cette baisse est attribuable à une réduction significative de notre endettement net ajusté et du taux d'intérêt moyen pondéré de notre portefeuille de dettes par rapport à l'an dernier en raison de son optimisation au cours de l'exercice.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 80,8 millions de dollars, passant de 31,5 millions de l'exercice 2011 à 112,3 millions pour l'exercice 2012. Cette hausse est attribuable à une réduction de valeur des actifs d'impôts sur le résultat différés aux États-Unis pour un montant de 57,2 millions de dollars enregistrée au quatrième trimestre de 2012, relativement à une baisse d'activités de nos activités aux États-Unis. De plus, une charge de 42,0 millions de dollars a été enregistrée au premier trimestre de 2012 relativement à des avis de nouvelle cotisation. Ces éléments sont toutefois contrebalancés par une baisse des impôts sur le résultat en raison de la charge de dépréciation d'actifs enregistrée au cours de l'exercice 2012.

En excluant ces ajustements inhabituels, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 57,9 millions de dollars pour l'exercice 2012, soit un taux d'imposition de 27,0 %, comparativement à 44,4 millions, ou 21,4 %, en 2011. Cette hausse est surtout attribuable à une augmentation du taux d'imposition en raison d'un ajustement au titre des exercices antérieurs, ainsi que dans une moindre mesure, de l'effet de la fusion des activités de Quad/Graphics Canada, inc.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 120,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2011 à -183,3 millions pour l'exercice 2012. Cette baisse est essentiellement attribuable à une dépréciation d'actifs de 232,0 millions de dollars (202,6 millions après impôts), à une charge de 58,0 millions de dollars (58,0 millions après impôts) relativement à des avis de nouvelle cotisation reçus des autorités fiscales, ainsi qu'à une réduction de valeur des actifs d'impôts sur le résultats différés aux États-Unis pour un montant de 57,2 millions de dollars. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes a diminué, passant de 1,49 \$ à -2,27 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a diminué de 5,9 millions de dollars, ou -3,8 %, passant de 155,3 millions au cours de l'exercice 2011 à 149,4 millions au cours de l'exercice 2012. La diminution est liée à la baisse du résultat opérationnel ajusté et à la hausse des impôts, contrebalancées en partie par une baisse des frais financiers. Par action, il est passé de 1,92 \$ à 1,85 \$.

Activités abandonnées

Un résultat net lié aux activités abandonnées de -7,4 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré au cours de l'exercice 2012. Cette perte est principalement relative à nos activités d'impression de livres en noir et blanc vendues à Quad/Graphics, Inc. en septembre 2011 et à Marquis Imprimeur inc. en juillet dernier ainsi qu'à un ajustement défavorable lié à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction de nos activités d'impression au Mexique dont nous avons disposées au cours de l'exercice 2011.

Au cours de l'exercice 2011, un résultat net lié aux activités abandonnées de 28,6 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré qui est surtout attribuable à un gain réalisé à la vente de nos activités d'impression mexicaines et de nos activités d'impression de livres en noir et blanc vendues à Quad/Graphics, inc. en septembre 2011.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS – EXERCICE 2012

(non audités)

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Éliminations	
			intersectorielles et autres activités	Total
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2011	1,374.4	\$ 697.0	\$ (82.1)	\$ 1,989.3
Acquisitions/fermetures	128.2	36.4	-	164.6
Activités existantes				
Effet du papier	1.4	-	-	1.4
Taux de change	(3.2)	(0.6)	-	(3.8)
Croissance interne (négative)	(20.3)	(20.8)	1.7	(39.4)
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2012	1,480.5	\$ 712.0	\$ (80.4)	\$ 2,112.1
Résultat opérationnel ajusté - Exercice clos le 31 octobre 2011	197.5	\$ 61.5	\$ (12.4)	\$ 246.6
Acquisitions/fermetures	8.2	3.4	-	11.6
Activités existantes				
Effet du papier	-	0.4	-	0.4
Taux de change	(4.3)	(0.7)	-	(5.0)
Croissance interne (négative)	(1.8)	(10.3)	3.7	(8.4)
Résultat opérationnel ajusté - Exercice clos le 31 octobre 2012	199.6	\$ 54.3	\$ (8.7)	\$ 245.2

Note: L'effet favorable de transferts d'activités d'impression sur nos équipements plus performants est désormais présenté à la ligne "Croissance interne" dans le tableau ci-dessus à l'exception du volume d'activités provenant de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. L'effet de ces transferts étaient auparavant présenté à la ligne "Acquisitions/fermetures".

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs opérationnels et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont augmenté de 7,7 %, soit de 106,1 millions de dollars, passant de 1 374,4 millions de dollars pour l'exercice 2011 à 1 480,5 millions pour 2012. Cette augmentation s'explique par l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. qui a généré des revenus de 128,2 millions de dollars. En excluant les acquisitions, les effets du papier et du taux de change, les revenus ont diminué de 20,3 millions de dollars, soit -1,5 %. Cette croissance interne négative est essentiellement attribuable à l'achèvement en 2011 du contrat pour l'impression des formulaires de recensement du Canada qui avait généré des revenus d'environ 18 millions de dollars ainsi qu'aux incitatifs offerts à des clients importants lors du renouvellement anticipé de contrats à long terme. Ces éléments ont toutefois été en partie atténués par la contribution de nouveaux contrats d'impression de circulaires et de livres.

Le résultat opérationnel ajusté a légèrement augmenté de 1,1 %, soit de 2,1 millions de dollars, passant de 197,5 millions de dollars pour 2011 à 199,6 millions pour 2012. Cette hausse provient majoritairement des synergies progressives générées par l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. Au chapitre de la croissance interne, elle s'est chiffrée à -1,8 million de dollars, soit -0,9 % au cours de l'exercice 2012 en raison des incitatifs octroyés lors du renouvellement anticipé de plusieurs contrats à long terme importants et de l'achèvement en 2011 du contrat visant l'impression des formulaires de recensement du Canada. Ces éléments ont toutefois été grandement atténués par l'optimisation de notre efficacité opérationnelle en transférant nos activités d'impression sur nos équipements les plus performants. La marge du résultat opérationnel ajustée a diminué au cours de l'exercice 2012, passant de 14,4 % pour 2011 à 13,5 % en raison de la contribution de la plateforme d'impression de Quad/Graphics Canada, inc. qui présente une marge du résultat opérationnel ajusté nettement moindre à celle de TC Transcontinental. Toutefois, l'intégration rapide et l'accélération des synergies devraient permettre d'augmenter la marge du résultat opérationnel ajusté au cours du prochain exercice.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias sont passés de 697,0 millions de dollars pour 2011 à 712,0 millions pour 2012, soit une hausse de 15,0 millions, ou 2,2 % en raison d'acquisitions stratégiques, soit de Redux Media et du rachat de la totalité des actions de nos partenaires de Metro Montréal au cours de l'exercice 2012. La croissance interne s'est chiffrée à -20,8 millions de dollars, soit -3,0 % principalement en raison de la fin de la réforme scolaire au Québec en 2011 qui avait généré des revenus de 7,5 millions de dollars, de la baisse du

volume des dépenses de publicité nationale, qui a surtout affecté nos activités d'édition de magazines ainsi que nos activités d'édition de journaux à l'extérieur du Québec.

Au cours de cette même période, le résultat opérationnel ajusté a diminué de -7,2 millions de dollars, soit une baisse de -11,7 %, passant de 61,5 millions de dollars pour 2011 à 54,3 millions de dollars en 2012. Cette baisse s'explique par une croissance interne de -10,3 millions de dollars, ou -16,7 % directement liée à la croissance interne négative mentionnée au paragraphe précédent, à une charge de 2,2 millions de dollars enregistrée au sein de nos activités d'édition de magazines, en raison de nouveaux tarifs pour les années 2010 à 2012, concernant la contribution des entreprises au régime de compensation pour la collecte sélective mise en place en avril 2012, par le gouvernement de Québec ainsi qu'aux investissements effectués dans le cadre du lancement de notre maison de production télévisuelle. Toutefois, l'effet des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2012 a partiellement atténué cette diminution avec une contribution de 3,4 millions de dollars. Au chapitre de la marge du résultat opérationnel ajustée, elle a diminué, passant de 8,8 % pour 2011 à 7,6 % pour 2012.

Éliminations intersectorielles, autres activités et siège social

Les éliminations de revenus intersectoriels et les autres activités sont passées de -82,1 millions de dollars pour 2011 à -80,4 millions pour 2012. Cette diminution de 1,7 million est surtout attribuable à une baisse des transactions intersectorielles au cours de cette période. Le résultat opérationnel ajusté s'est amélioré, passant de -12,4 millions de dollars pour 2011 à -8,7 millions pour 2012, principalement en raison de la compensation reçue de Quad/Graphics, Inc. entre le moment de la vente de nos activités mexicaines en septembre 2011 et la clôture de la transaction visant à acquérir les actions de Quad/Graphics Canada, inc. le 1^{er} mars 2012 ainsi qu'un resserrement des dépenses au siège social.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS – QUATRIÈME TRIMESTRE 2012

(non audités)

(en millions de dollars)	Revenus		Résultat opérationnel ajusté		Résultat net attribuable aux actions participantes	
	\$	%	\$	%	\$	%
Quatrième trimestre de 2011	521.6		80.0		30.8	
Acquisitions/fermetures	66.2	12.7 %	9.4	11.8 %	9.0	29.2 %
Activités existantes						
Effet du papier	(1.0)	(0.2) %	0.2	0.3 %	0.2	0.6 %
Taux de change	(2.5)	(0.5) %	(2.3)	(2.9) %	(1.1)	(3.6) %
Croissance interne (négative)	0.8	0.2 %	9.1	11.4 %	(0.7)	(2.3) %
Activités abandonnées					(27.9)	(90.6) %
Frais de restructuration et autres coûts					(9.9)	(32.1) %
Dépréciation d'actifs					4.5	14.6 %
Gain sur acquisition d'entreprise					0.4	1.3 %
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat					(57.2)	s.o.
Quatrième trimestre de 2012	585.1	12.2 %	96.4	20.5 %	(51.9)	s.o. %

Note: L'effet favorable de transferts d'activités d'impression sur nos équipements plus performants est désormais présenté à la ligne "Croissance interne" dans le tableau ci-dessus à l'exception du volume d'activités provenant de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. L'effet de ces transferts étaient auparavant présenté à la ligne "Acquisitions/fermetures".

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats du quatrième trimestre de 2012 et ceux du quatrième trimestre de 2011.

Revenus

Les revenus sont passés de 521,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2011 à 585,1 millions au quatrième trimestre de 2012, une hausse de 12,2 %, principalement en raison des éléments suivants :

- L'effet net des acquisitions et des fermetures a résulté en une augmentation des revenus de 66,2 millions de dollars, principalement en raison de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. et des acquisitions effectuées dans le secteur des médias.
- La croissance interne des revenus s'est établie à 0,8 million de dollars principalement en raison de la contribution de nouveaux contrats au sein du secteur de l'impression et une hausse de nos activités d'édition de livres pédagogiques du secteur des médias au cours du quatrième trimestre de 2012, lesquelles sont en partie contrebalancées par les incitatifs accordés à des clients importants lors du renouvellement anticipé de contrats d'impression à long terme.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 80,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2011 à 96,4 millions au quatrième trimestre de 2012, une augmentation de 20,5 %, en raison des éléments suivants :

- L'effet net des acquisitions et des fermetures a résulté en une augmentation du résultat opérationnel ajusté de 9,4 millions de dollars, principalement en raison des synergies générées par l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc., ainsi que des acquisitions au sein du secteur des médias.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine ont occasionné une diminution de 2,3 millions de dollars du résultat opérationnel ajusté. Cette baisse provient principalement des ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change.
- La croissance interne du résultat opérationnel ajusté s'est chiffrée à 9,1 millions de dollars, ou 11,4 %, au cours du quatrième trimestre de 2012. Cette augmentation s'explique surtout par l'optimisation de la structure opérationnelle de nos activités numériques, de nos activités d'édition de livres pédagogiques ainsi que des réductions de coûts au quatrième trimestre au sein de nos activités d'édition de journaux au Québec.

Frais de restructuration et autres coûts

Au quatrième trimestre de 2012, un montant de 23,3 millions de dollars (16,8 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts » dont 11,3 millions est lié aux provisions pour régimes de retraite multi-employeurs et 9,4 millions proviennent de réductions d'effectifs dans le cadre de l'intégration des activités d'impression de Quad/Graphics Canada, inc.

Au quatrième trimestre de 2011, un montant de 8,6 millions de dollars (6,9 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », dont 5,2 millions proviennent de la réduction d'effectifs.

Dépréciation d'actifs

Au quatrième trimestre de 2012, un montant de 51,2 millions de dollars (39,9 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs » principalement lié à une dépréciation du goodwill de 30,0 millions dans nos activités d'édition de magazines ainsi qu'à des noms commerciaux de certaines publications au sein du secteur des médias pour 20,7 millions.

Au quatrième trimestre de 2011, un montant de 51,3 millions de dollars (44,4 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs » relativement à des actifs du secteur des médias. La majorité de cette dépréciation était reliée à une dépréciation du goodwill du Groupe des solutions numériques ainsi qu'à la dépréciation de noms commerciaux de certaines publications.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 2,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012, passant de 9,9 millions de dollars en 2011 à 7,8 millions en 2012. Cette baisse est principalement attribuable à l'optimisation et à la réduction de notre portefeuille de dettes.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat sont passés de 5,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2011 à 63,8 millions au quatrième trimestre de 2012 principalement en raison d'une réduction de valeur des actifs d'impôts sur le résultat différés aux États-Unis pour un montant de 57,2 millions de dollars enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2012 relativement à une diminution de nos activités aux États-Unis.

En excluant les ajustements inhabituels, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 24,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012, soit un taux d'imposition de 27,5 %, comparativement à 13,8 millions, ou 19,7 %, au quatrième trimestre de 2011. Cette hausse est surtout attribuable à une hausse du taux d'imposition liée à la fusion de nos activités avec celles de Quad/Graphics Canada, inc ainsi qu'à la répartition géographique du résultat avant impôts sur le résultat.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 30,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2011 à -51,9 millions pour le quatrième trimestre de 2012. Cette diminution est attribuable à une réduction de valeur des actifs d'impôts sur le résultat différés

aux États-Unis pour un montant de 57,2 millions de dollars ainsi qu'à la variation défavorable de 27,9 millions de dollars du résultat net lié aux activités abandonnées. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes a diminué, passant de 0,38 \$ à -0,65 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 7,4 millions de dollars, ou 13,6 %, passant de 54,5 millions au quatrième trimestre de 2011 à 61,9 millions au quatrième trimestre de 2012. Cette augmentation est liée à l'augmentation du revenu opérationnel ajusté, contrebalancée par une augmentation des impôts. Par action, il est passé de 0,68 \$ à 0,77 \$.

Activités abandonnées

Un résultat net lié aux activités abandonnées de -0,3 million de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré au quatrième trimestre de 2012 relative à des ajustements à nos activités d'impression de livres en noir et blanc vendues à Marquis Imprimeur inc. en juillet 2012.

Au quatrième trimestre de 2011, un résultat net lié aux activités abandonnées de 27,6 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré qui est surtout attribuable à un gain réalisé à la vente de nos activités d'impression mexicaines et de nos activités d'impression de livres en noir et blanc vendues à Quad/Graphics, inc. en septembre 2011.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS – QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Éliminations intersectorielles et autres activités	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2011	353.3 \$	191.0 \$	(22.7) \$	521.6 \$
Acquisitions/fermetures	54.1	12.1	-	66.2
Activités existantes				
Effet du papier	(1.0)	-	-	(1.0)
Taux de change	(2.1)	(0.4)	-	(2.5)
Croissance interne (négative)	(3.1)	3.6	0.3	0.8
Revenus - Quatrième trimestre de 2012	401.2 \$	206.3 \$	(22.4) \$	585.1 \$
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2011	57.6 \$	23.5 \$	(1.1) \$	80.0 \$
Acquisitions/fermetures	7.8	1.6	-	9.4
Activités existantes				
Effet du papier	-	0.2	-	0.2
Taux de change	(2.1)	(0.2)	-	(2.3)
Croissance interne	0.9	5.4	2.8	9.1
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2012	64.2 \$	30.5 \$	1.7 \$	96.4 \$

Note: L'effet favorable de transferts d'activités d'impression sur nos équipements plus performants est désormais présenté à la ligne "Croissance interne" dans le tableau ci-dessus à l'exception du volume d'activités provenant de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. L'effet de ces transferts étaient auparavant présenté à la ligne "Acquisitions/fermetures".

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs opérationnels et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont augmenté de 47,9 millions de dollars, soit 13,6 %, passant de 353,3 millions au quatrième trimestre de 2011 à 401,2 millions au quatrième trimestre de 2012. Cette hausse est attribuable à l'acquisition des activités de Quad/Graphics Canada, inc. le 1^{er} mars dernier qui a contribué de 54,1 millions de dollars aux revenus du secteur au cours du quatrième trimestre de 2012. La croissance interne s'est établie à -3,1 millions de dollars, soit -0,9 %, surtout en raison des incitatifs offerts lors du renouvellement anticipé de plusieurs contrats importants à long terme.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 11,5%, soit de 6,6 millions, passant de 57,6 millions au quatrième trimestre de 2011 à 64,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012. Cette hausse est grandement attribuable à l'acquisition des activités de Quad/Graphics Canada inc. le 1^{er} mars dernier qui, en raison de synergies générées, a contribué favorablement pour 7,8 millions de dollars au résultat opérationnel ajusté du secteur au cours du quatrième trimestre de 2012. La croissance interne s'est établie à 0,9 million de dollars, ou 1,6 %, principalement en raison du transfert de nos activités d'impression sur nos équipements les plus performants.

La marge du résultat opérationnel ajustée a diminué, passant de 16,3 % au quatrième trimestre de 2011 à 16,0 % au quatrième trimestre de 2012. Cette baisse est essentiellement attribuable à la contribution à moindre marge des activités de Quad/Graphics Canada, inc. combinée aux incitatifs offerts à des clients importants lors du renouvellement anticipé de contrats à long terme. Ces éléments ont néanmoins été en grande partie compensés par l'efficacité accrue de notre plateforme hybride d'impression ainsi que par les synergies générées à la suite de l'intégration des activités Quad/Graphics Canada, inc.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont augmenté de 15,3 millions de dollars, soit 8,0 %, passant de 191,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2011 à 206,3 millions au quatrième trimestre de 2012, principalement en raison de la contribution de l'acquisition de Redux Media et du rachat de la totalité des actions de nos partenaires de Metro Montréal au cours de l'exercice 2012. Au chapitre de la croissance interne, elle s'est établie à 3,6 millions de dollars, soit 1,9 % en raison d'une hausse de nos revenus d'édition de livres pédagogiques atténuée en partie par la faiblesse des dépenses publicitaires nationales qui a affecté nos activités d'édition de magazines.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 7,0 millions de dollars, soit de 29,8 %, passant de 23,5 millions au quatrième trimestre de 2011 à 30,5 millions au quatrième trimestre de 2012. La croissance interne s'est quant à elle établie à 5,4 millions de dollars, ou 23,0 %, alors que la marge opérationnelle ajustée est passée de 12,3 % au quatrième trimestre de 2011 à 14,8 % en 2012. Ces augmentations sont surtout le fruit de l'optimisation de notre structure opérationnelle de nos activités numériques et interactives combinée aux mesures de réduction de coûts de nos activités de distribution et d'édition de journaux au Québec. Par contre, la faiblesse des dépenses publicitaires nationales a partiellement atténué ces éléments de croissance.

Éliminations intersectorielles, autres activités et siège social

Les éliminations de revenus intersectoriels et les autres activités sont passées de -22,7 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2011 à -22,4 millions au quatrième trimestre de 2012. Cette variation est surtout attribuable à une baisse des transactions intersectorielles au cours de cette période. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté, passant de -1,1 million de dollars au quatrième trimestre de 2011 à 1,7 million de dollars pour la même période en 2012 principalement en raison d'une réduction des dépenses au siège social.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(non audités)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2012				2011			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	585 \$	517 \$	522 \$	488 \$	522 \$	479 \$	486 \$	502 \$
Résultat opérationnel av ant amortissement ajusté ⁽¹⁾	124	79	84	71	110	86	90	79
Marge du résultat opérationnel av ant amortissement ajusté	21.2 %	15.3 %	16.1 %	14.5 %	21.1 %	18.0 %	18.5 %	15.7 %
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	96	50	56	43	80	57	61	49
Marge du résultat opérationnel ajusté	16.4 %	9.7 %	10.7 %	8.8 %	15.3 %	11.9 %	12.6 %	9.8 %
Résultat net attribuable aux actions participantes	(52) \$	8 \$	(106) \$	(33) \$	31 \$	31 \$	33 \$	26 \$
Par action	(0.65)	0.10	(1.31)	(0.41)	0.38	0.38	0.41	0.32
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	61	25	36	27	54	33	39	29
Par action	0.77	0.31	0.44	0.33	0.68	0.40	0.48	0.36
En % de l'exercice	41 %	17 %	24 %	18 %	35 %	21 %	25 %	19 %

⁽¹⁾ Veuillez vous référer à la section « Rapprochement des données non conformes aux IFRS » à la page 13 de ce présent rapport.

Le tableau ci-dessus présente l'évolution de nos résultats trimestriels au cours des huit derniers trimestres. L'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. contribue au chapitre des revenus à compter du deuxième trimestre de 2012 en plus d'avoir un effet plus notable au

quatrième trimestre de 2012 en ce qui a trait au résultat opérationnel ajusté, en raison des synergies générées avec l'intégration. Cependant, l'achèvement d'un important contrat visant l'impression des formulaires de recensement du Canada, qui a lieu à tous les cinq ans, a affecté nos revenus du quatrième trimestre de 2011 ainsi que les premier et deuxième trimestres de 2012 versus leur trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'optimisation de la structure opérationnelle des activités numériques et la réduction de coûts de nos activités d'édition de journaux au Québec ont aussi été bénéfiques au chapitre du résultat opérationnel ajusté à compter du quatrième trimestre de 2012. Finalement, les résultats de notre quatrième trimestre sont quant à eux supérieurs aux autres puisque les dépenses marketing de nos clients sont habituellement plus élevées à l'automne.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs de notre rapport de gestion analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. À l'interne, la direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

(non auditées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 31 octobre		Pour les exercices clos les 31 octobre	
	2012	2011	2012	2011
Résultat net attribuable aux actions participantes	(51.9) \$	30.8 \$	(183.3) \$	120.7 \$
Dividendes sur actions privilégiées	1.7	1.7	6.8	6.8
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	0.3	(27.6)	7.4	(28.6)
Participations ne donnant pas le contrôle	0.6	0.1	0.6	0.9
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	57.2	-	99.2	-
Impôts sur le résultat	6.6	5.2	13.1	31.5
Frais liés au remboursement anticipé de dettes à long terme	-	-	-	5.8
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	-	-	16.0	-
Frais financiers	7.8	9.9	30.5	39.2
Gain sur acquisition d'entreprise	(0.4)	-	(32.1)	-
Dépréciation d'actifs	51.2	51.3	232.0	55.2
Frais de restructuration et autres coûts	23.3	8.6	55.0	15.1
Résultat opérationnel ajusté	96.4 \$	80.0 \$	245.2 \$	246.6 \$
Amortissement	27.4	30.0	112.4	118.8
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	123.8 \$	110.0 \$	357.6 \$	365.4 \$
Résultat net attribuable aux actions participantes	(51.9) \$	30.8 \$	(183.3) \$	120.7 \$
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	0.3	(27.6)	7.4	(28.6)
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	57.2	-	99.2	-
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (après impôts)	-	-	-	4.2
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	-	-	16.0	-
Gain sur acquisition d'entreprise (après impôts)	(0.4)	-	(32.1)	-
Dépréciation d'actifs (après impôts)	39.9	44.4	202.6	47.3
Frais de restructuration et autres coûts (après impôts)	16.8	6.9	39.6	11.7
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	61.9 \$	54.5 \$	149.4 \$	155.3 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	80.0	81.0	80.7	81.0
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0.77 \$	0.68 \$	1.85 \$	1.92 \$
			Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011
Dettes à long terme			204.1 \$	292.5 \$
Portion courante de la dette à long terme			283.5	271.9
Trésorerie			(16.8)	(75.0)
Endettement net			470.8 \$	489.4 \$
Montant à verser à Quad/Graphics à la clôture de la transaction visant l'acquisition des actions de Quad/Graphics Canada			-	50.0
Endettement net ajusté			470.8 \$	539.4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)			357.6 \$	365.4 \$
Ratio d'endettement net			1.32x	1.34x
Ratio d'endettement net ajusté			1.32x	1.48x

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL – EXERCICE

(non auditées)

(en millions de dollars)	2012	2011
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	320.8 \$	373.0 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(43.8)	(21.7)
Impôts sur le résultat payés	(48.0)	(19.5)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies	229.0 \$	331.8 \$
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises	(60.4) \$	(35.8) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(33.7)	(44.6)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(22.0)	(17.5)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies	(116.1) \$	(97.9) \$
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(89.8) \$	(168.7) \$
Augmentation nette du crédit à terme rotatif	11.4	4.4
Frais financiers de la dette à long terme	(26.1)	(30.5)
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	-	(4.4)
Intérêts sur éventualités fiscales payés	(8.1)	-
Émission d'actions participantes	0.5	0.2
Rachat d'actions participantes	(17.3)	-
Dividendes sur actions participantes	(46.0)	(39.7)
Dividendes sur actions privilégiées	(6.8)	(6.8)
Contrat de vente à terme d'obligations	-	(6.0)
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies	(182.2) \$	(251.5) \$
Situation financière	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011
Endettement net ajusté ⁽¹⁾	470.8 \$	539.4 \$
Ratio d'endettement net ajusté ⁽¹⁾	1.32x	1.48x
Cote de crédit		
DBRS	BBB	BBB haut
	Négative	Stable
Standard and Poor's	BBB	BBB
	Négative	Stable

⁽¹⁾ Veuillez vous référer à la section « Rapprochement des données non conformes aux IFRS » à la page 13 de ce présent rapport.

Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies

Les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse et des impôts sur le résultat payés liés à l'exploitation ont diminué passant de 373,0 millions de dollars en 2011 à 320,8 millions en 2012, principalement en raison d'une augmentation des frais de restructuration versés ainsi que d'une diminution de notre résultat opérationnel avant amortissement ajusté. De plus, les variations des éléments hors caisse liés aux opérations ont occasionné une sortie de fonds de 43,8 millions de dollars en 2012, comparativement à 21,7 millions en 2011. Nous avons aussi déboursé 48,0 millions de dollars au chapitre des impôts sur le résultat en 2012, par rapport à 19,5 millions en 2011, dont 23,5 millions relativement à des avis de nouvelle cotisation reçus au début de l'exercice 2012, lesquels font présentement l'objet d'une contestation. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation ont diminué, occasionnant une entrée de fonds de 229,0 millions de dollars en 2012, comparativement à 331,8 millions en 2011.

Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies

Nos acquisitions d'entreprise, nos investissements en immobilisations corporelles et incorporelles, nets des dispositions sont passés de 97,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2011 à 116,1 millions en 2012. Cette augmentation est due au montant de 47,1 millions de dollars que nous avons versé à la clôture de la transaction visant l'acquisition indirecte de la totalité des actions de Quad/Graphics Canada, inc., partiellement compensée par une réduction des dépenses en immobilisations corporelles.

Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies

Au cours de l'exercice 2012, nous avons versé 46,0 millions de dollars en dividendes aux détenteurs d'actions participantes ainsi que 6,8 millions aux détenteurs d'actions privilégiées comparativement à 39,7 millions et 6,8 million respectivement au cours de la même période en 2011. Les dividendes versés sur les actions participantes ont augmenté en raison de la hausse annoncée en mars 2012 qui a fait passer le dividende trimestriel de 0,135\$ à 0,145\$ en 2012. De plus, au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, nous avons déboursé 17,3 millions de dollars dans le cadre de notre programme de rachat d'actions.

Instruments d'emprunt

En date du 31 octobre 2012, notre ratio d'endettement net ajusté s'établissait à 1,32x (1,48x au 31 octobre 2011). Les flux de trésorerie générés, combinés à la réduction de notre programme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles, ont été contrebalancés en partie par les coûts liés à l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc., ce qui a mené à la baisse de l'endettement net ajusté, lequel est passé de 539,4 millions au 31 octobre 2011 à 470,8 millions au 31 octobre 2012.

Au cours du deuxième trimestre de 2012, nous avons annoncé la mise en place d'une nouvelle facilité de crédit à terme rotatif de cinq ans, non garantie, d'une valeur de 400,0 millions de dollars, venant à échéance en février 2017, dont 194,9 millions de dollars était utilisé au 31 octobre 2012. Il est à noter que cette portion, selon les IFRS, doit être présentée dans les passifs courants à l'état consolidé de la situation financière en raison des caractéristiques de cette dette.

Au cours de l'exercice 2013, des billets de premier rang non garantis viendront à échéance en décembre 2012 pour un montant de 75,0 millions de dollars américains (74,9 millions de dollars canadiens), qui seront remboursés par l'entremise de notre facilité de crédit à terme. Enfin, notre programme de titrisation, inutilisé au 31 octobre 2012, arrivera à échéance en février 2013 et la Société ne prévoit pas le renouveler.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Type de contrat (en millions de dollars)	2013	2014	2015	2016	2017	2018 et suivantes	Total
Dettes à long terme	283.5 \$	80.4 \$	63.5 \$	10.8 \$	0.6 \$	51.7 \$	490.5 \$
Autres engagements	37.3	33.4	32.0	30.3	27.9	84.9	245.8
Obligations totales	320.8 \$	113.8 \$	95.5 \$	41.1 \$	28.5 \$	136.6 \$	736.3 \$

Capital social

Lors du deuxième trimestre de 2012, nous avons été autorisés à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 13 avril 2012 et le 12 avril 2013, jusqu'à concurrence de 3 295 096 de nos actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5 % de nos 65 901 932 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2012, et jusqu'à concurrence de 757 561 actions catégorie B, représentant 5 % de nos 15 151 235 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2012. En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, un rachat quotidien maximum de 23 975 actions à droit de vote subalterne catégorie A et un total de 1 000 actions catégorie B peut être effectué. Les rachats se font dans le cours normal des activités de la Société, au prix du marché au moment de l'acquisition par l'entremise de la Bourse de Toronto et/ou d'autres systèmes de négociation au Canada et conformément aux exigences de cette bourse. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a racheté 2 011 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 8,86 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 17,3 millions de dollars et un montant à payer de 0,5 million, dont la majorité a été réalisée au quatrième trimestre de 2012. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 6,8 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués.

Il est à noter que la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B au cours de l'exercice 2012. La variation des actions de catégories B au cours de l'exercice 2012 s'explique par la conversion de 145 619 de ces dernières en actions de catégorie A.

Le tableau ci-dessous présente les données des actions en circulation au 31 octobre 2012 et au 30 novembre 2012 :

Actions émises et en circulation	Au 31 octobre 2012	Au 30 novembre 2012
Catégorie A (droit de vote subalterne)	64 056 651	63 190 951
Catégorie B (droit de vote multiple)	15 005 616	15 005 616
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif)	4 000 000	4 000 000

MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Les nouvelles normes comptables suivantes n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société. Cette dernière évalue actuellement l'incidence de l'application de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers », première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ». La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

Afin de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par l'IAS 39. Selon l'IFRS 9, c'est la manière avec laquelle une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers qui dictent le classement de ces derniers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 a été reportée dans l'IFRS 9. Cependant, les exigences d'évaluation des passifs financiers à la juste valeur ont changé; la partie des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état consolidé du résultat. L'IFRS 9 s'appliquera prospectivement aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015, et son application anticipée est permise.

États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une autre entité. L'IFRS 10 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence. L'IFRS 11 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

La Société utilise actuellement la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée dans un seul poste, respectivement dans l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et l'état consolidé du résultat global.

Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de

trésorerie. L'IFRS 12 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel » afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail. Selon l'IAS 19 modifiée, la méthode du corridor, en vertu de laquelle la comptabilisation des écarts actuariels pouvait être différée, est désormais éliminée. L'IAS 19 modifiée met en place une nouvelle approche aux fins du calcul et de la présentation des charges d'intérêts nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le rendement de l'actif sera identique au taux utilisé pour actualiser le passif. L'IAS 19 modifiée s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

Instruments financiers : compensation des actifs et des passifs

En décembre 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » et d'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », afin de clarifier les exigences en matière de compensation d'instruments financiers et en vue d'exiger de nouvelles informations à fournir sur l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. L'IFRS 7 modifiée s'appliquera de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. L'IAS 32 modifiée s'appliquera de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014. Leur application anticipée est permise.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société gère de façon continue son exposition à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités. Conséquemment, la direction revoit continuellement l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. De plus, un rapport sur le programme de gestion de risques est revu régulièrement par le Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines, à des efforts de synergies entre ses segments d'activités ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les répercussions.

Risques opérationnels

Cycles économiques

Un risque important auquel la Société fait face, et qu'elle peut difficilement contrôler, est celui lié aux cycles économiques, incluant le risque lié aux récessions économiques qui pourraient survenir. Par ailleurs, plus de 80 % de ses revenus générés dépendent, directement ou indirectement, des budgets de dépenses publicitaires des annonceurs. Ces dépenses publicitaires des annonceurs ont tendance à être cycliques, ce qui reflète la conjoncture économique globale et des habitudes d'achats des consommateurs.

Toutefois, la Société croit qu'elle atténue ce risque par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de la clientèle se retrouve dans des secteurs d'activité moins cycliques, tels que l'alimentation et les soins personnels. De plus, dans le secteur des médias, la Société compte sur une bonne répartition entre la publicité locale et la publicité nationale. Au cours des dernières années, notons que près de la moitié des revenus publicitaires de ce secteur proviennent de la publicité locale, laquelle est moins touchée que la publicité nationale en période de ralentissement économique. Enfin, en raison de la mise en place d'une stratégie de développement axée sur l'objectif de se classer parmi les chefs de file dans nos créneaux respectifs, la Société croit pouvoir limiter son exposition aux cycles économiques sans toutefois pouvoir éliminer l'avènement ou l'ampleur de ceux-ci.

Concurrence et nouveaux marchés

La concurrence porte sur les prix, la qualité des produits et services ainsi que l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société opère sont fortement concurrentiels sans compter la présence accrue de compétiteurs américains. Pour réduire ce risque, la Société poursuit continuellement ses mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle tout en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. De plus, la Société croit que sa position de leader canadien, combinée à sa clientèle diversifiée dont plus de la moitié des revenus sont générés à partir d'ententes à moyen et long termes, atténue également ce risque.

Du côté des médias, certains de ses créneaux plus traditionnels ont fait face à une recrudescence de la concurrence au cours de l'exercice 2012. Les autres médias (télévision, radio, Internet et autres plateformes de communication ou de publicité), qu'ils soient d'intérêts général ou spécialisé, font concurrence aux magazines, journaux, sites Internet et autres plateformes de communication complémentaires de la Société en ce qui a trait à la vente d'espaces publicitaires, ainsi qu'aux ventes par abonnement et en kiosque, dans certains cas. De plus, la disponibilité au Canada de nombreux magazines publiés par des éditeurs américains et internationaux crée aussi une concurrence aux magazines de la Société. Pour limiter ces effets, la Société continue de mettre l'accent sur ses programmes d'amélioration continue et sur ses initiatives de réduction des coûts tout en développant de nouveaux produits et services par l'entremise de moyens imprimés et numériques dans le but d'accroître son offre intégrée de solutions aux entreprises locales ainsi que nationales. Ainsi, la Société a mis en place une stratégie d'offre globale multi-services permettant à ses clients actuels et futurs d'avoir un accès plus direct à l'ensemble de ses services.

De plus, en raison de l'adoption accélérée des moyens de communication numériques par les consommateurs, la production de contenu adapté à la clientèle cible et la concurrence des solutions numériques et du mobile sont de plus en plus présentes. Bien que cette situation puisse générer des occasions d'affaires, ces nouvelles réalités évoluent très rapidement et, si la Société n'offre pas un rendement sur investissement intéressant à ses clients, cela pourrait avoir un effet négatif sur ses résultats. De plus, le marché des solutions de marketing interactif est fragmenté, concurrentiel et en évolution rapide. Avec l'introduction de nouvelles technologies et l'afflux de nouveaux arrivants sur le marché, il y a des risques qu'une concurrence persistante s'installe, voire s'intensifie dans l'avenir, ce qui pourrait nuire à la Société dans l'accroissement de ses ventes ainsi que dans le maintien de ses prix. Il est aussi possible que de nouvelles entreprises entrent dans ses divers marchés, ce qui peut inclure de grandes entreprises bien établies. Si ces entreprises décident de développer, commercialiser ou revendre des produits concurrents de marketing interactif ou de services, d'acquérir, ou encore former une alliance stratégique avec un concurrent existant, ses résultats d'exploitation pourraient être affectés.

Efficacité opérationnelle

En raison de marchés très compétitifs, la Société doit continuellement améliorer son efficacité opérationnelle dans le but de maintenir ou d'améliorer sa rentabilité. Toutefois, rien ne garantit que la Société soit en mesure de le faire à l'avenir. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation permanents peut entraîner des coûts pour réduire les effectifs, fermer ou consolider des installations, ou améliorer l'équipement et la technologie.

Réglementation

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités municipales, provinciales ou fédérales. La modification de ces réglementations peut entraîner une augmentation significative des coûts de la Société afin de s'y conformer par l'entremise d'une augmentation de l'effectif de la Société, l'augmentation du coût de rémunération et avantages sociaux, ou des investissements dans des matières premières ou équipements nouveaux ou améliorés. Ainsi, le projet de loi n°88 (Québec), amendant la Loi sur la qualité de l'environnement et le Règlement sur le régime de compensation a été adopté le 10 juin 2011 et sanctionné le 13 juin 2011. Le pourcentage des coûts de recyclage encourus par les municipalités québécoises, qui est actuellement contrebalancé par les entreprises, passera donc de 80 % en 2011 à 100 % en 2013. De même, la Société doit faire correspondre ses procédures et communications avec le projet de loi C-28 (Canada) encadrant les envois de courriels massifs dans la pratique d'activités commerciales, projet de loi sanctionné le 15 décembre 2010 et entré en vigueur en janvier 2012.

Répartition géographique et taux de change

Au cours de l'exercice 2012, les revenus générés à l'extérieur du Canada comptaient pour 10,7 % des revenus consolidés, comparativement à 11,6 % en 2011. Cette baisse est due principalement à l'augmentation des ventes générées au Canada en raison de l'acquisition des activités d'impression de Quad/Graphics Canada, inc. puisque le volume d'activités destinées à l'exportation aux États-Unis ainsi que les revenus des entités américaines est demeuré relativement stable par rapport à 2011.

Le programme de couverture de change utilise des produits dérivés pour protéger la Société contre les risques de fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, la Société veille à appairier les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. La politique approuvée par le conseil d'administration de la Société permet de couvrir de 50 % à 100 % des flux monétaires nets pour une période de un à 12 mois, de 25 % à 50 % pour les 12 mois suivants et jusqu'à 33 % pour les 12 mois subséquents.

Dépendance envers les systèmes d'information

La Société se fie beaucoup sur les systèmes de technologies de l'information. Dans le cas où ces systèmes sont soumis à des perturbations ou des pannes résultant de pannes de système, une perte de puissance, les virus, l'accès non autorisé, l'erreur humaine, les actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet négatif sur ses opérations et ses résultats. L'industrie des médias continue de connaître des changements technologiques importants. La croissance continue de la popularité d'Internet a augmenté le nombre d'options de contenu qui sont en concurrence avec les médias traditionnels. La Société doit donc gérer les changements dans les nouvelles technologies et être en mesure d'acquiescer, de développer ou de les intégrer. Sa capacité à gérer avec succès la mise en œuvre de nouvelles technologies pourrait avoir un effet important sur la capacité de la Société pour rivaliser avec succès à l'avenir.

Recrutement et rétention du talent

Les tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié. On constate une diminution du bassin de talents qualifiés, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. La difficulté à recruter et à retenir un personnel qualifié constitue un risque pour la Société. Par conséquent, la Société a mis en place des plans de perfectionnement de ses gestionnaires dotés d'un fort potentiel et susceptibles d'être promus, dans le cadre du processus semestriel de revue du leadership. Pour veiller à la mise en œuvre de ces plans, le supérieur principal de chacun de ces cadres a établi des objectifs précis et s'est engagé à leur offrir des occasions de développement opérationnel et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement. Enfin, les membres de la haute direction sont maintenant évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et la Société effectue une revue du leadership afin de soutenir les défis organisationnels et être en mesure d'identifier constamment des successeurs.

Tests de dépréciation

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner des baisses de valeur de l'actif, et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur les capitaux propres de la Société. Les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») exigent que la Société effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation vient réduire le bénéfice net attribuable aux actions participantes sans toutefois avoir aucun effet important, ni sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles, ni sur son pouvoir d'emprunt.

Informations confidentielles, respect de la vie privée et droits d'auteur

Ce risque englobe l'utilisation et la manipulation d'information confidentielle fournie par les clients de la Société. La divulgation potentielle de telles informations aux mauvaises personnes pourrait causer des dommages considérables aux relations d'affaires avec leur propre clientèle, ainsi qu'aux relations d'affaires avec ses clients, et pourrait potentiellement entraîner des poursuites judiciaires. Différentes mesures ont été mises en place pour mieux prévenir et contrôler ce risque.

De plus, il est possible que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes. Il est aussi possible que certaines règles de droits d'auteur ne soient pas respectées avec la publication de différents contenus publiés dans les divers médias de la Société. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts sur ces chapitres, ses pratiques en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels, et la protection des droits d'auteurs ou d'autres questions de confidentialité liées pourraient nuire à sa réputation.

Intégration des acquisitions et réorganisation

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions est toujours un risque et celui-ci augmente en fonction de la taille de l'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires de la production, de la rétention du personnel, des relations avec les clients et/ou la perte potentielle de contrats. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient prendre plus de temps que prévu.

La transaction visant l'acquisition indirecte de la totalité des actions Quad/Graphics Canada, inc. a été approuvée par les autorités réglementaires en début d'année 2012. La première phase du plan d'intégration de ces activités a été complétée au cours de l'exercice 2012 et s'est déroulée comme prévue. L'intégration se poursuivra au cours des deux prochains exercices. Il est toujours possible que la suite de l'intégration des activités mène à la perte potentielle de contrats et/ou des relations avec les clients, à des perturbations

temporaires au chapitre de la production ainsi qu'à des difficultés à retenir les employés clés. De plus, les synergies envisagées pourraient ne pas être réalisées complètement ou encore pourraient prendre plus de temps que prévu à se matérialiser. Toutefois, pour limiter ce risque, la Société mise sur des équipes de vérification diligente expérimentées ainsi que des méthodes d'intégration rigoureuses et croit être en mesure de générer des synergies de l'intégration de ces activités en raison des investissements importants réalisés au cours des dernières années dans son secteur de l'impression.

Perte de réputation

La Société jouit actuellement d'une bonne réputation. Le risque de perdre ou de ternir cette réputation pourrait avoir un effet important sur les affaires de la Société ou sur la valeur de ses actions. De plus, sa capacité à maintenir ses relations clients existantes et à générer de nouveaux clients dépend fortement de la qualité de ses services, sa réputation ainsi que de la continuité de l'entreprise. L'insatisfaction liée à ses services, à des dommages à sa réputation, ou à des changements au chapitre d'employés clés pourraient entraîner une perte d'activité. Depuis sa création, la Société a mis en place une série de mesures pour limiter ce risque, principalement en assurant une régie d'entreprise solide et par la mise en place de politiques, incluant un code d'éthique.

Risques reliés à l'aide gouvernementale

La Société bénéficie de certains programmes d'aide gouvernementale, pour les magazines, les livres et pour la production télévisuelle. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux dans le futur pourrait avoir des incidences importantes sur les résultats d'exploitation de la Société.

Matières premières et prix de l'énergie

Le papier, l'encre et les plaques sont les principales matières premières utilisées par le secteur de l'impression de la Société. Les activités d'impression consomment de l'énergie, plus particulièrement, de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Les fluctuations de prix des matières premières et de l'énergie ont des effets sur ses activités.

Bien que la Société transfère habituellement les coûts du papier et de l'encre aux clients de son secteur de l'impression, l'augmentation de ces matières premières peut avoir un effet négatif sur ses activités d'impression si elle entraîne une modification des habitudes d'achats de ses clients, en ce qui concerne par exemple le nombre de pages imprimées. De plus, l'augmentation du prix du papier et de l'encre a un effet négatif sur la rentabilité du secteur des médias. Dans le but de réduire ces risques, la Société ne dépend pas d'un seul fournisseur. Elle a conclu des ententes avec ses principaux fournisseurs afin de s'assurer d'un approvisionnement stable. De plus, certaines ententes avec les clients comportent des clauses escalatoires indexant les prix de vente au gré des fluctuations du prix des matières premières et des taux de change. Enfin, les fluctuations du prix du pétrole ont un effet sur le prix de l'encre ainsi que sur le prix de l'essence. Toute augmentation du prix de l'essence aurait surtout un effet négatif sur ses activités de distribution, dans le secteur des médias. Toutefois, la Société poursuit continuellement ses démarches pour trouver de nouvelles manières de réduire ses coûts énergétiques.

Risques environnementaux

Deux des industries dans lesquelles la Société évolue, l'impression et l'édition, nécessitent l'utilisation de grandes quantités de papier dans leurs activités quotidiennes. Les consommateurs se soucient de plus en plus de la protection de l'environnement et du développement durable. De plus, avec le projet de loi n°88 au Québec, la modification législative pourrait avoir un effet défavorable sur le secteur des médias, plus précisément, sur le Groupe des solutions aux communautés locales et le Groupe de solutions d'affaires et aux consommateurs. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour trouver constamment de nouveaux moyens de réduire son empreinte environnementale. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Développement durable » de ce Rapport de gestion.

Risques financiers

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Au 31 octobre 2012, un montant de 194,9 millions était utilisé sur le crédit rotatif d'un montant de 400,0 millions de dollars qui vient échéance en février 2017. De plus, des billets de premier rang non garantis viennent également à échéance en décembre 2012 pour un montant de 75,0 millions de dollars américains (74,9 millions de dollars canadiens). Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société est en très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net ajusté de 1,32x et que la situation financière de la Société devrait s'améliorer davantage en raison de flux de trésorerie générés qui seront à nouveau considérables au cours du prochain exercice compte tenu d'un programme de dépenses en immobilisations limité à 70 millions de dollars. De plus, le programme de titrisation des débiteurs de 200,0 millions de dollars viendra aussi à échéance en février 2013. Ce dernier était inutilisé au 31 octobre 2012 et ne devrait pas être renouvelé.

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les rencontrer, mais à un coût excessif. La Société et ses filiales s'assurent qu'elles ont suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes ainsi que de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et les remboursements de dettes, les contributions aux fonds de pension, les dividendes et les rachats d'actions, le cas échéant.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin de l'exercice 2012, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 67 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable en représentait 33 % (81 % et 19 %, respectivement, au 31 octobre 2012). La portion de la dette à taux fixe a diminué en raison de l'échéance de swaps de taux d'intérêt en septembre 2012 pour un montant de 125,0 millions de dollars. La dette à taux variable, en tenant compte des instruments financiers dérivés, porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixe et à taux variable.

Crédit

Les conditions économiques volatiles pourraient avoir une incidence sur la disponibilité des capitaux en général, mais plus spécifiquement dans certains créneaux plus vulnérables. Afin de limiter ce risque, la Société poursuit ses contrôles stricts relativement au crédit à ses débiteurs et la haute direction analyse et révisé davantage la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. Par ailleurs, au 31 octobre 2012, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. De plus, la Société a contracté une police d'assurance-crédit couvrant la plupart de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars qui vient à échéance le 30 avril prochain. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Régimes de retraite

Au 31 octobre 2012, la quasi-totalité des employés actifs de TC Transcontinental participaient à des régimes de retraite à cotisations déterminées. Par conséquent, la Société ne court aucun risque financier au-delà de ses cotisations courantes à ces régimes. Toutefois, les risques relatifs aux régimes à prestations déterminées qui étaient en place avant la migration au volet à cotisations déterminées en 2010, sont toujours assumés par la Société. De plus, les employés de Quad/Graphics Canada, inc., société acquise au cours de l'exercice 2012, participent actuellement à un régime à prestations déterminées. La capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations constituées, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2011. Le rapport d'évaluation actuarielle détermine le montant des contributions monétaires que la Société doit verser dans les régimes de retraite enregistrés. Le plus récent rapport d'évaluation actuarielle obtenu, en date du 31 décembre 2011, montre que les régimes de retraite enregistrés sont en position de déficit de solvabilité. Par conséquent, la Société devra augmenter davantage ses contributions monétaires au cours du prochain exercice. Si les marchés financiers ou les taux d'intérêt subissaient à nouveau une baisse substantielle, la Société pourrait à nouveau devoir augmenter ses contributions monétaires.

Actions participantes et actions privilégiées

Le cours des actions pourrait fluctuer et les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions participantes au prix d'achat ou à un prix supérieur. Le cours des actions participantes pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait à l'entreprise de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions participantes effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans les industries de l'impression et de l'édition, ou encore, l'économie nord-américaine. Au cours des dernières années, les actions participantes, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'étaient pas nécessairement liées avec le rendement de l'exploitation des sociétés visées. Il pourrait donc arriver que le cours des actions participantes continue à fluctuer de façon marquée à l'avenir sans que cela soit nécessairement attribuable au rendement de la Société.

En ce qui a trait aux actions privilégiées, les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions au prix d'émission ou à un prix supérieur. Le cours des actions pourrait fluctuer en raison de fluctuations réelles ou anticipées de leur notation de crédit et des taux

d'intérêt qui auraient également un impact sur le coût auquel la Société peut effectuer des opérations ou obtenir du financement, et de ce fait, sur sa liquidité, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Risques stratégiques

Nouveaux médias

Les industries dans lesquelles la Société évolue sont touchées par les effets des nouveaux médias en raison des progrès technologiques importants ainsi que de l'évolution des habitudes des consommateurs. Ces changements technologiques continuent d'augmenter l'accessibilité et la qualité des alternatives aux documents imprimés. Par conséquent, les annonceurs ont dorénavant à leur disposition une plus grande variété de produits médiatiques où investir leurs budgets publicitaires. Bien que cette migration entre les médias traditionnels et les nouveaux médias pourrait constituer un risque pour certains de ses créneaux, la Société ne peut toutefois prévoir avec précision les répercussions que ces changements rapides auront sur la demande de ses produits et services. Ces changements peuvent notamment réduire la demande, augmenter les pressions sur les prix, nécessiter des investissements dans ses équipements et sa technologie. En outre, la Société se doit d'être à l'affût des besoins de ses clients et de développer continuellement de nouvelles solutions pour répondre à ceux-ci. Le développement de telles solutions peut être coûteux, et il n'y a aucune garantie que ces solutions seront acceptées par les clients.

Pour limiter ce risque, la Société a entrepris le virage numérique par l'entremise de son secteur des médias. En effet, la Société a identifié des segments de développement dans le cadre de sa stratégie de médias numériques et de solutions interactives afin de se positionner dans la création de contenu et la livraison sur les plateformes interactives ou numériques.

Son succès repose sur la qualité de ses produits et de ses services. Par conséquent, la Société devra continuer à investir en recherche et développement afin d'améliorer ses plateformes numériques en plus d'introduire de nouveaux produits et services à fort potentiel. En outre, ces investissements pourraient affecter ses résultats d'exploitation.

Détention du contrôle

Au 31 octobre 2012, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 16,9 % des actions en circulation et 72,6 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de Transcontinental inc. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est donc possible que dans certaines situations, les intérêts respectifs de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres porteurs d'actions participantes de Transcontinental inc.

Conclusion sur les risques et incertitudes

La Société poursuit son approche rigoureuse en matière de gestion de risques en demeurant à l'affût de tout nouveau risque ou modification d'un risque existant qui pourrait affecter ses activités et en s'assurant de l'efficacité des mesures de contrôle déjà implantées. La direction maintient son approche structurée de la prévention et du contrôle des risques et de la planification de la continuité des opérations, en vertu de laquelle elle implante des mesures proactives pour inciter les entités d'affaires à prévenir les risques, à gérer les changements organisationnels et à se rétablir d'événements imprévus de façon efficiente.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société, au terme d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société au 31 octobre 2012, ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces et qu'ils permettent de s'assurer que l'information importante au sujet de la Société et de ses filiales leur a été communiquée.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

Au 31 octobre 2012, la direction de la Société a exclu Quad/Graphics Canada, inc. de son évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une mesure acceptée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) durant la première année suivant l'acquisition. Au moment de l'acquisition, Quad/Graphics Canada, inc. regroupait six usines d'impression, un centre de prémédia ainsi que près de 1000 employés. Des informations additionnelles relatives à cette acquisition sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Bilan	Au 31 octobre 2012
Actif courant	46,3 M\$
Actif non courant	173,8 M\$
Passif courant	31,6 M\$
Passif non courant	74,3 M\$

État du résultat	Exercice clos le 31 octobre 2012
Revenus	133,7 M\$
Résultat opérationnel ajusté	9,0 M\$

Veuillez-vous référer à la note 26 des états financiers consolidés annuel pour l'exercice 2012 pour obtenir des informations supplémentaires relatives à l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc.

Au cours l'exercice clos le 31 octobre 2012, sauf les faits susmentionnés, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

La direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2012, et selon cette évaluation, elle a déterminé que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Renégociation de l'entente avec Hearst Corporation

Le 6 décembre 2012, la Société a annoncé la renégociation de son entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle*. La Société recevra en janvier 2013 un montant de 200,0 millions de dollars américains en contrepartie d'une réduction de prix sur la durée restante du contrat. Le montant reçu sera comptabilisé à titre de revenus reportés et viré aux revenus sur la durée restante du contrat.

PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2013, l'accélération des synergies issues de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc., l'optimisation de la structure du secteur des médias et la poursuite de notre stratégie d'activation marketing, qui nous a, entre autres, permis de renouveler et élargir des contrats avec des clients importants en 2012, devraient nous permettre d'améliorer notre profitabilité au sein d'une industrie en transformation. Ces éléments devraient donc contrebalancer la perte de Zellers, un client important qui a annoncé en 2012 la fermeture de la totalité de ses magasins d'ici le mois de mars 2013. De plus, nous débutons l'exercice 2013 en excellente situation financière avec un ratio d'endettement net de 1,32x; nous devrions aussi générer d'importants flux monétaires nets, compte tenu d'un programme en dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles d'environ 70 millions de dollars, qui nous permettra de réduire davantage notre niveau d'endettement, d'investir dans le développement de nouveaux services marketing et d'acquisitions stratégiques, ainsi que de retourner des fonds à nos actionnaires.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti

Le chef de la direction financière et du développement de la Société

Le 6 décembre 2012



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Transcontinental inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Transcontinental Inc. qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 octobre 2012, au 31 octobre 2011 et au 1^{er} novembre 2010, les états consolidés du résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 octobre 2012 et le 31 décembre 2011, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Transcontinental inc. au 31 octobre 2012, au 31 octobre 2011 et au 1^{er} novembre 2010, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos le 31 octobre 2012 et le 31 octobre 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

KPMG A.R. / S.E.N.C.R.L.

Le 6 décembre 2012

Montréal, Canada

*FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A106087

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2012	2011
Revenus		2 112,1 \$	1 989,3 \$
Charges opérationnelles	4	1 754,5	1 623,9
Frais de restructuration et autres coûts	19	55,0	15,1
Dépréciation d'actifs	5	232,0	55,2
Gain sur acquisition d'entreprise	26	(32,1)	-
Résultat opérationnel avant amortissement		102,7	295,1
Amortissement	6	112,4	118,8
Résultat opérationnel		(9,7)	176,3
Frais financiers nets	7	46,5	45,0
Résultat avant impôts sur le résultat		(56,2)	131,3
Impôts sur le résultat	8	112,3	31,5
Résultat net lié aux activités poursuivies		(168,5)	99,8
Résultat net lié aux activités abandonnées	9	(7,4)	28,6
Résultat net		(175,9)	128,4
Participations ne donnant pas le contrôle		0,6	0,9
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société		(176,5)	127,5
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents		6,8	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes		(183,3) \$	120,7 \$
Résultat net par action participante - de base et dilué			
Activités poursuivies	22	(2,18) \$	1,14 \$
Activités abandonnées		(0,09)	0,35
		(2,27) \$	1,49 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)	22	80,7	81,0
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué (en millions)	22	80,7	81,1

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2012	2011
Résultat net		(175,9) \$	128,4 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net :			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(0,6)	5,3
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté au résultat net au cours de la période considérée		3,9	(7,6)
Impôts sur le résultat y afférent		0,9	(0,5)
		2,4	(1,8)
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets (pertes nettes) sur la conversion des états financiers d'établissements étrangers		0,7	(1,9)
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net :			
Variation des écarts actuariels au titre des régimes de retraite à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes de retraite à prestations définies	28	(81,9)	(26,4)
Impôts sur le résultat y afférent		(22,5)	(6,5)
		(59,4)	(19,9)
Autres éléments du résultat global	24	(56,3)	(23,6)
Résultat global		(232,2) \$	104,8 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		(232,8) \$	103,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,6	0,9
		(232,2) \$	104,8 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de la Société						Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	
Solde au 1er novembre 2011	478,1 \$	1,8 \$	750,3 \$	(28,1) \$	1 202,1 \$	0,8 \$	1 202,9 \$
Résultat net	-	-	(176,5)	-	(176,5)	0,6	(175,9)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(56,3)	(56,3)	-	(56,3)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions participantes (note 21)	(11,0)	-	(6,8)	-	(17,8)	-	(17,8)
Levée d'options d'achat d'actions (note 21)	0,6	(0,1)	-	-	0,5	-	0,5
Dividendes	-	-	(52,8)	-	(52,8)	-	(52,8)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 23)	-	0,8	-	-	0,8	-	0,8
Solde au 31 octobre 2012	467,7 \$	2,5 \$	514,2 \$	(84,4) \$	900,0 \$	1,4 \$	901,4 \$
Solde au 1er novembre 2010	477,9 \$	1,1 \$	669,3 \$	(4,5) \$	1 143,8 \$	0,8 \$	1 144,6 \$
Résultat net	-	-	127,5	-	127,5	0,9	128,4
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(23,6)	(23,6)	-	(23,6)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Levée d'options d'achat d'actions (note 21)	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
Dividendes	-	-	(46,5)	-	(46,5)	(0,9)	(47,4)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 23)	-	0,7	-	-	0,7	-	0,7
Solde au 31 octobre 2011	478,1 \$	1,8 \$	750,3 \$	(28,1) \$	1 202,1 \$	0,8 \$	1 202,9 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Actifs courants				
Trésorerie		16,8 \$	75,0 \$	31,9 \$
Débiteurs	10	449,8	425,5	428,8
Impôts sur le résultat à recevoir		38,9	14,7	19,5
Stocks	11	82,5	77,2	74,2
Frais payés d'avance et autres actifs courants	12	14,7	18,1	19,1
Actif courant lié aux activités abandonnées	9	-	14,0	41,8
		602,7	624,5	615,3
Immobilisations corporelles				
Immobilisations incorporelles	13	651,2	680,4	760,0
Goodwill	14	171,5	149,6	179,1
Goodwill	15	487,0	679,2	674,8
Impôts sur le résultat différés	8	192,6	192,6	189,9
Autres éléments d'actif	16	31,2	20,2	32,3
Actif non courant lié aux activités abandonnées	9	-	13,5	65,1
		2 136,2 \$	2 360,0 \$	2 516,5 \$
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	17	336,8 \$	287,1 \$	324,3 \$
Provisions	19	15,5	8,6	15,6
Impôts sur le résultat à payer	8	50,3	33,5	29,0
Abonnements perçus d'avance et dépôts		39,3	32,5	38,4
Portion courante de la dette à long terme	18	283,5	271,9	293,8
Passif courant lié aux activités abandonnées	9	-	7,6	18,2
		725,4	641,2	719,3
Dette à long terme				
Impôts sur le résultat différés	18	204,1	292,5	436,9
Provisions	8	68,4	120,7	119,0
Provisions	19	45,3	13,9	15,8
Autres éléments du passif	20	191,6	88,8	80,2
Passif non courant lié aux activités abandonnées	9	-	-	0,7
		1 234,8	1 157,1	1 371,9
Capitaux propres				
Capital social	21	467,7	478,1	477,9
Surplus d'apport		2,5	1,8	1,1
Résultats non distribués		514,2	750,3	669,3
Cumul des autres éléments du résultat global	24	(84,4)	(28,1)	(4,5)
Attribuables aux actionnaires de la Société		900,0	1 202,1	1 143,8
Participations ne donnant pas le contrôle		1,4	0,8	0,8
		901,4	1 202,9	1 144,6
		2 136,2 \$	2 360,0 \$	2 516,5 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2012	2011
Activités opérationnelles			
Résultat net		(175,9) \$	128,4 \$
Moins : Résultat net lié aux activités abandonnées	9	(7,4)	28,6
Résultat net lié aux activités poursuivies		(168,5)	99,8
Ajustements pour rapprocher le résultat net lié aux activités poursuivies et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Amortissement	6	132,9	144,6
Dépréciation d'actifs	5	232,0	55,2
Gain sur acquisition d'entreprise	26	(32,1)	-
Frais financiers de la dette à long terme	7	27,0	34,6
Intérêts sur éventualités fiscales	7 et 8	16,0	-
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	7	-	5,8
Pertes nettes (gains nets) à la cession d'actifs		(1,2)	1,2
Impôts sur le résultat	8	112,3	31,5
Rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	23	0,8	0,7
Autres		1,6	(0,4)
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		320,8	373,0
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	25	(43,8)	(21,7)
Impôts sur le résultat payés		(48,0)	(19,5)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies		229,0	331,8
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités abandonnées		0,9	7,2
		229,9	339,0
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises	26	(60,4)	(35,8)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(37,3)	(47,2)
Cessions d'immobilisations corporelles		3,6	2,6
Augmentation des immobilisations incorporelles		(22,0)	(17,5)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies		(116,1)	(97,9)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités abandonnées		10,0	48,8
		(106,1)	(49,1)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme	18	(89,8)	(168,7)
Augmentation nette du crédit à terme rotatif	18	11,4	4,4
Frais financiers de la dette à long terme	7	(26,1)	(30,5)
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	7	-	(4,4)
Intérêts sur éventualités fiscales payés	8	(8,1)	-
Dividendes sur actions participantes		(46,0)	(39,7)
Dividendes sur actions privilégiées		(6,8)	(6,8)
Émission d'actions participantes	21	0,5	0,2
Rachat d'actions participantes	21	(17,3)	-
Contrat de vente à terme d'obligations		-	(6,0)
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies		(182,2)	(251,5)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères		0,2	0,3
Variation nette de la trésorerie		(58,2)	38,7
Trésorerie au début de l'exercice		75,0	36,3
Trésorerie à la fin de l'exercice		16,8 \$	75,0 \$
Activités d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		2,7 \$	(14,2) \$

La trésorerie inclut un montant lié aux activités abandonnées de 4,4 millions de dollars au 1er novembre 2010.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Ses actions à droit de vote subalterne catégorie A, les actions catégorie B et les actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D, se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), Canada H3B 3N2.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et le secteur des médias. Le secteur de l'impression regroupe les activités d'impression destinées aux éditeurs de magazines, de livres et de journaux, ainsi qu'aux détaillants. Le secteur des médias regroupe les activités d'édition de magazines, de journaux et de livres, une plateforme numérique diversifiée et un réseau de distribution de porte-à-porte de matériel publicitaire grâce auxquels les annonceurs rejoignent directement les consommateurs. Le secteur des médias offre également des services et des produits marketing interactif utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles. Enfin, depuis avril 2012, le secteur des médias offre également des services de création de contenus télévisuels pouvant être déclinés sur toutes les plateformes de communication, tant les réseaux de télévision, pour la diffusion générale, que les nouveaux médias, Internet et mobiles, pour la diffusion à la demande.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers le 6 décembre 2012.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés annuels reflètent la première adoption des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et en particulier, conformément à l'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ». Depuis le 1er novembre 2011, ces normes IFRS remplacent les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, tel qu'établis à la Partie V du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). Les IFRS comprennent les International Accounting Standards (« IAS ») et les International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »).

Les méthodes comptables dans les présents états financiers consolidés annuels diffèrent de celles qui sont présentées dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2011. La norme IFRS 1 a été appliquée pour effectuer la transition aux IFRS et dresser l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1er novembre 2010 (la « date de transition »). Cette norme prévoit l'application rétroactive des IFRS avec certaines exemptions et exceptions. La note 34 « Transition aux IFRS » présente l'incidence du basculement des PCGR du Canada vers les IFRS. En outre, elle présente le rapprochement de la situation financière consolidée au 1er novembre 2010 et au 31 octobre 2011, le rapprochement de l'état consolidé du résultat et du tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, ainsi que le rapprochement des capitaux propres au 1er novembre 2010 et au 31 octobre 2011. Certaines informations ont aussi été reclassées ou ajoutées pour être conformes aux exigences de divulgation des IFRS.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux méthodes comptables ci-dessous :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains instruments financiers qui ont été évalués selon leur juste valeur, tel qu'indiqué dans les méthodes comptables ci-dessous. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie cédée en échange des actifs.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales et les coentreprises.

i) Filiales

Les filiales sont des entités pour lesquelles la Société est en mesure de contrôler les politiques financières et opérationnelles afin de bénéficier des avantages de leurs activités. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés de la Société depuis la date de la prise de contrôle, jusqu'à la date de la perte de contrôle. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle, qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100,0 %
Imprimeries Transcontinental Inc. (Canada)	100,0
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100,0
Transcontinental Interactif inc. (Canada)	100,0
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100,0
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100,0

ii) Coentreprises

Les coentreprises sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel et qui requièrent que les décisions stratégiques financières et opérationnelles fassent l'objet d'un consentement unanime. Les participations dans les coentreprises sont principalement dans le secteur des médias, et sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. L'effet de ces coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société n'est pas significatif.

c) Regroupement d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties éventuelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill. Si la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge excède la contrepartie transférée, l'excédent est comptabilisé à titre de gain sur acquisition d'entreprise à l'état consolidé du résultat.

Si l'accord comprend une contrepartie éventuelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et est ajoutée à la contrepartie transférée, et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie éventuelle sera comptabilisée au coût d'acquisition, si elle se rattache à des ajustements pendant la période d'évaluation, ou au résultat net, si elle se rattache à des ajustements après la période d'évaluation. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition. Cette période est d'une durée maximale de 12 mois.

Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés durant la période d'évaluation, et comptabilisé au résultat net par la suite.

Dans le cas d'acquisitions d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

d) Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, diminués du montant estimatif des rabais et autres réductions similaires accordés aux clients.

Dans le cadre de la vente de biens, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il y a eu transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société n'est plus impliquée dans la gestion ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Dans le cadre de la prestation de services, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- le degré d'avancement de l'activité peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

i) Dans le secteur de l'impression, l'impression constitue la principale source de revenus. Ces derniers sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon l'entente conclue avec le client.

ii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire, à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle, ou à la date de diffusion d'une émission télévisuelle.

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi, les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte-à-porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de vente de livres :

Les revenus de livres sont constatés au moment où les livres sont expédiés aux clients, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus d'édition, de préparation de contenus et de projets marketing :

Les revenus d'édition, de préparation de contenus et de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

Revenus de télédiffusion :

Les revenus de la vente de droits de diffusion de contenus télévisuels sont constatés sur la période de diffusion.

e) Opérations d'échange

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés lorsque la juste valeur des biens ou services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a constaté un montant de 10,3 millions de dollars à titre d'opérations d'échange (9,5 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2011).

f) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée au résultat, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporelles entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

g) Aide gouvernementale

Les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont constatés en réduction du coût de l'actif sous-jacent. Les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles sont constatés en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

i) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus, et réduit les charges opérationnelles figurant aux états consolidés du résultat et les stocks connexes figurant aux états consolidés de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle. Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

l) Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants, ou groupes destinés à être cédés comprenant des actifs et des passifs, que la Société s'attend à recouvrer principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue, sont classés comme détenus en vue de la vente. Immédiatement avant leur classement comme détenus en vue de la vente, les actifs, ou les composantes d'un groupe destiné à être cédé, sont réévalués à la plus faible de leur valeur comptable ou de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Toute perte de valeur sur un groupe destiné à être cédé est affectée au goodwill, puis aux autres actifs et passifs au prorata de leur valeur comptable. Toutefois, aucune perte de valeur n'est affectée aux stocks, aux actifs financiers, aux actifs d'impôt différé, aux actifs au titre des avantages du personnel, lesquels continuent d'être évalués conformément aux méthodes comptables de la Société. Toute perte de valeur au moment du classement initial des actifs comme détenus en vue de la vente ainsi que tout profit ou perte ultérieur au moment de la réévaluation sont comptabilisés dans le résultat. Les profits au moment d'une réévaluation, qui excèdent le cumul des pertes de valeur, ne sont pas comptabilisés.

m) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte dont la Société s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente. Le classement en tant qu'activité abandonnée s'effectue au moment de la sortie ou à la date à laquelle l'activité répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente, selon la première des deux éventualités. Lorsqu'une activité est classée comme activité abandonnée, les états comparatifs du résultat net et du résultat global sont présentés comme si l'activité avait été abandonnée dès le début de la période comparative.

n) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrat de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué. Les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Une immobilisation corporelle détenue en vertu d'un contrat de location-financement est initialement comptabilisée au moindre de la juste valeur de l'actif ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. L'immobilisation corporelle louée est par la suite comptabilisée de la même façon que les autres actifs similaires détenus par la Société. Le passif correspondant à payer au bailleur est comptabilisé comme une dette découlant d'un contrat de location-financement et une charge financière est imputée aux résultats sur la durée du contrat.

Les contrats de location simple sont comptabilisés aux résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

o) Immobilisations incorporelles

i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations par la suite.

ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de prépublication d'ouvrages et des coûts liés à des projets à long terme en technologie. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères d'inscription à l'actif. Le montant initial comptabilisé au titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères d'inscription à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	10 % - 25 %	Dégressif
Coûts de prépublication d'ouvrages	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	3-5 ans	Linéaire

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et comprennent des noms commerciaux acquis, principalement de magazines et de journaux, et les tirages qui leur sont associés. La valeur attribuée à un nom commercial est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

iii) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise, et au coût diminué du cumul des dépréciations par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti.

p) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée (noms commerciaux et tirages) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont attribués aux unités génératrices de trésorerie (« UGT »), et sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur d'utilité est déterminée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT (ou groupe d'UGT). La juste valeur diminuée des coûts de vente est déterminée à l'aide d'un multiple du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (« BAIIA »), de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de chaque UGT (ou groupe d'UGT).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif, d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les actifs ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

q) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une dépréciation. Ces coûts sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

r) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent, et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructurations, aux contrats immobiliers déficitaires, aux obligations liées à la mise hors service et aux régimes multi-employeurs. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration, et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Contrats immobiliers déficitaires

Une provision pour contrats immobiliers déficitaires est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles seront supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Une provision pour contrats immobiliers déficitaires représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat.

iii) Obligations liées à la mise hors service

Les obligations légales ou implicites rattachées à la remise en état de certains bâtiments sont comptabilisées dans la période où elles sont contractées, lorsqu'elles peuvent être raisonnablement estimées. Les obligations sont initialement évaluées à leur juste valeur en utilisant l'approche de la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus, subséquemment ajustées pour refléter tout changement à l'échéancier ou au montant des flux de trésorerie estimatifs initiaux. Initialement, ces obligations sont capitalisées en tant qu'immobilisations corporelles, puis amorties sur la durée d'utilité des immobilisations corporelles. Un passif lié à l'obligation de mise hors service des immobilisations corporelles est également comptabilisé initialement, et est réévalué au fil du temps, en raison de la désactualisation.

iv) Régimes multi-employeurs

Les obligations relatives aux régimes multi-employeurs sont comptabilisées lorsque le montant peut être estimé de façon fiable et que la Société ne dispose pas de toutes les informations nécessaires à la comptabilisation de ces régimes à titre de régimes à prestations définies.

s) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Depuis le 1er juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Selon les IFRS, conformément à l'IAS 19 « Avantages du personnel », les régimes multi-employeurs qui comportent des obligations implicites sont comptabilisés comme des régimes à prestations définies lorsque la Société dispose d'informations suffisantes pour établir sa part de l'obligation au titre des prestations définies, sa part des actifs des régimes et des coûts associés aux régimes. La Société ne dispose pas de toutes ces informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision. Les cotisations versées aux régimes sont comptabilisées en charge au moment de la prestation de services par les employés.

i) Régimes à prestations définies

Les coûts des régimes à prestations définies pour des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis avec l'aide d'actuaire indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'évolution du coût des soins de santé, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime. L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement au résultat.

Un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que l'effet du plafonnement de la part du coût des avantages futurs à la charge de l'employeur, sont constatés au résultat global au cours de la période dans laquelle ils se produisent.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat, dans la mesure où les droits aux prestations sont déjà acquis. Le coût des services passés relatif aux droits non acquis est différé et amorti selon le mode linéaire sur la durée moyenne restante à courir, jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis. Le coût des services rendus, le rendement prévu des actifs des régimes et la désactualisation de l'obligation au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat au cours de la période où ils surviennent.

ii) Régimes de retraite à cotisations définies, régimes enregistrés d'épargne collectifs et régimes généraux et obligatoires

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes généraux et obligatoires, la Société verse des cotisations aux régimes des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment où les cotisations sont versées.

Les cotisations de la Société qui sont versées aux régimes généraux et obligatoires sont gérées par les pouvoirs publics.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

t) Rémunération à base d'actions

La Société offre des régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants, cadres supérieurs et administrateurs.

i) Régime d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont passées en charge selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat, le cas échéant.

ii) Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs est comptabilisée selon un mode linéaire sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture des états financiers. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat, le cas échéant.

iii) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat.

u) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes, est le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale étrangère dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien, sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas reconvertis. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la sortie totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

v) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquentement comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie	Prêts et créances	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Débiteurs, autres comptes à recevoir et autres actifs financiers	Prêts et créances	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Placements	Disponibles à la vente	Juste valeur ou coût s'il n'y a pas de marché coté
Créditeurs, autres charges à payer et autres passifs financiers	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

w) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque date de clôture des états financiers. La tranche efficace de la relation de couverture, de même que la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change des achats futurs d'équipements de production, reportée dans le cumul des autres éléments du résultat global, est reclassée à l'encontre de l'immobilisation lors de sa comptabilisation initiale. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital est reclassée aux résultats au cours de la période durant laquelle l'élément couvert influe sur les résultats.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

x) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoit régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicables. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont :

i) Regroupement d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule à l'interne ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé. Des changements importants à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises. Par conséquent, ces changements peuvent entraîner la comptabilisation d'une charge de dépréciation, laquelle est comptabilisée au résultat au cours de la période où ces changements surviennent, le cas échéant.

ii) Dépréciation d'actifs non financiers

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs et celle fondée sur le marché.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs, les projections de flux de trésorerie sont établies pour les trois prochains exercices, en fonction de l'expérience passée, et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. Au-delà de cette période, aucune croissance n'est appliquée aux flux de trésorerie. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation, par le coût moyen pondéré du capital et par les taux d'impôt.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant les résultats normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché.

Ces méthodes font intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation, s'il y a lieu. L'incidence de changements importants des hypothèses et de la révision d'estimations est comptabilisée au résultat au cours de la période où ces changements surviennent et où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

iii) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. La détermination du montant des provisions requiert que la direction formule des hypothèses et fasse des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et leur échéancier, et les probabilités d'occurrence des obligations. Des changements importants à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les montants déterminés à titre de provisions. L'incidence de ces changements est comptabilisée au résultat au cours de la période où ceux-ci surviennent, le cas échéant.

iv) Impôts sur le résultat

Dans le cadre du calcul de l'impôt exigible, la Société est tenue de faire des estimations importantes en raison de l'assujettissement de la Société aux lois fiscales de divers territoires où elle exerce ses activités. De même, le montant d'impôt exigible pourrait être modifié en raison de divers facteurs tels que des événements qui ne se sont pas encore produits, une évolution des lois de l'impôt ou de l'issue des contrôles fiscaux et appels connexes.

Dans le cadre du calcul de l'impôt différé, le recours aux estimations est requis pour déterminer les taux et les montants appropriés et pour tenir compte de la probabilité de leur réalisation. Les actifs d'impôt sur le résultat différés reflètent aussi l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées pouvant être reportées ultérieurement afin de réduire l'impôt sur le résultat des prochains exercices. Cette évaluation exige que la Société formule des jugements significatifs sur la possibilité, ou non, qu'il soit probable que les actifs d'impôt sur le revenu différé soient recouverts à partir du résultat imposable futur et, par conséquent, qu'ils puissent être constatés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société s'appuie, entre autres, sur son expérience passée pour appliquer son jugement.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôts exigibles et différés.

v) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. La direction revoit annuellement ces hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée à l'état de la situation financière et au résultat global au cours de la période où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce des jugements, autres que ceux ayant trait à des estimations, à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels des jugements importants sont exercés sont :

vi) Dépréciation des actifs non financiers

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieraient des synergies du regroupement. Dans le cadre de ce processus, la Société doit exercer son jugement en se basant sur les objectifs visés par le regroupement d'entreprises et sur la façon dont sont gérées ses activités. L'application d'un jugement différent pourrait entraîner un résultat différent dans le cadre du test de dépréciation annuel des actifs non financiers.

La Société fait également appel à son jugement pour évaluer si un test de dépréciation doit être effectué en raison de la présence d'indicateurs de dépréciation potentielle. Dans l'application de son jugement, la Société s'appuie principalement sur sa connaissance de ses activités et du contexte économique.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

vii) Contrats de location

Pour les contrats de location, la Société doit évaluer si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué sont transférés au preneur. Cette évaluation permet de déterminer la classification du contrat de location, soit à titre de contrat de location simple ou à titre de contrat de location-financement, et de déterminer la comptabilisation de ce dernier aux états financiers consolidés de la Société. Dans le cadre de cette évaluation, la Société s'appuie sur les dispositions du contrat et sur différents autres facteurs économiques pour exercer son jugement.

viii) Conversion de monnaies étrangères

Dans le cadre de la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger, la Société doit évaluer différents facteurs tels que la monnaie qui influence les prix du vente et les coûts, le contexte économique et le degré d'autonomie de la filiale. Suite à l'évaluation des différents facteurs, lorsque la monnaie fonctionnelle est difficile à déterminer, la Société a recours à son jugement pour déterminer la monnaie fonctionnelle qui représente le plus fidèlement les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents.

3 MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Les nouvelles normes comptables suivantes n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société. Cette dernière évalue actuellement l'incidence de l'application de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

a) Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers », première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ». La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

Afin de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par l'IAS 39. Selon l'IFRS 9, c'est la manière avec laquelle une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers qui dictent le classement de ces derniers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 a été reportée dans l'IFRS 9. Cependant, les exigences d'évaluation des passifs financiers à la juste valeur ont changé; la partie des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état consolidé du résultat. L'IFRS 9 s'appliquera prospectivement aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015, et son application anticipée est permise.

b) États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une autre entité. L'IFRS 10 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

c) Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence. L'IFRS 11 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

La Société utilise actuellement la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée dans un seul poste, respectivement dans l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et l'état consolidé du résultat global.

d) Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

e) Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

f) Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel » afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail. Selon l'IAS 19 modifiée, la méthode du corridor, en vertu de laquelle la comptabilisation des écarts actuariels pouvait être différée, est désormais éliminée. L'IAS 19 modifiée met en place une nouvelle approche aux fins du calcul et de la présentation des charges d'intérêts nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le rendement de l'actif sera identique au taux utilisé pour actualiser le passif. L'IAS 19 modifiée s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

g) Instruments financiers : compensation des actifs et des passifs

En décembre 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » et d'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », afin de clarifier les exigences en matière de compensation d'instruments financiers et en vue d'exiger de nouvelles informations à fournir sur l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. L'IFRS 7 modifiée s'appliquera de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. L'IAS 32 modifiée s'appliquera de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014. Leur application anticipée est permise.

4 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Coûts liés au personnel	686,7 \$	650,6 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	940,2	858,8
Autres biens et services ⁽²⁾	127,6	114,5
	1 754,5 \$	1 623,9 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels. Les contrats de location simple comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012 se sont élevés à 25,5 millions de dollars (24,2 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2011). Les revenus de sous-location comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012 se sont élevés à 1,4 million de dollars (0,5 million pour l'exercice clos le 31 octobre 2011).

Le montant des stocks constaté dans les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 a été de 1 117,3 millions de dollars (1 003,9 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2011). Un montant de 0,9 million de dollars a été comptabilisé à titre de charge pour désuétude des stocks pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 (1,0 million pour l'exercice clos le 31 octobre 2011).

5 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

	2012	2011
Immobilisations corporelles	1,3 \$	3,9 \$
Immobilisations incorporelles	20,7	20,3
Goodwill	210,0	31,0
	232,0 \$	55,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

5 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée. La Société a conclu que les valeurs recouvrables de certaines UGT du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, déterminées sur la base de la valeur d'utilité, étaient inférieures à leur valeur comptable en raison d'une baisse de la profitabilité. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 13,5 millions de dollars, relativement à des noms commerciaux et tirages de certaines publications de ces UGT.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée de 7,2 millions de dollars, principalement attribuable à une baisse de la valeur d'utilité des coûts liés à des projets à long terme en technologie des Groupes de solutions de contenu et des solutions numériques du secteur des médias.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des relations d'affaires de 5,7 millions de dollars et une charge de dépréciation des coûts liés à des projets à long terme en technologie de 2,6 millions, principalement reliés aux activités des Groupes de solutions de contenu et de solutions numériques du secteur des médias. De plus, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des noms commerciaux et tirages de 12,0 millions de dollars de certaines publications du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, plus précisément dans la division des journaux des provinces de l'Atlantique et de la Saskatchewan.

Goodwill

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a procédé au test annuel de dépréciation du goodwill. La Société a conclu que les valeurs recouvrables, déterminées sur la base de la juste valeur diminuée des coûts de vente pour les groupes d'UGT du Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs et du Groupe d'édition de livres, et déterminée sur la base de la valeur d'utilité pour le groupe d'UGT du Groupe des solutions aux communautés locales, étaient inférieures à leur valeur comptable.

Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 210,0 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012. Une charge de dépréciation de 100,6 millions de dollars a été enregistrée dans le groupe d'UGT du Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs en raison de la baisse de la publicité nationale, et de l'adoption en 2012 des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, qui affectent défavorablement les coûts d'exploitation, et par conséquent, le résultat opérationnel des activités de ce groupe. Une charge de dépréciation de 89,0 millions de dollars a été enregistrée dans le groupe d'UGT du Groupe des solutions aux communautés locales en raison de la baisse de la publicité nationale, surtout à l'extérieur du Québec, et d'une concurrence accrue au Québec, ce qui a une incidence défavorable sur le résultat opérationnel des activités de ce groupe d'UGT. Une charge de dépréciation de 20,4 millions de dollars a aussi été enregistrée dans l'UGT du Groupe de l'édition de livres pédagogiques en raison de la fin de la réforme scolaire du programme au secondaire au Québec. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société avait enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 31,0 millions de dollars, reliée principalement au Groupe des solutions numériques du secteur des médias en raison d'une baisse de la profitabilité.

Les hypothèses clés utilisées par la Société pour la réalisation des tests de dépréciation sont les suivantes :

Croissance

Pour les fins du calcul de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs sont fondés d'après le plan financier sur trois ans approuvé par la direction, lequel a été ajusté pour tenir compte des plus récentes informations disponibles, et aucune croissance n'a été appliquée après trois ans. Pour établir ses prévisions, la Société a tenu compte de l'expérience passée, de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché.

Taux d'actualisation

Pour les fins du calcul de la valeur d'utilité, les taux d'actualisation avant impôt utilisés par la Société se situent entre 16,00 % et 23,00 %. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de l'UGT ou du groupe d'UGT concernées. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié que les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créances exigent de dégager sur leurs investissements. Pour établir le CMPC, il faut analyser séparément le coût des capitaux propres et des titres d'emprunts et tenir compte d'une prime de risque applicable à l'UGT ou au groupe d'UGT concernées.

Taux d'impôt

Pour les fins du calcul de la valeur d'utilité, les taux d'impôt utilisés par la Société se situent entre 26,00 % et 26,90 % et sont fondés sur les taux effectifs des entités composant les groupes d'UGT concernées.

La Société a effectué une analyse de sensibilité du taux d'actualisation dans le cadre de l'évaluation des valeurs recouvrables des groupes d'UGT soumis au test de dépréciation. Les résultats de l'analyse de sensibilité démontrent qu'un changement raisonnable apporté aux hypothèses clés n'entraînerait aucune dépréciation au niveau des autres groupes d'UGT pour lesquels aucune charge de dépréciation n'est requise.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

6 AMORTISSEMENT

	2012	2011
Immobilisations corporelles	98,2 \$	100,6 \$
Immobilisations incorporelles	14,2	18,2
	112,4	118,8
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes revenus et charges opérationnelles	20,5	25,8
	132,9 \$	144,6 \$

7 FRAIS FINANCIERS NETS

	2012	2011
Frais financiers de la dette à long terme	27,0 \$	34,6 \$
Intérêts sur éventualités fiscales (note 8)	16,0	-
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	-	5,8
Autres frais	4,1	4,8
Gain de change	(0,6)	(0,2)
	46,5 \$	45,0 \$

8 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'impôt statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux effectif pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Résultat avant impôts sur le résultat	(56,2) \$	131,3 \$
Taux d'impôt statutaire prévu par la loi au Canada	27,15 %	28,65 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	(15,3)	37,6
Effet de cotisations relatives aux années antérieures (a)	42,0	-
Réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différés (b)	57,2	-
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	(4,4)	(9,6)
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable du gain en capital	30,5	11,0
Comptabilisation d'actifs d'impôt sur le résultat différés liés à des pertes fiscales ou de différences temporelles non comptabilisées antérieurement	1,5	(3,4)
Autres	0,8	(4,1)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	112,3 \$	31,5 \$

Les impôts sur le résultat incluent les éléments suivants :

Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	57,9 \$	44,4 \$
Impôts sur les cotisations relatives aux années antérieures (a)	42,0	-
Réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différés (b)	57,2	-
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts	(15,4)	(3,4)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(29,4)	(7,9)
Impôts sur les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	-	(1,6)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	112,3 \$	31,5 \$

(a) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a reçu des autorités fiscales fédérale et provinciales des avis de nouvelle cotisation estimés à 58,0 millions de dollars, incluant les intérêts et pénalités applicables pour les exercices 2006 à 2010. Ces avis de nouvelle cotisation portent sur des déductions relatives à des investissements en immobilisations effectués par la Société, ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu. La Société a enregistré une charge de 58,0 millions de dollars à ces égards, dont un montant de 16,0 millions a été comptabilisé à titre de frais financiers et 42,0 millions à titre d'impôts sur le résultat, bien que la Société s'oppose à ces avis de nouvelle cotisation. Par conséquent, l'issue de cette éventualité pourrait influencer favorablement les montants comptabilisés aux états financiers consolidés de la Société. La Société a payé un montant de 31,6 millions de dollars relativement aux avis de nouvelle cotisation reçus. Des avis d'opposition ont aussi été déposés auprès des autorités fiscales pertinentes.

(b) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a enregistré une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différés aux États-Unis pour un montant de 57,2 millions de dollars relativement à une diminution de nos activités aux États-Unis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

8 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Les taux d'imposition prescrits par les lois applicables s'établissent à 27,15 % en 2012 et à 28,65 % en 2011. Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités. La diminution du taux d'imposition est principalement attribuable à la réduction du taux d'impôt fédéral sur le résultat de 16,50 % à 15,00 % effective le 1er janvier 2012.

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôts sur le résultat pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Impôts sur le résultat exigibles		
Exercice considéré	11,6 \$	33,8 \$
Ajustement dû aux cotisations relatives aux années antérieures	42,0	-
Modification de l'utilisation des différences temporelles	(20,0)	-
Ajustement au titre des exercices antérieurs	1,7	(2,4)
	35,3	31,4
Impôts sur le résultat différés		
Modification de l'utilisation des différences temporelles	20,0	-
Ajustement au titre des exercices antérieurs	0,4	1,8
Augmentation rattachée aux autres différences temporelles	(3,5)	4,1
Réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différés	57,2	-
Comptabilisation d'actifs d'impôt sur le résultat différés liés à des pertes fiscales ou de différences temporelles non comptabilisées antérieurement	1,5	(3,4)
Incidence des variations des taux d'impôt et assujettissement à des impôts dans de nouvelles juridictions	1,4	(2,4)
	77,0	0,1
Total des impôts sur le résultat	112,3 \$	31,5 \$

Le tableau suivant présente les composantes de l'actif et du passif d'impôts sur le résultat différés :

	Au 31 octobre 2012		Au 31 octobre 2011		Au 1er novembre 2010	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Report de pertes	125,8 \$	- \$	130,1 \$	- \$	119,1 \$	- \$
Stocks	-	7,7	-	6,3	-	5,1
Immobilisations corporelles	-	63,2	-	51,1	-	35,5
Immobilisations incorporelles et goodwill	-	22,8	-	43,0	-	39,3
Autres éléments d'actif	14,0	-	-	4,3	2,1	-
Dette à long terme	-	14,2	-	17,4	-	10,3
Provisions	59,3	-	45,0	-	24,6	-
Provision transitoire des sociétés de personnes	-	13,0	-	-	-	-
Régimes de retraite à prestations définies	46,4	-	19,2	-	16,4	-
Autres	-	0,4	-	0,3	-	1,1
	245,5	121,3	194,3	122,4	162,2	91,3
Compensation des actifs et passifs	(52,9)	(52,9)	(1,7)	(1,7)	27,7	27,7
	192,6 \$	68,4 \$	192,6 \$	120,7 \$	189,9 \$	119,0 \$

Les pertes reportées incluses dans les actifs d'impôts sur le résultat différés ont une échéance s'étalant de 2015 à 2032.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

8 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

La variation des actifs et passifs d'impôts sur le résultat différés durant l'exercice clos le 31 octobre 2012 s'établit comme suit :

	Solde au 1er novembre 2011	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Abandon d'activités	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2012
Report de pertes	130,1 \$	(82,5) \$	0,1 \$	- \$	- \$	78,1 \$	125,8 \$
Stocks	(6,3)	(1,4)	-	-	-	-	(7,7)
Immobilisations corporelles	(51,1)	(10,7)	-	2,1	-	(3,5)	(63,2)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(43,0)	30,5	0,1	-	-	(10,4)	(22,8)
Autres éléments d'actif	(4,3)	7,5	-	-	-	10,8	14,0
Dettes à long terme	(17,4)	3,2	-	-	-	-	(14,2)
Provisions	45,0	(2,3)	0,2	-	-	16,4	59,3
Provision transitoire des sociétés de personnes	-	(13,0)	-	-	-	-	(13,0)
Régimes de retraite à prestations définies	19,2	(9,1)	-	-	22,5	13,8	46,4
Autres	(0,3)	0,8	-	-	(0,9)	-	(0,4)
	71,9 \$	(77,0) \$	0,4 \$	2,1 \$	21,6 \$	105,2 \$	124,2 \$

La variation des actifs et passifs d'impôts sur le résultat différés durant l'exercice clos le 31 octobre 2011 s'établit comme suit :

	Solde au 1er novembre 2010	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Abandon d'activités	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2011
Report de pertes	119,1 \$	13,1 \$	(2,1) \$	- \$	- \$	- \$	130,1 \$
Stocks	(5,1)	(1,2)	-	-	-	-	(6,3)
Immobilisations corporelles	(35,5)	(13,5)	(0,6)	(1,5)	-	-	(51,1)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(39,3)	(3,6)	-	-	-	(0,1)	(43,0)
Autres éléments d'actif	2,1	(6,2)	(0,2)	-	-	-	(4,3)
Dettes à long terme	(10,3)	(7,1)	-	-	-	-	(17,4)
Provisions	24,6	21,8	(1,4)	-	-	-	45,0
Régimes de retraite à prestations définies	16,4	(3,7)	-	-	6,5	-	19,2
Autres	(1,1)	0,3	-	-	0,5	-	(0,3)
	70,9 \$	(0,1) \$	(4,3) \$	(1,5) \$	7,0 \$	(0,1) \$	71,9 \$

La Société dispose de pertes en capital de 140,8 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. De plus, la Société dispose de pertes reportées dans certains états américains et considérant que certaines limitations peuvent s'appliquer à l'utilisation de celles-ci, la Société n'a pas constaté d'actif d'impôt sur le résultat différé sur des pertes totalisant 68,2 millions de dollars. Les pertes rattachées à cet actif non constaté expirent entre 2013 et 2032.

Au 31 octobre 2012, aucun passif d'impôt sur le résultat différé n'a été constaté relativement aux différences temporelles découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporelles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

9 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 16 juillet 2012, la Société a vendu ses actifs d'impression de livres en noir et blanc pour un produit net de 13,0 millions de dollars, sujet à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction. Un montant de 10,0 millions de dollars a été encaissé au moment de la transaction et un montant de 3,0 millions est à recevoir au cours des cinq prochaines années. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011, dans le cadre de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc., la Société avait disposé de ses activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis pour un produit net de 5,0 millions de dollars. Le résultat net, les actifs, les passifs et les flux de trésorerie liés à ces activités ont été reclassés distinctement aux états consolidés du résultat, aux états consolidés de la situation financière, ainsi qu'aux tableaux consolidés des flux de trésorerie à titre d'activités abandonnées.

Le 12 juillet 2011, la Société a conclu un accord définitif avec Quad/Graphics, inc. visant la vente de ses activités d'impression au Mexique. Le résultat net, les flux de trésorerie, les actifs et les passifs liés à ces activités ont été reclassés distinctement aux états consolidés du résultat, aux tableaux consolidés des flux de trésorerie, ainsi qu'à l'état de la situation financière au 1er novembre 2010 à titre d'activités abandonnées. La note 26 explique de façon plus détaillée les modalités de cette transaction.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Revenus	21,5 \$	109,6 \$
Charges	21,9	110,0
Résultat avant impôts sur le résultat	(0,4)	(0,4)
Impôts sur le résultat recouverts	(0,1)	(0,2)
Résultat lié à l'exploitation des activités abandonnées	(0,3)	(0,2)
Gain (perte) lié à l'abandon des activités d'impression de livres en noir et blanc, déduction faite des impôts y afférents (recouvrement) de (2,1) (1,5 en 2011)	(5,8)	3,5
Gain (ajustement du gain) lié à l'abandon des activités d'impression au Mexique (aucun impact fiscal)	(1,3)	25,3
Résultat net lié aux activités abandonnées ⁽¹⁾	(7,4) \$	28,6 \$

⁽¹⁾ Le résultat net lié aux activités abandonnées est entièrement attribuable aux actionnaires de la Société.

10 DÉBITEURS

Les composantes des débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Comptes clients	438,8 \$	372,9 \$	406,3 \$
Provisions pour créances douteuses	(14,5)	(7,2)	(10,2)
Montant relatif aux activités disposées (note 26)	-	35,0	-
Autres débiteurs	25,5	24,8	32,7
	449,8 \$	425,5 \$	428,8 \$

La Société dispose d'un programme de titrisation échéant en 2013 avec une fiduciaire dont l'agent des services financiers est une banque canadienne, visant la vente, de temps à autre, de certains des débiteurs de ses filiales. La contrepartie nette maximale permise en vertu de ce programme est de 200,0 millions de dollars, dont un maximum de 20 % de débiteurs en dollars américains.

Aucun montant n'a été tiré de cette source de financement aux 31 octobre 2012 et 2011, de même qu'au 1er novembre 2010, dans le cadre du programme de titrisation en vigueur à cette date.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

11 STOCKS

Les composantes des stocks se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Matières premières	46,2 \$	43,1 \$	40,1 \$
Travaux en cours et produits finis	42,2	38,8	39,0
Provision pour désuétude	(5,9)	(4,7)	(4,9)
	82,5 \$	77,2 \$	74,2 \$

12 FRAIS PAYÉS D'AVANCE ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les composantes des frais payés d'avance et autres actifs courants se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Frais payés d'avance	14,0 \$	14,0 \$	13,8 \$
Juste valeur des instruments financiers dérivés	0,7	2,1	5,3
Autres actifs courants	-	2,0	-
	14,7 \$	18,1 \$	19,1 \$

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations corporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

2012	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au 1er novembre 2011	39,9 \$	211,7 \$	46,4 \$	1 137,4 \$	14,8 \$	158,0 \$	10,4 \$	1 618,6 \$
Acquisitions	0,1	1,1	4,6	14,2	-	9,6	10,4	40,0
Regroupements d'entreprises	5,1	13,3	-	15,6	-	0,4	0,2	34,6
Dispositions	(0,4)	(2,4)	(2,3)	(33,1)	(1,6)	(6,0)	-	(45,8)
Variation du cours de change et autres	(1,1)	2,1	-	4,6	(4,1)	0,5	(1,0)	1,0
Solde au 31 octobre 2012	43,6 \$	225,8 \$	48,7 \$	1 138,7 \$	9,1 \$	162,5 \$	20,0 \$	1 648,4 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au 1er novembre 2011	-	(97,0) \$	(22,6) \$	(684,4) \$	(8,4) \$	(125,8) \$	-	(938,2) \$
Amortissement	-	(8,3)	(3,9)	(67,4)	(1,7)	(16,9)	-	(98,2)
Dispositions	-	1,4	2,3	30,4	1,6	6,1	-	41,8
Dépréciations	-	-	(0,2)	(0,7)	(0,1)	(0,3)	-	(1,3)
Variation du cours de change et autres	-	(0,5)	0,1	(2,6)	2,6	(0,9)	-	(1,3)
Solde au 31 octobre 2012	- \$	(104,4) \$	(24,3) \$	(724,7) \$	(6,0) \$	(137,8) \$	- \$	(997,2) \$
Valeur comptable nette	43,6 \$	121,4 \$	24,4 \$	414,0 \$	3,1 \$	24,7 \$	20,0 \$	651,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

2011	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au 1er novembre 2010	40,7 \$	211,4 \$	44,6 \$	1 209,7 \$	19,5 \$	159,4 \$	13,9 \$	1 699,2 \$
Acquisitions	-	2,1	4,2	16,1	-	10,6	-	33,0
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2
Dispositions	-	(1,0)	(2,1)	(91,7)	(2,3)	(12,4)	-	(109,5)
Variation du cours de change et autres	(0,8)	(0,8)	(0,3)	3,3	(2,4)	0,2	(3,5)	(4,3)
Solde au 31 octobre 2011	39,9 \$	211,7 \$	46,4 \$	1 137,4 \$	14,8 \$	158,0 \$	10,4 \$	1 618,6 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au 1er novembre 2010	- \$	(89,5) \$	(21,1) \$	(700,7) \$	(7,8) \$	(120,1) \$	- \$	(939,2) \$
Amortissement	-	(8,7)	(3,7)	(68,9)	(1,8)	(17,5)	-	(100,6)
Dispositions	-	1,1	2,1	89,0	1,7	12,2	-	106,1
Dépréciations	-	-	-	(3,8)	-	(0,1)	-	(3,9)
Variation du cours de change et autres	-	0,1	0,1	-	(0,5)	(0,3)	-	(0,6)
Solde au 31 octobre 2011	- \$	(97,0) \$	(22,6) \$	(684,4) \$	(8,4) \$	(125,8) \$	- \$	(938,2) \$
Valeur comptable nette								
Au 1er novembre 2010	40,7 \$	121,9 \$	23,5 \$	509,0 \$	11,7 \$	39,3 \$	13,9 \$	760,0 \$
Au 31 octobre 2011	39,9 \$	114,7 \$	23,8 \$	453,0 \$	6,4 \$	32,2 \$	10,4 \$	680,4 \$

Coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011, des montants négligeables ont été capitalisés aux immobilisations corporelles à titre de coûts d'emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

	Durée d'utilité déterminée						Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coûts de prépublication d'ouvrages	Contrats d'impression acquis	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets à long terme en technologie	Autres	Noms commerciaux et tirages		
Coût									
Solde au 1er novembre 2011	23,8 \$	71,6 \$	11,2 \$	2,4 \$	36,2 \$	21,0 \$	119,6 \$	285,8 \$	
Ajouts (générés en l'interne)	-	10,6	-	-	11,4	-	-	22,0	
Regroupements d'entreprises	28,1	-	-	6,1	-	(0,3)	6,6	40,5	
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	(3,5)	-	-	(1,6)	(11,6)	(15,4)	-	(32,1)	
Variation du cours de change et autres	-	(0,1)	-	-	2,7	-	-	2,6	
Solde au 31 octobre 2012	48,4 \$	82,1 \$	11,2 \$	6,9 \$	38,7 \$	5,3 \$	126,2 \$	318,8 \$	
Cumul de l'amortissement et des dépréciations									
Solde au 1er novembre 2011	(9,1) \$	(50,3) \$	(7,0) \$	(1,2) \$	(20,4) \$	(19,6) \$	(28,6) \$	(136,2) \$	
Amortissement	(3,8)	(7,0)	(0,7)	(1,5)	(7,1)	(1,1)	-	(21,2)	
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	3,5	-	-	1,6	11,6	15,4	-	32,1	
Dépréciations	(1,6)	-	-	(0,6)	(4,9)	(0,1)	(13,5)	(20,7)	
Variation du cours de change et autres	0,1	-	-	-	(1,8)	0,4	-	(1,3)	
Solde au 31 octobre 2012	(10,9) \$	(57,3) \$	(7,7) \$	(1,7) \$	(22,6) \$	(5,0) \$	(42,1) \$	(147,3) \$	
Valeur comptable nette	37,5 \$	24,8 \$	3,5 \$	5,2 \$	16,1 \$	0,3 \$	84,1 \$	171,5 \$	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coûts de prépublication d'ouvrages	Contrats d'impression acquis	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets à long terme en technologie	Autres	Noms commerciaux et tirages	
Coût								
Solde au 1er novembre 2010	32,2 \$	60,3 \$	11,1 \$	2,0 \$	40,1 \$	20,9 \$	119,6 \$	286,2 \$
Ajouts (générés en l'interne)	-	11,3	-	-	6,2	-	-	17,5
Regroupements d'entreprises	-	-	-	0,4	-	-	-	0,4
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	(8,3)	-	-	-	(10,2)	-	-	(18,5)
Variation du cours de change et autres	(0,1)	-	0,1	-	0,1	0,1	-	0,2
Solde au 31 octobre 2011	23,8 \$	71,6 \$	11,2 \$	2,4 \$	36,2 \$	21,0 \$	119,6 \$	285,8 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au 1er novembre 2010	(7,0) \$	(41,1) \$	(6,2) \$	(0,8) \$	(19,9) \$	(15,5) \$	(16,6) \$	(107,1) \$
Amortissement	(4,6)	(9,2)	(0,8)	(0,4)	(8,3)	(4,1)	-	(27,4)
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	8,3	-	-	-	10,2	-	-	18,5
Dépréciations	(5,7)	-	-	-	(2,6)	-	(12,0)	(20,3)
Variation du cours de change et autres	(0,1)	-	-	-	0,2	-	-	0,1
Solde au 31 octobre 2011	(9,1) \$	(50,3) \$	(7,0) \$	(1,2) \$	(20,4) \$	(19,6) \$	(28,6) \$	(136,2) \$
Valeur comptable nette								
Au 1er novembre 2010	25,2 \$	19,2 \$	4,9 \$	1,2 \$	20,2 \$	5,4 \$	103,0 \$	179,1 \$
Au 31 octobre 2011	14,7 \$	21,3 \$	4,2 \$	1,2 \$	15,8 \$	1,4 \$	91,0 \$	149,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 GOODWILL

Le tableau suivant présente l'évolution du goodwill pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Coût		
Solde au début de l'exercice	980,4 \$	945,0 \$
Regroupements d'entreprises (note 26)	17,8	35,4
Solde à la fin de l'exercice	998,2 \$	980,4 \$
Dépréciations cumulées		
Solde au début de l'exercice	(301,2) \$	(270,2) \$
Dépréciations (note 5)	(210,0)	(31,0)
Solde à la fin de l'exercice	(511,2) \$	(301,2) \$
Valeur comptable nette		
Au début de l'exercice	679,2 \$	674,8 \$
À la fin de l'exercice	487,0 \$	679,2 \$

La valeur comptable du goodwill est répartie entre les groupes d'UGT de la façon suivante :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Secteurs opérationnels			
Secteur de l'impression			
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4 \$	65,4 \$	65,4 \$
Groupe des journaux et du détail	61,0	61,0	61,0
	126,4	126,4	126,4
Secteur des médias			
Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs	108,3	208,9	208,9
Groupe des solutions aux communautés locales	172,0	256,1	224,3
Groupe d'édition de livres	54,9	74,2	74,2
Groupe des solutions de contenu	12,7	12,7	11,2
Groupe des solutions numériques	11,8	-	28,9
	359,7	551,9	547,5
Autres activités	0,9	0,9	0,9
	487,0 \$	679,2 \$	674,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

16 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les composantes des autres éléments d'actif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Coûts d'acquisition de contrat	23,8 \$	13,4 \$	20,4 \$
Actif au titre des prestations définies (note 28)	-	0,1	1,5
Juste valeur des instruments financiers dérivés	0,1	0,2	2,5
Autres	7,3	6,5	7,9
	31,2 \$	20,2 \$	32,3 \$

17 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les composantes des créditeurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Comptes fournisseurs et autres frais courus	196,1 \$	157,8 \$	189,5 \$
Salaires et autres avantages à payer	80,6	79,8	81,1
Rémunération à base d'actions	7,3	8,5	10,0
Taxes à payer	18,9	11,6	13,8
Juste valeur des instruments financiers dérivés	4,5	6,3	10,8
Frais financiers à payer	5,6	6,0	6,3
Autres	23,8	17,1	12,8
	336,8 \$	287,1 \$	324,3 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

18 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au 31 octobre 2012	Échéances	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Billets de premier rang					
Série 2002 A - 1re tranche - 5,62 % (75,0 \$US)	6,77 %	2013	74,9 \$	74,4 \$	76,5 \$
Série 2002 A - 2e tranche - 5,73 % (50,0 \$US)	5,80 %	2015	49,9	49,6	51,0
Série 2004 A - LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	-	-	-	37,2	38,3
Série 2004 B - LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	-	-	-	37,2	38,3
Série 2004 C - LIBOR + 0,80 % (15,0 \$US)	1,34 %	2014	15,0	14,9	15,3
Série 2004 D - LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	1,05 %	2016	10,0	9,9	10,2
Emprunts garantis par des immobilisations corporelles					
Obligations en vertu de contrats de location-financement pour des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 3,1	5,43 % à 6,54 %	2013-2016	2,9	4,2	5,2
Facilité de crédit en dollars canadiens	2,76 %	2017	139,0	145,0	166,0
Facilité de crédit en dollars américains (2012 - 56,0 \$US; 2011 - 37,0 \$US; 2010 - 12,0 \$US)	1,66 %	2017	55,9	36,7	12,2
Débentures - Fonds de solidarité FTQ					
Série 1 - 8,06 %	8,15 %	2014	50,0	50,0	50,0
Série 2 - 5,58 %	5,59 %	2019	50,0	50,0	50,0
Prêt à terme - SGF Rexfor Inc. - 8,25 %					
Crédit à terme - Caisse de dépôt et placement du Québec					
Taux acceptations bancaires + 6,375 %	-	-	-	-	100,0
Prêt à terme - EURIBOR + 1,60 % (2012 - 29,5 euros; 2011 - 39,3 euros; 2010 - 49,2 euros)	7,25 %	2015	38,1	55,5	69,6
Autres emprunts à des taux nominaux nuls					
	2,93 % à 3,76 %	2013-2027	4,8	2,6	3,8
			490,5	567,2	736,9
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti			2,9	2,8	6,2
Total de la dette à long terme			487,6	564,4	730,7
Portion courante de la dette à long terme ⁽¹⁾			283,5	271,9	293,8
			204,1 \$	292,5 \$	436,9 \$

⁽¹⁾ La portion courante de la dette à long terme comprend, entre autres, les facilités de crédit en dollars canadiens et américains, ainsi que le crédit à terme accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Les billets de premier rang Série 2002 A sont rachetables à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, si le rachat a lieu avant l'échéance prévue, en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des titres du Trésor américain ayant une échéance semblable. Les billets de premier rang Séries 2004 C sont rachetables à leur valeur nominale. Les billets de premier rang Séries 2004 D sont rachetables moyennant une prime de 0,5 % en date du 31 octobre 2012. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a remboursé les billets de premier rang Séries 2004 A et 2004 B, qui sont venus à échéance.

La Société dispose d'une facilité de crédit au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui vient à échéance en février 2017. Le taux d'intérêt applicable au crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS. Selon la cote de crédit actuelle, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,45 %, ou il s'agit soit du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,45 %.

Au 31 octobre 2012, des lettres de crédit aux montants de 2,0 millions de dollars canadiens et 1,5 million de dollars américains avaient été émises à même la facilité de crédit, en plus du montant présenté ci-haut.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ est composé de deux débentures de 50,0 millions chacune. La première porte intérêt au taux de 8,06 %, payable aux six mois. La deuxième porte intérêt au taux de 5,58 %, payable aux six mois. En cas de changement de contrôle de la Société, les modalités de ce financement prévoient que le capital et l'intérêt couru peuvent être exigibles.

Le financement de 29,5 millions d'euros (38,1 millions de dollars) d'une banque européenne, porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %. Il est remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois jusqu'en juillet 2015. Le 1er décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, échéant en juillet 2015, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et convertir le taux d'intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 3,36 %.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

18 DETTE À LONG TERME (SUITE)

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2013	283,5 \$
2014	80,4
2015	63,5
2016	10,8
2017	0,6
2018 et suivants	51,7
	490,5 \$

La valeur actualisée des paiements minimaux futurs en vertu des contrats de location-financement, pour lesquels le capital est inclus dans les montants présentés ci-haut, sont les suivants :

	Paiements minimaux futurs au titre de la location	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location
Jusqu'à 1 an	1,2 \$	0,1 \$	1,1 \$
Entre 1 et 5 ans	1,9	0,1	1,8
	3,1 \$	0,2 \$	2,9 \$

19 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 :

	Frais de restructuration	Contrats immobiliers déficitaires	Régimes multi-employeurs	Autres	Total
Solde au 1er novembre 2011	5,5 \$	9,6 \$	5,2 \$	2,2 \$	22,5 \$
Provisions enregistrées	34,7	6,4	11,3	0,8	53,2
Regroupement d'entreprise (note 26)	1,8	2,7	16,1	0,9	21,5
Montants utilisés	(30,7)	(2,0)	-	(0,6)	(33,3)
Provisions renversées	(2,0)	-	-	(1,1)	(3,1)
Solde au 31 octobre 2012	9,3 \$	16,7 \$	32,6 \$	2,2 \$	60,8 \$
Portion courante	9,3	4,6	-	1,6	15,5
Portion non courante	-	12,1	32,6	0,6	45,3
	9,3 \$	16,7 \$	32,6 \$	2,2 \$	60,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

19 PROVISIONS (SUITE)

Frais de restructuration

La Société procède actuellement à des mesures de rationalisation qui visent l'ensemble de ses secteurs opérationnels. Ces mesures visent à faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées du secteur de l'impression à la suite de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc., et en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression. Ces mesures incluent également la mise en place d'une nouvelle structure opérationnelle depuis le 1er novembre 2011, qui regroupe la majorité des activités des secteurs de l'interactif avec celles des médias.

Contrats immobiliers déficitaires

Les provisions pour contrats immobiliers déficitaires sont rattachées à des contrats de location simple pour des espaces inutilisés par la Société, et correspondent à la valeur actualisée des charges de location futures que la Société devra déboursier en vertu des contrats qui ne peuvent être annulés, déduction faite des revenus de sous-location estimatifs futurs qui devraient être tirés de ces contrats. L'échéance de ces contrats varie de 1 à 9 ans.

Régimes multi-employeurs

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Selon les IFRS, conformément à l'IAS 19 « Avantages du personnel », les régimes multi-employeurs qui comportent des obligations implicites sont comptabilisés comme des régimes à prestations définies lorsque la Société dispose d'informations suffisantes pour établir sa part de l'obligation au titre des prestations définies, sa part des actifs des régimes et des coûts associés aux régimes. La Société ne dispose pas de toutes ces informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision. Les provisions pour régimes multi-employeurs sont établies à partir des données des évaluations actuarielles les plus récentes en appliquant un pourcentage estimé de la part du déficit, calculé sur une base de capitalisation, attribuable à la Société. Il n'existe aucun accord contractuel qui détermine de quelle façon le déficit des régimes sera financé par chacun des participants ainsi que leur part respective. Ces éléments font présentement l'objet de négociations et le montant qui fera l'objet d'une entente pourrait différer de la provision constatée aux états financiers consolidés de la Société.

Autres

Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les provisions relatives aux réclamations et aux litiges et diverses autres obligations.

Les frais de restructuration et autres coûts par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Réduction d'effectifs	32,7 \$	9,4 \$
Régimes multi-employeurs	11,3	-
Contrats immobiliers déficitaires	6,4	-
Gain de compression des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs	(3,4)	-
Pertes nettes à la cession d'actifs	1,6	-
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽¹⁾	1,8	3,3
Autres coûts liés à des restructurations	4,6	2,4
	55,0 \$	15,1 \$

⁽¹⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction dont les frais juridiques et bancaires, ainsi que les coûts relatifs à l'intégration des entreprises acquises.

20 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les composantes des autres éléments du passif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Abonnements perçus d'avance	5,7 \$	6,5 \$	7,2 \$
Charges à payer et autres passifs	23,8	9,0	7,3
Passif au titre des prestations définies (note 28)	155,7	65,3	54,5
Juste valeur des instruments financiers dérivés	6,4	8,0	11,2
	191,6 \$	88,8 \$	80,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

21 CAPITAL SOCIAL

Actions à droit de vote subalterne catégorie A :	actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant un vote par action, participantes;
Actions catégorie B :	actions à droit de vote sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes;
Actions privilégiées :	actions privilégiées de premier rang et de second rang pouvant être émises en série en nombre limité par les statuts de la Société, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société, donnant droit à des dividendes préférentiels et cumulatifs.

Au cours des exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011, le capital-actions de la Société a varié de la façon suivante :

	2012		2011	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions participantes				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	65 873 182	360,8 \$	65 806 497	360,5 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	145 619	0,2	45 605	0,1
Levée d'options d'achat d'actions	49 450	0,6	21 080	0,2
Actions participantes rachetées et annulées	(1 963 400)	(10,7)	-	-
Actions propres	(48 200)	(0,3)	-	-
Solde à la fin de l'exercice	64 056 651	350,6	65 873 182	360,8
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	15 151 235	20,5	15 196 840	20,6
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(145 619)	(0,2)	(45 605)	(0,1)
Solde à la fin de l'exercice	15 005 616	20,3	15 151 235	20,5
	79 062 267	370,9 \$	81 024 417	381,3 \$
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D				
Solde au début et à la fin de l'exercice	4 000 000	96,8 \$	4 000 000	96,8 \$
	83 062 267	467,7 \$	85 024 417	478,1 \$

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, la contrepartie reçue a été de 0,5 million de dollars, et un montant de 0,1 million a été transféré du surplus d'apport au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, la contrepartie reçue a été de 0,2 million de dollars, et un montant négligeable a été transféré du surplus d'apport au capital social.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

21 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Rachat d'actions participantes

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 13 avril 2012 et le 12 avril 2013, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 3 295 096 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5 % de ses 65 901 932 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2012, et jusqu'à concurrence de 757 561 actions catégorie B, représentant 5 % de ses 15 151 235 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2012. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a racheté 2 011 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 8,86 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 17,3 millions de dollars et un montant à payer de 0,5 million. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 6,8 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. Au 31 octobre 2012, 48 200 des actions rachetées, ayant une valeur comptable de 0,3 million de dollars et un prix de rachat de 0,5 million, étaient des actions propres, soit des actions encore détenues par la Société et qui ont été annulées en novembre 2012. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2012.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B et n'avait aucune obligation à ce titre à cette date.

Actions privilégiées

Les actions privilégiées de premier rang à taux révisé de série D ont un dividende annuel cumulatif fixe de 6,75 % pour la première période de cinq ans, payable trimestriellement le 15^e jour du mois de janvier, avril, juillet et octobre. Le taux de dividende fixe sera rajusté à compter du 15 octobre 2014, et à tous les cinq ans par la suite, à un taux correspondant au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada d'une durée de cinq ans, majoré de 4,16 %. Ces actions privilégiées de premier rang à taux révisé de série D sont rachetables au gré de la Société à chaque cinquième anniversaire, et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées, série E (les « actions privilégiées de série E »), à compter du 15 octobre 2014, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date. Les actions privilégiées de premier rang à taux variable de série E auront un dividende trimestriel cumulatif équivalent au rendement des bons du Trésor du gouvernement du Canada échéant dans trois mois, majoré de 4,16 %. Ces actions privilégiées de premier rang à taux variable de série E seront rachetables au gré de la Société, et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées de premier rang à taux révisé de série D, à compter du 15 octobre 2019, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date.

22 RÉSULTAT NET PAR ACTION PARTICIPANTE

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net lié aux activités poursuivies de base et dilué par action participante pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Numérateur		
Résultat net lié aux activités poursuivies	(168,5) \$	99,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	(0,9)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	(6,8)	(6,8)
Résultat net lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	(175,9) \$	92,1 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	80,7	81,0
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	-	0,1
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué	80,7	81,1

Dans le calcul du résultat net dilué par action, 1 432 616 options sont considérées anti-dilutives au 31 octobre 2012, soit la totalité des options émises et en cours à cette date étant donné la situation de perte pour l'exercice. Au 31 octobre 2011, 1 242 340 options étaient considérées anti-dilutives, leur prix d'exercice étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul du résultat net dilué par action pour cet exercice.

Des dividendes de 0,55 \$ et 0,49 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions participantes pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011, respectivement. Des dividendes de 1,69 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions privilégiées pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

23 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2012 sont de 6 078 562 et 4 523 028, respectivement. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution des options.

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,8 million de dollars et 0,7 million ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011, respectivement.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012		2011	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de l'exercice	1 572 640	16,67 \$	1 542 490	16,76 \$
Attribuées	235 984	12,40	164 672	16,20
Levées	(49 450)	10,01	(21 080)	10,36
Annulées	(307 958)	17,33	(113 442)	18,38
Expirées	(18 600)	12,61	-	-
Options en cours à la fin de l'exercice	1 432 616	16,11 \$	1 572 640	16,67 \$

Au 31 octobre 2012, le solde des options d'achat d'actions disponible pour attributions futures en vertu du régime était de 3 090 412.

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions aux 31 octobre :

	Options en cours			Options pouvant être levées		
	Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
2012						
	9,64 - 12,40 \$	462 836	4,6	10,89 \$	190 125	9,64 \$
	13,09 - 16,20 \$	341 520	4,0	14,90	190 555	14,85
	17,80 - 22,41 \$	628 260	0,8	20,61	628 260	20,61
		1 432 616	2,8	16,11 \$	1 008 940	17,45 \$
2011						
	9,64 - 11,13 \$	330 300	3,9	9,76 \$	178 850	9,87 \$
	13,09 - 16,20 \$	440 280	5,0	14,87	137 975	14,78
	17,80 - 22,41 \$	802 060	1,8	20,50	802 060	20,50
		1 572 640	3,1	16,67 \$	1 118 885	18,10 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

23 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS (SUITE)

Le tableau suivant résume la moyenne pondérée des hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes, la juste valeur à la date d'attribution des options d'achat d'actions attribuées au cours des exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A à la date d'attribution des options d'achat d'actions	12,40 \$	16,20 \$
Moyenne pondérée de la juste valeur des options d'achat d'actions	3,01 \$	4,82 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende prévu	4,4 %	2,7 %
Volatilité prévue	40,5 %	39,0 %
Taux d'intérêt sans risque	1,40 %	2,60 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

Le taux de dividende prévu est fondé sur le taux de dividende moyen actuel des actions participantes de la Société. La volatilité prévue est fondée sur la volatilité historique du cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, pour une période équivalente à la durée prévue des options. Le taux sans risque représente le taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada, pour une période équivalente à la durée prévue des options. La durée de vie prévue des options représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation.

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2012	2011	2012	2011
	UAD		UAR	
Solde au début de l'exercice	201 981	121 110	679 884	676 627
Unités attribuées	-	40 123	309 097	233 383
Unités annulées	-	-	(224 922)	(110 163)
Unités payées	(49 777)	(31 431)	(139 506)	(53 824)
Unités converties	17 956	66 139	(17 956)	(66 139)
Dividendes versés en unités	8 747	6 040	-	-
Solde à la fin de l'exercice	178 907	201 981	606 597	679 884

Au 31 octobre 2012, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 4,9 millions de dollars (6,1 millions au 31 octobre 2011 et 7,8 millions au 1er novembre 2010). La charge (le renversement) enregistrés dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011 ont été de 0,9 million de dollars et (0,4) million, respectivement. Des montants de 2,1 millions de dollars et 1,3 million ont été versés en vertu de ce régime pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

23 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS (SUITE)

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2012	2011
Solde au début de l'exercice	201 257	159 803
Rémunération des administrateurs	53 643	35 497
Unités payées	(18 573)	-
Dividendes versés en unités	11 178	5 957
Solde à la fin de l'exercice	247 505	201 257

Au 31 octobre 2012, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 2,4 millions de dollars (2,4 millions au 31 octobre 2011 et 2,2 millions au 1er novembre 2010). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011 ont été de 0,4 million de dollars et 0,2 million, respectivement. Un montant de 0,4 million de dollars a été versé en vertu de ce régime au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012. Aucun montant n'a été versé en vertu de ce régime au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

24 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couvertures des flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes de retraite à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 1er novembre 2010	(4,5) \$	- \$	- \$	(4,5) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(1,8)	(1,9)	(19,9)	(23,6)
Solde au 31 octobre 2011	(6,3) \$	(1,9) \$	(19,9) \$	(28,1) \$
Solde au 1er novembre 2011	(6,3) \$	(1,9) \$	(19,9) \$	(28,1) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	2,4	0,7	(59,4)	(56,3)
Solde au 31 octobre 2012	(3,9) \$	(1,2) \$	(79,3) \$	(84,4) \$

Au 31 octobre 2012, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2013	2014	2015	2016	2017 et suivants	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(0,6) \$	(1,2) \$	(0,9) \$	(0,8) \$	(1,8) \$	(5,3) \$
Impôts sur le résultat	(0,2)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,5)	(1,4)
	(0,4) \$	(0,9) \$	(0,7) \$	(0,6) \$	(1,3) \$	(3,9) \$

25 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations se résume comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Débiteurs	(12,2) \$	34,3 \$
Stocks	5,2	(3,1)
Frais payés d'avance et autres actifs courants	0,6	(0,5)
Créditeurs et charges à payer	(26,9)	(22,4)
Provisions	13,8	(8,9)
Abonnements perçus d'avance et dépôts	5,7	(6,9)
Régimes à prestations définies (note 28)	(30,0)	(14,2)
	(43,8) \$	(21,7) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

26 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Secteur des médias

Le 13 février 2012, la Société a acquis 100 % des actions de *Éditions Caractère*, leader dans le marché du livre parascolaire au Québec et éditeur d'ouvrages grand public. Cette transaction permet au secteur des médias de bonifier son offre dans le domaine de l'éducation et du marché du livre parascolaire au Québec.

Le 15 février 2012, la Société a acquis les actifs d'édition tant pour l'imprimé que l'Internet du *Courier Frontenac*, hebdomadaire desservant la région de Thetford Mines et ses environs. Cette transaction permet au secteur des médias d'ajouter un hebdomadaire à son offre déjà présente dans la région Chaudière-Appalaches.

Le 17 mai 2012, la Société a acquis 60 % des actions de *Redux Media*, un important réseau de publicité numérique. Cette transaction permet au secteur des médias d'agrandir son réseau numérique déjà existant. La Société a comptabilisé cette entité selon la méthode de l'acquisition, comme si les actions avaient été acquises à 100 %, en vertu de l'existence d'une option d'achat par l'acquéreur ou de vente par le vendeur après trois ans suivant la date d'acquisition. Ainsi, les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition ont été consolidés, ainsi que 100 % des résultats à compter de cette date.

Le 18 juin 2012, la Société a acquis 60 % supplémentaire des actions du journal *Métro* (Montréal), quotidien desservant l'île de Montréal. Cette transaction permet à la Société de devenir l'unique propriétaire du journal *Métro* (Montréal), et ainsi d'accroître les possibilités publicitaires pour *Métro* (Montréal), notamment par le processus de maillage avec les autres produits du secteur des médias. Cette entité, auparavant comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle, est dorénavant consolidée intégralement.

Compte tenu de la courte période entre les dates d'acquisition et la fin de l'exercice, la direction n'a pu obtenir toute l'information pour finaliser la comptabilisation initiale de certains regroupements d'entreprises, et donc celle-ci est préliminaire et sujette à changement à la suite de l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge de certains regroupements dans le secteur des médias a été entièrement attribué au goodwill. Par conséquent, les immobilisations incorporelles acquises et l'amortissement relatif à celles-ci n'ont pas été inclus dans les présents états financiers consolidés annuels. La Société prévoit finaliser la comptabilisation initiale de ces regroupements au cours des premiers trimestres de l'exercice 2013.

Secteur de l'impression

Le 12 juillet 2011, la Société et Quad/Graphics, inc. ont conclu un accord définitif en vertu duquel la Société a convenu d'acquérir la totalité des actions de Quad/Graphics Canada, inc., une entreprise oeuvrant dans le domaine de l'impression et comptant sept installations au Canada, soit trois en Ontario, deux au Québec, une en Alberta et une en Nouvelle-Écosse, représentant six usines d'impression et un centre de services prémédia. En contrepartie de cette transaction, la Société a vendu ses activités d'impression au Mexique et ses activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis. Le 1er mars 2012, la Société a complété l'acquisition de 100 % des actions de Quad/Graphics Canada, inc. Cette transaction permet au secteur de l'impression de renforcer ses actifs d'impression, et la Société s'attend à bénéficier de synergies d'exploitation en permettant de profiter des investissements majeurs effectués dans la plateforme d'impression au cours des dernières années.

Cette transaction a été réglée au comptant pour un montant de 47,1 millions de dollars, et par compensation du montant relatif à la vente des activités d'impression au Mexique de 30,0 millions et des activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis de 5,0 millions. La transaction mexicaine a été complétée le 8 septembre 2011, pour un produit net de 80,5 millions de dollars. Cette transaction a généré un gain net sur disposition de 24,0 millions de dollars. Un gain de 25,3 millions de dollars a été enregistré au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011 et une perte de 1,3 million a été enregistrée au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de cette transaction. Les justes valeurs estimatives qui ont été attribuées aux actifs acquis et aux passifs pris en charge sont basées sur une combinaison d'évaluations indépendantes et d'estimations internes. La juste valeur des actifs nets identifiables est supérieure à la contrepartie versée, ce qui donne lieu à un montant de goodwill négatif qui a été enregistré à titre de gain sur acquisition d'entreprise à l'état consolidé du résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Ce goodwill négatif s'explique principalement par la comptabilisation des actifs d'impôts sur le résultat différés, attribuables aux pertes fiscales acquises dans le cadre du regroupement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

26 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, à la date d'acquisition :

	Quad/Graphics Canada, inc.	Autres	Total
Actifs acquis			
Actifs courants	46,3 \$	11,8 \$	58,1 \$
Immobilisations corporelles	34,4	0,2	34,6
Immobilisations incorporelles	31,9	8,6	40,5
Goodwill (valeur fiscale de 5,3)	-	17,8	17,8
Impôts sur le résultat différés	107,5	0,1	107,6
	220,1 \$	38,5 \$	258,6 \$
Passifs pris en charge			
Passifs courants	31,6 \$	11,2 \$	42,8 \$
Impôts sur le résultat différés	-	2,4	2,4
Dette à long terme	-	2,4	2,4
Provisions	21,5	-	21,5
Autres éléments du passif	52,8	2,4	55,2
	105,9 \$	18,4 \$	124,3 \$
	114,2 \$	20,1 \$	134,3 \$
Contrepartie			
Encaisse déboursée	47,1 \$	15,9 \$	63,0 \$
Encaisse des entreprises acquises	-	(2,6)	(2,6)
Montant relatif aux activités disposées	35,0	-	35,0
Sommes à payer à court terme	-	1,3	1,3
Contrepartie éventuelle	-	5,5	5,5
	82,1	20,1	102,2
Gain sur acquisition d'entreprise	32,1	-	32,1
	114,2 \$	20,1 \$	134,3 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Vortxt Interactive inc., acquis le 1er novembre 2010, du Groupe Le Canada Français, acquis le 1er août 2011, de l'Avantage Consommateurs de l'Est du Québec, acquis le 29 août 2011, et de *Éditions Caractère*, acquis le 13 février 2012. Le tableau ci-dessus comprend ces ajustements.

L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 comprend les résultats opérationnels des entreprises acquises depuis leur date d'acquisition, soit des revenus supplémentaires d'environ 168,1 millions de dollars, un résultat opérationnel avant amortissement de 15,1 millions et des coûts de transaction de 1,8 million. La juste valeur des créances clients acquises de 54,2 millions de dollars, dont 8,1 millions est considérée irrécouvrable à la date de l'acquisition, est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation des regroupements d'entreprises. Si la Société avait acquis ces entreprises le 1er novembre 2011, les résultats opérationnels de celles-ci auraient été comme suit : des revenus supplémentaires de 230,1 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement de 22,9 millions.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

26 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

Secteur des médias

Le 1er novembre 2010, la Société a acquis 100 % des actions de Vortxt Interactive inc., une société œuvrant dans le domaine des solutions mobiles.

Le 28 avril 2011, la Société a acquis les actifs du *Journal Nouvelles Hebdo*, journal hebdomadaire de la région de Dolbeau-Mistassini.

Le 1er août 2011, la Société a acquis les actifs du Groupe Le Canada Français, soit 11 titres hebdomadaires et mensuels, ainsi qu'une série de portails Web, desservant les régions de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Granby.

Le 29 août 2011, la Société a acquis les actifs de Avantage Consommateurs de l'Est du Québec, soit trois publications hebdomadaires et mensuelles, ainsi que leur portail Web, desservant le territoire entre St-Simon et Gaspé.

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, à la date d'acquisition :

Actifs acquis

Actifs courants	3,8 \$
Immobilisations corporelles	0,2
Immobilisations incorporelles	0,4
Goodwill (valeur fiscale de 23,9)	35,4
	39,8 \$

Passifs pris en charge

Passifs courants	0,8 \$
Impôts sur le résultat différés	0,1
	0,9 \$
	38,9 \$

Contrepartie

Encaisse déboursée	35,2 \$
Découvert bancaire des entreprises acquises	0,1
Sommes à payer à court terme	3,6
	38,9 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, la Société a payé la somme de 0,5 million de dollars, qui était incluse dans les sommes à payer à court terme au 1er novembre 2010, relativement à un regroupement d'entreprise conclu au cours des exercices précédents.

27 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Transactions avec des coentreprises

Dans le cours normal de ses affaires, la Société vend des produits et services à certaines de ses coentreprises. Ces transactions ont été conclues dans des conditions de pleine concurrence et elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange. Le tableau suivant présente la portion de ces opérations attribuable aux participations des autres coentrepreneurs pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Ventes de produits et services	5,0 \$	6,4 \$

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Débiteurs	0,4 \$	1,0 \$	1,3 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

27 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société. La rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 octobre est présentée ci-dessous :

	2012	2011
Salaires et autres avantages à court terme	7,8 \$	11,1 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1,0	1,6
Rémunération à base d'actions	1,6	0,7
	10,4 \$	13,4 \$

28 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Pour les régimes à prestations définies, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de service et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations définies et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société et de ses filiales est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Selon les IFRS, conformément à l'IAS 19 « Avantages du personnel », les régimes multi-employeurs qui comportent des obligations implicites sont comptabilisés comme des régimes à prestations définies lorsque la Société dispose d'informations suffisantes pour établir sa part de l'obligation au titre des prestations définies, sa part des actifs des régimes et des coûts associés aux régimes. La Société ne dispose pas de toutes ces informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision à la note 19 « Provisions ».

L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers consolidés annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2011.

La composition des actifs des régimes est la suivante :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Actions	65 %	68 %	69 %
Obligations de gouvernements et d'entreprises	34	29	29
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3	2
	100 %	100 %	100 %

Au 31 octobre 2012, l'actif des régimes comprenait des actions de la Société pour un montant de 0,2 million de dollars (0,3 million au 31 octobre 2011 et au 1er novembre 2010).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes, ainsi que la capitalisation des régimes à prestations définies, pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres avantages postérieurs à l'emploi		Total	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Obligation au titre des prestations définies						
Solde au début de l'exercice	398,8 \$	394,7 \$	4,8 \$	4,8 \$	403,6 \$	399,5 \$
Regroupements d'entreprises	284,5	-	11,0	-	295,5	-
Coût des services rendus	2,4	1,1	0,1	-	2,5	1,1
Coût des services passés	0,1	-	-	-	0,1	-
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	31,0	20,8	0,5	0,2	31,5	21,0
Ecart actuariels sur l'obligation au titre des prestations définies	87,0	1,7	0,3	0,1	87,3	1,8
Prestations versées	(34,6)	(19,6)	(0,5)	(0,3)	(35,1)	(19,9)
Cotisations des employés	0,8	0,1	-	-	0,8	0,1
Gain de compression des régimes	(1,9)	-	(1,5)	-	(3,4)	-
Effet d'un règlement	(1,5)	-	-	-	(1,5)	-
Solde à la fin de l'exercice	766,6 \$	398,8 \$	14,7 \$	4,8 \$	781,3 \$	403,6 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
Solde au début de l'exercice	338,4 \$	346,5 \$	- \$	- \$	338,4 \$	346,5 \$
Regroupements d'entreprises	256,9	-	-	-	256,9	-
Rendement prévu des actifs des régimes	32,3	23,8	-	-	32,3	23,8
Ecart actuariels sur les actifs des régimes	5,4	(24,6)	-	-	5,4	(24,6)
Prestations versées	(34,6)	(19,6)	(0,5)	(0,3)	(35,1)	(19,9)
Cotisations des employés	0,8	0,1	-	-	0,8	0,1
Cotisations de l'employeur	28,2	12,2	0,5	0,3	28,7	12,5
Effet d'un règlement	(1,8)	-	-	-	(1,8)	-
Solde à la fin de l'exercice	625,6 \$	338,4 \$	- \$	- \$	625,6 \$	338,4 \$
Passif au titre des prestations définies	(141,0) \$	(60,4) \$	(14,7) \$	(4,8) \$	(155,7) \$	(65,2) \$

Le passif au titre des prestations définies figure comme suit aux états consolidés de la situation financière de la Société :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Autres éléments d'actif	- \$	0,1 \$	1,5 \$
Autres éléments du passif	(155,7)	(65,3)	(54,5)
	(155,7) \$	(65,2) \$	(53,0) \$

Le tableau suivant présente les informations historiques portant sur les régimes à prestations définies :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Juste valeur des actifs des régimes	625,6 \$	338,4 \$	346,5 \$
Obligation au titre des prestations définies	781,3	403,6	399,5
Déficit	(155,7) \$	(65,2) \$	(53,0) \$
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes :	5,4 \$	(24,6) \$	14,1 \$
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes :	4,0 \$	(7,7) \$	- \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation des régimes à prestations définies :

	Prestations de retraite			Autres avantages postérieurs à l'emploi		
	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Juste valeur des actifs des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	625,6 \$	338,4 \$	346,5 \$	- \$	- \$	- \$
Obligation au titre des prestations définies des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	738,2	382,8	379,0	-	-	-
Situation de capitalisation des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés - déficit	(112,6) \$	(44,4) \$	(32,5) \$	- \$	- \$	- \$
Obligation au titre des prestations définies des régimes sans capitalisation	28,4	16,0	15,7	14,7	4,8	4,8
Situation de capitalisation totale - déficit	(141,0) \$	(60,4) \$	(48,2) \$	(14,7) \$	(4,8) \$	(4,8) \$

La Société prévoit verser des cotisations de 35,4 millions de dollars à ses régimes à prestations définies pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2013. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation selon les résultats des évaluations actuarielles qui seront effectuées en date du 31 décembre 2012.

Le tableau suivant présente la moyenne pondérée des principales hypothèses utilisées pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Obligation au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	4,40 %	5,50 %
Taux de croissance de la rémunération	3,07 %	3,07 %
Coût au titre des régimes à prestations définies		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice précédent	5,25 %	5,50 %
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes ⁽¹⁾	6,40 %	7,00 %
Taux de croissance de la rémunération	3,07 %	3,07 %

⁽¹⁾ Le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes correspond à la moyenne pondérée du rendement attendu des diverses catégories d'actifs des régimes détenus. L'évaluation du rendement attendu par la direction est fondée sur les tendances historiques et les prévisions en matière de rendement du marché relativement à des actifs de durée similaire à l'obligation s'y rapportant.

Au 31 octobre 2012, le taux de croissance du coût des soins de santé relatif aux régimes pour les autres avantages postérieurs à l'emploi, était évalué à 8,0 % ou 7,0 %, selon le régime, diminuant graduellement pour s'établir à 4,5 % d'ici 2018 ou 3,0 % d'ici 2027, selon le régime, et demeurer constant par la suite.

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation des principales hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies et sur le coût au titre des régimes à prestations définies pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Les sensibilités de chacune des hypothèses ont été calculées sans tenir compte de la modification des autres hypothèses.

	Obligation au titre des prestations définies	Coût au titre des régimes à prestations définies
Augmentation (diminution)		
Incidence d'une augmentation de 1 % du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	- \$	(5,0) \$
Incidence d'une diminution de 1 % du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	- \$	5,0 \$
Incidence d'une augmentation de 1 % du taux d'actualisation	(92,9) \$	0,9 \$
Incidence d'une diminution de 1 % du taux d'actualisation	112,6 \$	(1,6) \$
Incidence d'une augmentation de 1 % du taux de croissance du coût des soins de santé	1,4 \$	0,1 \$
Incidence d'une diminution de 1 % du taux de croissance du coût des soins de santé	(1,2) \$	(0,1) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le coût au titre des régimes à prestations définies pour les exercices clos les 31 octobre comprend les éléments suivants :

	Prestations de retraite		Autres avantages postérieurs à l'emploi		Total	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Coût des services rendus	2,4 \$	1,1 \$	0,1 \$	- \$	2,5 \$	1,1 \$
Coût des services passés	0,1	-	-	-	0,1	-
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	31,0	20,8	0,5	0,2	31,5	21,0
Rendement prévu des actifs des régimes	(32,3)	(23,8)	-	-	(32,3)	(23,8)
Gain de compression des régimes	(1,9)	-	(1,5)	-	(3,4)	-
Effet d'un règlement	0,3	-	-	-	0,3	-
Coût au titre des régimes à prestations définies	(0,4) \$	(1,9) \$	(0,9) \$	0,2 \$	(1,3) \$	(1,7) \$

La charge (le reversement de charge) au titre des régimes à prestations définies constatés dans les charges opérationnelles aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011 ont été de 1,7 million de dollars et de (1,7) million, respectivement. Le gain de compression des régimes à prestations définies d'un montant de 3,4 millions de dollars et une charge de 0,4 million ont été constatés dans les frais de restructuration et autres coûts à l'état consolidé du résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Le tableau suivant présente le montant cumulatif des écarts actuariels avant impôts sur le résultat comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres avantages postérieurs à l'emploi		Total	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Solde des écarts actuariels avant impôts au début de l'exercice	26,3 \$	- \$	0,1 \$	- \$	26,4 \$	- \$
Écarts actuariels avant impôts sur le résultat comptabilisés au cours de l'exercice	81,6	26,3	0,3	0,1	81,9	26,4
Solde des écarts actuariels avant impôts à la fin de l'exercice	107,9 \$	26,3 \$	0,4 \$	0,1 \$	108,3 \$	26,4 \$

Le tableau suivant présente les coûts constatés dans les charges opérationnelles à l'état consolidé du résultat pour les régimes à cotisations définies et pour les régimes généraux et obligatoires pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Régimes à cotisations définies	16,5 \$	17,1 \$
Régimes généraux et obligatoires	17,9	17,1
	34,4 \$	34,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

29 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location de locaux et d'acquisition de matériel de production, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de location de locaux	36,4 \$	122,9 \$	84,9 \$	244,2 \$
Contrats pour l'acquisition de matériel de production	0,9	0,7	-	1,6
	37,3 \$	123,6 \$	84,9 \$	245,8 \$

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les principales garanties suivantes :

a) Contrats de sous-location

La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location simple venant à échéance entre 2013 à 2018. Advenant l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire, la Société devra indemniser le bailleur. L'obligation maximale à l'égard de ces garanties est estimée à 7,1 millions de dollars. Au 31 octobre 2012, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces garanties, étant donné que l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire est peu probable.

b) Indemnisation des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2012, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

c) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2012, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2012 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie, ainsi qu'à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société.

En raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société est protégée contre une concentration du risque de crédit. Au 31 octobre 2012, aucun client ne représente plus de 5 % des débiteurs consolidés et les 20 principaux clients de la Société représentent moins de 25 % des débiteurs consolidés. Au 31 octobre 2012, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. De plus, la Société a contracté une police d'assurance-crédit couvrant la plupart de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction du type de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus trimestriellement par la direction. La Société enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La Société est exposée au risque de crédit relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations; toutefois, elle ne prévoit pas une telle éventualité puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Au 31 octobre 2012, l'exposition maximale à ce risque de crédit est de 0,8 million de dollars (2,3 millions au 31 octobre 2011 et 7,8 millions au 1er novembre 2010), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la Société.

Débiteurs en souffrance :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Comptes clients			
Dans les délais	298,7 \$	238,0 \$	280,8 \$
1-30 jours en souffrance	86,8	87,5	81,7
31-60 jours en souffrance	22,8	25,1	23,0
Plus de 60 jours en souffrance	30,5	22,3	20,8
	438,8	372,9	406,3
Provision pour créances douteuses	(14,5)	(7,2)	(10,2)
Montant relatif aux activités disposées (note 26)	-	35,0	-
Autres débiteurs	25,5	24,8	32,7
	449,8 \$	425,5 \$	428,8 \$

Provision pour créances douteuses :

La provision pour créances douteuses a varié comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Solde au début de l'exercice	7,2 \$	10,2 \$
Regroupement d'entreprise	8,1	-
Dépense pour créances douteuses	3,2	1,8
Créances recouvrées ou radiées	(4,0)	(4,8)
Solde à la fin de l'exercice	14,5 \$	7,2 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2012 :

2012	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	(332,3) \$	(332,3) \$	(332,3) \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	(487,6)	(552,7)	(303,3)	(167,6)	(25,8)	(56,0)
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	(8,0)	(8,0)	-	(8,0)	-	-
	(827,9)	(893,0)	(635,6)	(175,6)	(25,8)	(56,0)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	-	(60,9)	(55,9)	(5,0)	-	-
Entrées de fonds	0,8	62,1	56,9	5,2	-	-
Swaps de taux d'intérêt	(1,3)	(1,4)	(0,8)	(0,6)	-	-
Swap de taux d'intérêt interdevises	(9,6)	(9,9)	(3,9)	(6,0)	-	-
	(10,1)	(10,1)	(3,7)	(6,4)	-	-
	(838,0) \$	(903,1) \$	(639,3) \$	(182,0) \$	(25,8) \$	(56,0) \$

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2011 :

2011	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	(280,8) \$	(280,8) \$	(280,8) \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	(564,4)	(623,5)	(290,9)	(193,3)	(82,0)	(57,3)
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	(2,2)	(2,2)	-	(2,2)	-	-
	(847,4)	(906,5)	(571,7)	(195,5)	(82,0)	(57,3)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	-	(91,7)	(56,0)	(35,7)	-	-
Entrées de fonds	3,8	96,7	60,5	36,2	-	-
Swaps de taux d'intérêt	(5,2)	(5,8)	(4,2)	(1,6)	-	-
Swap de taux d'intérêt interdevises	(8,7)	(9,4)	(2,8)	(4,7)	(1,9)	-
	(10,1)	(10,2)	(2,5)	(5,8)	(1,9)	-
	(857,5) \$	(916,7) \$	(574,2) \$	(201,3) \$	(83,9) \$	(57,3) \$

⁽¹⁾ Excluant les instruments financiers dérivés.

⁽²⁾ Excluant les passifs non financiers.

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités opérationnelles et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants. Ces contrats prévoient des clauses d'indexation des coûts équivalentes à celles exigées par ses fournisseurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans le but de réduire ce risque, la Société a pour objectif le maintien d'une combinaison adéquate de dettes à long terme à taux fixe et à taux variable. Au 31 octobre 2012, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 53 % de la dette totale (59 % au 31 octobre 2011), alors que la portion à taux fixe représente 47 % (41 % au 31 octobre 2011).

Au 31 octobre 2012, afin de réduire le risque de taux d'intérêt, la Société est partie à des swaps de taux d'intérêt sur la dette à long terme en dollars canadiens, pour un montant nominal de 100,0 millions de dollars, échéant en mai 2014. Les swaps sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2012 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice. Les swaps convertissent le taux d'intérêt variable basé sur le taux des acceptations bancaires en un taux fixe moyen de 3,47 %, incluant la majoration applicable. Considérant l'effet économique de ces instruments financiers dérivés, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 33 % de la dette totale (19 % au 31 octobre 2011), alors que la portion à taux fixe représente 67 % (81 % au 31 octobre 2011). Le 26 septembre 2012, des swaps de taux d'intérêt sur la dette à long terme en dollars canadiens, pour un montant nominal de 125,0 millions de dollars, sont venus à échéance.

Au 31 octobre 2012, la Société est partie à un swap de taux d'intérêt interdévisés, échéant en juillet 2015, afin de convertir le taux d'intérêt de la dette de 29,5 millions d'euros (38,1 millions de dollars), qui porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, au taux des acceptations bancaires majoré de 3,36 %. Cet instrument fixe également le taux de change à 1,5761. Le swap est désigné à titre d'instrument de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2012 et la relation de couverture a été efficace et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les autres éléments du résultat global :

2012		2011	
Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
(0,6) \$	0,2 \$	(0,4) \$	1,1 \$

Une dépréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis, et achète du matériel de production en devise américaine et en euros. De plus, au 31 octobre 2012, la Société a des dettes à long terme en dollars américains et en euros, totalisant un montant de 206,9 millions de dollars américains et un montant de 29,5 millions d'euros (263,5 millions de dollars américains et 39,3 millions d'euros au 31 octobre 2011). Elle est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2012, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 61,0 millions de dollars américains (92,5 millions de dollars américains au 31 octobre 2011), dont 56,0 millions et 5,0 millions seront vendus au cours des exercices se terminant les 31 octobre 2013 et 2014, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 13 mois, à des taux variant de 0,9890 à 1,0554. Les contrats de change à terme sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2012 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Pour les exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les autres éléments du résultat global :

	2012		2011	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
Dollar américain	0,5 \$	(4,4) \$	1,5 \$	(5,6) \$
Euro	-	3,6	-	2,2

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

Juste valeur

La valeur comptable de certains instruments financiers qui viennent à échéance à court terme correspond approximativement à leur juste valeur. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et les charges à payer et les provisions. Le tableau suivant indique la juste valeur et la valeur comptable de certains instruments financiers aux 31 octobre 2012 et 2011. La juste valeur est établie essentiellement à partir du calcul des flux de trésorerie actualisés ou en utilisant les cours du marché. La juste valeur calculée correspond approximativement aux montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés entre parties consentantes, d'après les données courantes du marché pour des instruments similaires. Par conséquent, de par sa nature estimative, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments.

	2012		2011	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dettes à long terme	509,0 \$	487,6 \$	586,7 \$	564,4 \$
Contrats de change à terme	0,8	0,8	3,8	3,8
Swaps de taux d'intérêt	(1,3)	(1,3)	(5,2)	(5,2)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	(9,6)	(9,6)	(8,7)	(8,7)

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation. Les différents niveaux sont définis comme suit :

Niveau 1 - Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif et le passif, directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Contrats de change à terme	- \$	0,8 \$	- \$	0,8 \$
Swaps de taux d'intérêt	-	(1,3)	-	(1,3)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	-	(9,6)	-	(9,6)
	- \$	(10,1) \$	- \$	(10,1) \$
2011				
Contrats de change à terme	- \$	3,8 \$	- \$	3,8 \$
Swaps de taux d'intérêt	-	(5,2)	-	(5,2)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	-	(8,7)	-	(8,7)
	- \$	(10,1) \$	- \$	(10,1) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

31 GESTION DU CAPITAL

La Société gère la structure de capital et la modifie en fonction des changements dans la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant le maintien d'un ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, dépréciation d'actifs et gain sur acquisition d'entreprise, d'environ 1,50x;
- Conserver une cote de solvabilité élevée;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de saisir d'éventuelles occasions lorsqu'elles surviennent.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net (incluant, s'il y a lieu, l'utilisation du programme de titrisation) sur le résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, dépréciation d'actifs et gain sur acquisition d'entreprise comme indicateur principal de mesure de levier financier. Le ratio d'endettement net se présente comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2012	2011
Dette à long terme	204,1 \$	292,5 \$
Portion courante de la dette à long terme	283,5	271,9
Trésorerie	(16,8)	(75,0)
Endettement net	470,8 \$	489,4 \$
Résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, dépréciation d'actifs et gain sur acquisition d'entreprise	357,6 \$	365,4 \$
Ratio d'endettement net	1,32x	1,34x

Au 31 octobre 2012, le ratio d'endettement net de la Société s'établissait à 1,32x (1,34x au 31 octobre 2011). Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles, combinés à la réduction des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, ont été contrebalancés par les coûts reliés aux acquisitions d'entreprises et à l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc., ce qui explique la légère baisse de l'endettement net qui est passé de 489,4 millions de dollars au 31 octobre 2011 à 470,8 millions au 31 octobre 2012.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations relativement au crédit à terme rotatif, au programme de titrisation et aux autres obligations financières.

32 INFORMATION SECTORIELLE

Le 1er novembre 2011, la Société a mis en place une nouvelle structure opérationnelle dans le but de mieux répondre aux besoins actuels en communication marketing multiplateformes des entreprises, en combinant la majorité des activités des secteurs de l'interactif avec celles des médias pour ne former qu'un seul secteur. Pour leur part, les activités d'impression numérique établies aux États-Unis compléteront l'offre du secteur de l'impression. Par conséquent, les données comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement.

Les secteurs opérationnels sont définis en fonction des types de produits et services offerts par la Société. Le secteur de l'impression tire ses revenus des activités d'impression destinées aux éditeurs de magazines, de livres et de journaux, ainsi qu'aux détaillants. Le secteur des médias tire ses revenus des activités d'édition de magazines, de journaux, et de livres, une plateforme numérique diversifiée et un réseau de distribution de porte-à-porte de matériel publicitaire grâce auxquels les annonceurs rejoignent directement les consommateurs. Le secteur des médias offre également des services et des produits marketing interactif utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles. Enfin, depuis avril 2012, le secteur des médias offre également des services de création de contenus télévisuels pouvant être déclinés sur toutes les plateformes de communication, tant les réseaux de télévision, pour la diffusion générale, que les nouveaux médias, Internet et mobiles, pour la diffusion à la demande. Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

32 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivantes :

Secteurs opérationnels	2012	2011
Revenus		
Secteur de l'impression	1 480,5 \$	1 374,4 \$
Secteur des médias	712,0	697,0
Autres activités et montants non alloués	8,5	8,1
Ventes inter-sectorielles	(88,9)	(90,2)
	2 112,1 \$	1 989,3 \$
Résultat opérationnel avant amortissement		
Secteur de l'impression	266,9 \$	268,6 \$
Secteur des médias	(161,4)	36,0
Autres activités et montants non alloués	(2,8)	(9,5)
	102,7 \$	295,1 \$
Résultat opérationnel		
Secteur de l'impression	181,9 \$	183,9 \$
Secteur des médias	(182,9)	8,1
Autres activités et montants non alloués	(8,7)	(15,7)
	(9,7) \$	176,3 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽¹⁾		
Secteur de l'impression	49,5 \$	31,8 \$
Secteur des médias	36,6	29,5
Autres activités et montants non alloués	4,8	4,2
	90,9 \$	65,5 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		
Secteur de l'impression	85,0 \$	84,7 \$
Secteur des médias	21,5	27,9
Autres activités et montants non alloués	5,9	6,2
	112,4 \$	118,8 \$
Dépréciation d'actifs		
Secteur de l'impression	2,5 \$	3,9 \$
Secteur des médias	229,5	51,3
	232,0 \$	55,2 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres éléments d'actif non courants, excluant ceux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'ils soient payés ou non.

Les revenus de la Société par principaux produits et services pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

	2012	2011
Principaux produits et services		
Produits d'impression	1 396,2 \$	1 286,3 \$
Produits d'édition	433,5	423,7
Produits numériques et interactifs	144,6	135,9
Autres produits et services	137,8	143,4
	2 112,1 \$	1 989,3 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

32 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Secteurs opérationnels			
Actif			
Secteur de l'impression	1 247,7 \$	1 207,3 \$	1 347,7 \$
Secteur des médias	777,3	928,7	947,8
Autres activités et montants non alloués	111,2	196,5	114,1
Actif lié aux activités abandonnées (note 9)	-	27,5	106,9
	2 136,2 \$	2 360,0 \$	2 516,5 \$

Les différentes composantes sectorielles géographiques des états consolidés du résultat et des états consolidés de la situation financière pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivantes :

Secteurs géographiques	2012	2011
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 885,8 \$	1 758,1 \$
Exportations	125,0	127,4
États-Unis	101,3	103,8
	2 112,1 \$	1 989,3 \$

	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Actifs non courants ⁽¹⁾			
Canada	1 214,0 \$	1 379,6 \$	1 472,5 \$
États-Unis	126,8	149,5	169,7
Actif lié aux activités abandonnées (note 9)	-	13,5	62,6
	1 340,8 \$	1 542,6 \$	1 704,8 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, le goodwill, les autres éléments d'actif non courants, et excluent les actifs relatifs aux instruments financiers dérivés, les actifs d'impôt sur le résultat différé et les actifs au titre des prestations définies.

33 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Renégociation de l'entente avec Hearst Corporation

Le 6 décembre 2012, la Société a annoncé la renégociation de son entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle*. La Société recevra en janvier 2013 un montant de 200,0 millions de dollars américains en contrepartie d'une réduction de prix sur la durée restante du contrat. Le montant reçu sera comptabilisé à titre de revenus reportés et viré aux revenus sur la durée restante du contrat.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 TRANSITION AUX IFRS

Les présents états financiers consolidés sont les premiers états financiers consolidés annuels que la Société établit conformément aux IFRS, tel que décrites à la note 2 « Principales méthodes comptables ».

La date de transition aux IFRS pour la Société est le 1er novembre 2010. Aux fins de l'établissement de l'état consolidé de la situation financière d'ouverture à cette date, la Société a appliqué les méthodes comptables décrites à la note 2 et les mesures d'allègement, appelées exemptions et exceptions, permises selon l'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » afin d'éviter une application rétroactive de certaines normes. Les exemptions sont facultatives alors que les exceptions sont obligatoires. Les descriptions des exemptions et exceptions applicables à la Société sont présentées ci-après, de même que les choix de la Société :

Exemptions à l'application rétrospective complète des IFRS

a) Regroupements d'entreprises

L'IFRS 1 permet de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » à des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant la date de transition. La Société a choisi d'appliquer l'IFRS 3 de façon prospective à compter de la date de transition. Conséquemment, la valeur comptable du goodwill, telle qu'établie antérieurement selon les PCGR du Canada pour les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er novembre 2010, n'a pas été retraitée. À la date de transition, le goodwill a subi un test de dépréciation conformément aux exigences d'IFRS 1, et aucune charge de dépréciation en a résulté.

b) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

L'IFRS 1 encourage, mais ne requiert pas, l'application d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » pour les instruments de capitaux propres attribués au plus tard le 7 novembre 2002 et ceux attribués après le 7 novembre 2002 et dont les droits ont été acquis avant la date de transition aux IFRS. La Société a plutôt choisi d'appliquer l'IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis en date de transition. Pour les options d'achat d'actions attribuées et acquises avant le 1er novembre 2010, le montant constaté au surplus d'apport, ainsi qu'au capital social dans le cas des levées d'options, a été renversé et enregistré aux résultats non distribués.

c) Coût présumé

L'IFRS 1 permet d'évaluer une immobilisation corporelle à la date de transition à sa juste valeur et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date. Le coût présumé est le montant utilisé comme substitut du coût ou du coût amorti, et l'amortissement ultérieur est calculé à partir de ce montant. La Société a choisi d'appliquer cette exemption pour certaines immobilisations corporelles.

d) Avantages du personnel

L'IAS 19 « Avantages du personnel » exige que les écarts actuariels pour les régimes à prestations définies soient mesurés conformément aux IFRS depuis le début des régimes jusqu'à la date de transition. L'IFRS 1 permet de constater les écarts actuariels cumulés aux résultats non distribués en date de transition, et d'appliquer l'IAS 19 de façon prospective. La Société a choisi d'appliquer cette exemption et, par conséquent, les écarts actuariels cumulés au 1er novembre 2010 ont été constatés aux résultats non distribués pour tous ses régimes à prestations définies.

e) Montant cumulé des écarts de conversion

L'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » exige que les écarts de conversion soient calculés conformément aux IFRS depuis la date d'acquisition ou de création de l'établissement étranger. L'IFRS 1 permet que le montant cumulé des écarts de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers soit réputé nul en date de transition. Le gain ou la perte sur la cession ultérieure d'un établissement étranger devra exclure les écarts de conversion cumulés avant la date de transition aux IFRS. La Société a choisi d'appliquer cette exemption et, par conséquent, le montant cumulé des écarts de conversion au 1er novembre 2010 a été renversé et constaté aux résultats non distribués.

f) Coûts d'emprunt

L'IAS 23 « Coûts d'emprunt » est plus directif que les PCGR du Canada quant à la nature des coûts d'emprunt capitalisables directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. L'IFRS 1 offre une exemption qui permet de respecter les exigences d'IAS 23 de façon prospective pour tous les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts se fait à compter d'une date antérieure à la date de transition ou à compter de la date de transition. La Société a choisi de se prévaloir de cette exemption et d'appliquer l'IAS 23 pour les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts a lieu à compter de la date de transition. Par conséquent, le solde des coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles au 1er novembre 2010 en vertu des PCGR du Canada a été renversé et constaté aux résultats non distribués.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Exceptions obligatoires

g) Estimations

L'IFRS 1 stipule que les estimations établies selon les IFRS par une entité à la date de transition doivent être cohérentes avec celles établies à la même date selon les PCGR du Canada, à moins qu'il existe des preuves tangibles que ces estimations étaient erronées. Par conséquent, les estimations de la Société qui avaient été établies selon les PCGR du Canada n'ont pas été révisées lors de l'application des IFRS.

h) Comptabilité de couverture

L'IFRS 1 ne permet pas qu'une relation de couverture qui ne se qualifie pas pour l'utilisation de la comptabilité de couverture selon les IFRS soit reflétée dans l'état consolidé de la situation financière d'ouverture IFRS d'une entité. De même, l'IFRS 1 permet que la comptabilité de couverture soit appliquée prospectivement à partir de la date de transition seulement aux opérations qui répondent aux critères de la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » à cette date. Par conséquent, les transactions conclues avant le 1er novembre 2010 ne doivent pas être désignées rétrospectivement comme opérations de couverture.

i) Participations ne donnant pas le contrôle

Les dispositions d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » doivent être appliquées de façon prospective à compter de la date de transition. Ces dispositions visent notamment l'attribution des soldes déficitaires aux participations ne donnant pas le contrôle, la comptabilisation des changements de parts d'intérêt de la société mère dans une filiale qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle et la comptabilisation de la perte de contrôle d'une filiale.

Rapprochement selon les PCGR du Canada et les IFRS

Les tableaux suivants présentent l'incidence des ajustements effectués par la Société pour établir l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1er novembre 2010 selon les IFRS, et pour retraiter les états financiers consolidés selon les PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Les explications sur le retraitement en IFRS des états financiers consolidés selon les PCGR du Canada sont fournies dans la section suivant les tableaux.

a) Rapprochement des capitaux propres

	Notes	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
Capitaux propres selon les PCGR du Canada		1 329,0 \$	1 247,0 \$
Ajustements IFRS :			
Avantages du personnel	D	(73,5)	(47,1)
Coût d'emprunt	E	(12,0)	(13,2)
Coût présumé	F	(97,1)	(102,4)
Impôts sur le résultat	G	12,6	16,3
Regroupements d'entreprises	H	(3,3)	-
Incidences fiscales de tous les retraitements	G, I	52,7	48,9
Autres	J	(6,3)	(5,7)
		(126,9)	(103,2)
Participations ne donnant pas le contrôle	A	0,8	0,8
Capitaux propres selon les IFRS		1 202,9 \$	1 144,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

b) Rapprochement du résultat net et du résultat global

État consolidé du résultat et du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2011

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Revenus		1 989,3 \$	- \$	1 989,3 \$
Charges opérationnelles	J	1 624,3	(0,4)	1 623,9
Frais de restructuration et autres coûts	H	11,8	3,3	15,1
Dépréciation d'actifs	J	56,1	(0,9)	55,2
Résultat opérationnel avant amortissement		297,1	(2,0)	295,1
Amortissement	E, F, G, J	117,7	1,1	118,8
Résultat opérationnel		179,4	(3,1)	176,3
Frais financiers nets		45,0	-	45,0
Résultat avant impôts sur le résultat		134,4	(3,1)	131,3
Impôts sur le résultat	I	29,5	2,0	31,5
Part des actionnaires sans contrôle	A	0,9	(0,9)	-
Résultat net lié aux activités poursuivies		104,0	(4,2)	99,8
Résultat net lié aux activités abandonnées	B	(19,4)	48,0	28,6
Résultat net		84,6	43,8	128,4
Participations ne donnant pas le contrôle	A	-	0,9	0,9
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société		84,6	42,9	127,5
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents		6,8	-	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes		77,8 \$	42,9 \$	120,7 \$
Résultat net		84,6 \$	43,8 \$	128,4 \$
Autres éléments du résultat global	B, D, E, F, I, J	43,0	(66,6)	(23,6)
Résultat global		127,6 \$	(22,8) \$	104,8 \$
Résultat net par action participante - de base et dilué				
Activités poursuivies		1,20 \$	(0,06) \$	1,14 \$
Activités abandonnées		(0,24)	0,59	0,35
		0,96 \$	0,53 \$	1,49 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)		81,0	81,0	81,0
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué (en millions)		81,1	81,1	81,1

Des reclassements aux soldes figurant aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2011 ont été effectués pour présenter distinctement le résultat net lié aux activités abandonnées.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

c) Rapprochement de la situation financière

État consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Actifs courants				
Trésorerie		31,9 \$	- \$	31,9 \$
Débiteurs		428,8	-	428,8
Impôts sur le résultat à recevoir		19,5	-	19,5
Stocks		74,2	-	74,2
Frais payés d'avance et autres actifs courants		19,1	-	19,1
Impôts sur le résultat différés	A	16,6	(16,6)	-
Actif courant lié aux activités abandonnées	A	42,9	(1,1)	41,8
		633,0	(17,7)	615,3
Immobilisations corporelles				
	E, F, G	859,3	(99,3)	760,0
Immobilisations incorporelles				
		179,1	-	179,1
Goodwill				
		674,8	-	674,8
Impôts sur le résultat différés				
	A, G, I	145,3	44,6	189,9
Autres éléments d'actif				
	D	39,2	(6,9)	32,3
Actif non courant lié aux activités abandonnées				
	A	64,0	1,1	65,1
		2 594,7 \$	(78,2) \$	2 516,5 \$
Passifs courants				
Créiteurs et charges à payer	A, J	340,0 \$	(15,7) \$	324,3 \$
Provisions	A	-	15,6	15,6
Impôts sur le résultat à payer		29,0	-	29,0
Abonnements perçus d'avance et dépôts		38,4	-	38,4
Impôts sur le résultat différés	A	2,5	(2,5)	-
Portion courante de la dette à long terme	A	17,8	276,0	293,8
Passif courant lié aux activités abandonnées		18,2	-	18,2
		445,9	273,4	719,3
Dette à long terme				
	A	712,9	(276,0)	436,9
Impôts sur le résultat différés				
	A, G, I	137,4	(18,4)	119,0
Provisions				
	A, D	-	15,8	15,8
Autres éléments du passif				
	A, D, J	50,0	30,2	80,2
Passif non courant lié aux activités abandonnées				
		0,7	-	0,7
		1 346,9	25,0	1 371,9
Part des actionnaires ne donnant pas le contrôle				
	A	0,8	(0,8)	-
Capitaux propres				
Capital social	C	478,6	(0,7)	477,9
Surplus d'apport	C	13,7	(12,6)	1,1
Résultats non distribués	B, C, D, E, F, G, I, J	784,0	(114,7)	669,3
Cumul des autres éléments du résultat global	B	(29,3)	24,8	(4,5)
Attribuables aux actionnaires de la Société		1 247,0	(103,2)	1 143,8
Participations ne donnant pas le contrôle	A	-	0,8	0,8
		1 247,0	(102,4)	1 144,6
		2 594,7 \$	(78,2) \$	2 516,5 \$

Des reclassements aux soldes figurant aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2010 ont été effectués pour présenter distinctement les actifs et les passifs liés aux activités abandonnées.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

État consolidé de la situation financière au 31 octobre 2011

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Actifs courants				
Trésorerie		75,0 \$	- \$	75,0 \$
Débiteurs		425,5	-	425,5
Impôts sur le résultat à recevoir		14,7	-	14,7
Stocks		77,2	-	77,2
Frais payés d'avance et autres actifs courants	H	21,4	(3,3)	18,1
Impôts sur le résultat différés	A	16,8	(16,8)	-
Actif courant lié aux activités abandonnées		14,0	-	14,0
		644,6	(20,1)	624,5
Immobilisations corporelles				
	E, F, G	776,9	(96,5)	680,4
Immobilisations incorporelles				
	J	150,8	(1,2)	149,6
Goodwill				
		679,2	-	679,2
Impôts sur le résultat différés				
	A, G, I	144,9	47,7	192,6
Autres éléments d'actif				
	D	43,7	(23,5)	20,2
Actif non courant lié aux activités abandonnées		13,5	-	13,5
		2 453,6 \$	(93,6) \$	2 360,0 \$
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	A, J	296,1 \$	(9,0) \$	287,1 \$
Provisions	A	-	8,6	8,6
Impôts sur le résultat à payer		33,5	-	33,5
Abonnements perçus d'avance et dépôts		32,5	-	32,5
Impôts sur le résultat différés	A	2,0	(2,0)	-
Portion courante de la dette à long terme		271,9	-	271,9
Passif courant lié aux activités abandonnées		7,6	-	7,6
		643,6	(2,4)	641,2
Dette à long terme				
		292,5	-	292,5
Impôts sur le résultat différés				
	A, G, I	140,5	(19,8)	120,7
Provisions				
	A, D	-	13,9	13,9
Autres éléments du passif				
	A, D, J	47,2	41,6	88,8
Passif non courant lié aux activités abandonnées		-	-	-
		1 123,8	33,3	1 157,1
Part des actionnaires ne donnant pas le contrôle				
	A	0,8	(0,8)	-
Capitaux propres				
Capital social	C	478,8	(0,7)	478,1
Surplus d'apport	C	14,4	(12,6)	1,8
Résultats non distribués	B, C, D, E, F, G, H, I, J	822,1	(71,8)	750,3
Cumul des autres éléments du résultat global	B, D, E, F, I, J	13,7	(41,8)	(28,1)
Attribuables aux actionnaires de la Société		1 329,0	(126,9)	1 202,1
Participations ne donnant pas le contrôle	A	-	0,8	0,8
		1 329,0	(126,1)	1 202,9
		2 453,6 \$	(93,6) \$	2 360,0 \$

Des reclassements aux soldes figurant aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2011 ont été effectués pour présenter distinctement les actifs et les passifs liés aux activités abandonnées.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

d) Rapprochement des flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	A, J	308,1 \$	30,9 \$	339,0 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	J	(52,7)	3,6	(49,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	A, J	(217,0)	(34,5)	(251,5)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères		0,3	-	0,3
Augmentation de la trésorerie		38,7	-	38,7
Trésorerie au début de l'exercice		36,3	-	36,3
Trésorerie à la fin de l'exercice		75,0 \$	- \$	75,0 \$

Retraitement en IFRS des états financiers consolidés selon les PCGR du Canada

Les éléments suivants expliquent les retraitements les plus importants apportés aux états financiers consolidés de la Société, par suite de l'application des IFRS.

A) Reclassements

i) Impôt différé

Selon les PCGR du Canada, les actifs et les passifs d'impôt futur sont répartis entre les éléments à court terme et à long terme, selon la nature des actifs et des passifs sous-jacents. Si les actifs et les passifs d'impôt futur ne sont pas liés à des actifs et des passifs constatés à des fins comptables, ils sont classés selon la date à laquelle leur réalisation est prévue. Selon les IFRS, les actifs et les passifs d'impôt différé sont classés à titre d'éléments non courants.

Par conséquent, au 1er novembre 2010, les actifs et passifs d'impôt futur à court terme de 16,6 millions de dollars et 2,5 millions, respectivement, ont été reclassés dans les impôts sur le résultat différés présentés dans les actifs et passifs non courants à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 octobre 2011, les actifs et passifs d'impôt futur à court terme qui ont été reclassés dans les impôts sur le résultat différés présentés dans les actifs et les passifs non courants à l'état consolidé de la situation financière, ont été de 16,8 millions de dollars et 2,0 millions, respectivement. Au 1er novembre 2010, les actifs d'impôt futur à court terme de 1,1 million de dollars inclus dans les actifs liés aux activités abandonnées ont été reclassés de la même manière.

ii) Provisions

Selon les PCGR du Canada, les provisions sont incluses sous le poste « Crédoeurs et charges à payer ». Selon les IFRS, les provisions sont présentées séparément à l'état consolidé de la situation financière.

Par conséquent, au 1er novembre 2010, des crédoeurs et charges à payer de 15,6 millions de dollars et des autres éléments du passif de 10,6 millions ont été reclassés dans les provisions courantes et non courantes, respectivement, à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 octobre 2011, des crédoeurs et charges à payer de 8,6 millions de dollars et des autres éléments du passif de 8,7 millions ont été reclassés dans les provisions courantes et non courantes, respectivement, à l'état consolidé de la situation financière.

iii) Participations ne donnant pas le contrôle

Selon les PCGR du Canada, la part des actionnaires sans contrôle est présentée à titre de composante distincte entre les passifs et les capitaux propres au bilan et en réduction du résultat net à l'état consolidé des résultats. Selon les IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées à même les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière et à titre de composante distincte de l'état consolidé du résultat, soit le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Par conséquent, un montant de 0,8 million de dollars a été reclassé aux capitaux propres aux états consolidés de la situation financière du 1er novembre 2010 et du 31 octobre 2011.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

iv) Classement de la dette à long terme

Selon les PCGR du Canada, les dettes qui ont des caractéristiques ou une échéance à court terme peuvent être classées dans les passifs à long terme lorsque la Société a l'intention et la capacité de les refinancer à l'aide d'instruments à long terme. Selon les IFRS, ces dettes sont classées dans les passifs courants à l'état consolidé de la situation financière.

Par conséquent, au 1er novembre 2010, le crédit à terme rotatif de 177,9 millions de dollars et le crédit à terme de 98,1 millions accordé par Caisse de dépôt et placement du Québec, qui étaient présentés dans les passifs à long terme, ont été reclassés dans les passifs courants à l'état consolidé de la situation financière. Aucun reclassement n'a été effectué à l'état consolidé de la situation financière au 31 octobre 2011, étant donné que le crédit à terme rotatif était déjà présenté à court terme selon les PCGR du Canada en raison de son échéance et que le crédit à terme accordé par Caisse de dépôt et placement du Québec avait été remboursé à cette date.

v) Frais financiers de la dette à long terme

Selon les PCGR du Canada, les frais financiers de la dette à long terme sont classés dans les activités d'exploitation à l'état des flux de trésorerie. Selon les IFRS, une entité peut faire le choix de classer les frais financiers de la dette à long terme à titre d'activités opérationnelles ou de financement dans le tableau des flux de trésorerie. La Société a choisi de classer les frais financiers de la dette à long terme à titre d'activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Par conséquent, un montant de 34,5 millions de dollars a été reclassé dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.

B) Montant cumulé des écarts de conversion

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1, selon laquelle le montant cumulé des écarts de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers est réputé nul en date de transition, a résulté en une augmentation du cumul des autres éléments du résultat global et une diminution des résultats non distribués de 24,8 millions de dollars à l'état consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010. L'application de cette exemption a eu l'incidence d'augmenter le résultat net lié aux activités abandonnées de 48,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, afin de renverser la perte de change liée à la réduction de l'investissement net dans des établissements étrangers réalisée sur la vente des activités d'impression au Mexique au cours du troisième trimestre de l'exercice.

C) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 2 a résulté en une diminution du surplus d'apport de 12,6 millions de dollars et une augmentation des résultats non distribués du même montant à l'état consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010. La raison principale de ce retraitement est que selon les PCGR du Canada, la Société comptabilise le coût de la rémunération liée à une attribution d'options d'achat d'actions selon un mode linéaire sur la période d'acquisition des droits. Selon les IFRS, un coût est associé à chaque tranche d'une attribution des options, et est comptabilisé linéairement sur la période d'acquisition des droits respective de chacune des tranches d'une attribution d'options d'achat d'actions. L'application de l'exemption en vertu d'IFRS 2 a également résulté en une diminution du capital social de 0,7 million de dollars et une augmentation des résultats non distribués du même montant à l'état consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010, pour les options levées qui sont visées par l'exemption et pour lesquelles le montant crédité au surplus d'apport a été viré au capital social. L'application de cette exemption n'a eu aucune autre incidence sur les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

D) Avantages du personnel

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1 a résulté en la comptabilisation des gains et pertes actuariels cumulés non amortis aux résultats non distribués en date de transition. L'incidence de cette exemption au 1er novembre 2010 a été une diminution des autres éléments d'actif de 6,9 millions de dollars, une augmentation des autres éléments du passif de 35,0 millions et l'effet net des impôts sur le résultat différés a été affecté aux résultats non distribués. Le reversement des gains et pertes actuariels cumulés non amortis, comptabilisés aux cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, a eu comme effet de diminuer les autres éléments d'actif de 16,6 millions de dollars, d'augmenter les autres éléments du passif de 9,8 millions et d'affecter l'effet net des impôts sur le résultat différés au cumul des autres éléments du résultat global. Le reversement des gains et pertes actuariels non amortis a eu un effet négligeable sur l'état consolidé du résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.

Selon les PCGR du Canada, les régimes de retraite multi-employeurs sont comptabilisés comme des régimes à cotisations définies. L'IAS 19 « Avantages du personnel » exige que les régimes multi-employeurs qui comportent des obligations implicites soient comptabilisés comme des régimes à prestations définies lorsque la Société dispose d'informations suffisantes pour établir sa part de l'obligation au titre des prestations définies, sa part des actifs des régimes et des coûts associés aux régimes. La Société ne dispose pas de toutes ces informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision. Par conséquent, une provision a été établie à partir des données des évaluations actuarielles les plus récentes en appliquant un pourcentage estimé de la part du déficit, calculé sur une base de capitalisation, attribuable à la Société. L'incidence de la comptabilisation des régimes multi-employeurs au 1er novembre 2010 a été une augmentation des provisions de 5,2 millions de dollars, et l'effet net des impôts sur le résultat différés a été affecté aux résultats non distribués. La comptabilisation des régimes multi-employeurs n'a eu aucune autre incidence sur les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2012 et 2011
et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

E) Coûts d'emprunt

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1, selon laquelle les frais d'intérêts capitalisés antérieurement selon les PCGR du Canada peuvent être reclassés aux résultats non distribués, a résulté en une diminution des immobilisations corporelles de 13,2 millions de dollars au 1er novembre 2010. L'incidence de cette exemption pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a été une diminution de la charge d'amortissement de 1,1 million de dollars et une augmentation de 0,1 million des écarts de conversion cumulés à l'état consolidé de la situation financière.

F) Coût présumé

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1, selon laquelle la valeur de certains bâtiments à la date de transition correspond à leur juste valeur en tant que coût présumé à cette date, a résulté en une diminution des immobilisations corporelles de 102,4 millions de dollars au 1er novembre 2010. L'incidence de cette exemption pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a été une diminution de la charge d'amortissement de 3,6 millions de dollars et une augmentation de 1,7 million des écarts de conversion cumulés à l'état consolidé de la situation financière.

G) Impôts sur le résultat

Selon les IFRS, un actif d'impôt sur le résultat différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, sauf dans la mesure où l'actif d'impôt sur le résultat différé est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui au moment de celle-ci n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat imposable. L'incidence de ce retraitement a résulté en une augmentation des immobilisations corporelles de 16,3 millions de dollars au 1er novembre 2010. L'incidence de ce retraitement pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a été une augmentation de la charge d'amortissement de 3,7 millions de dollars.

Selon les PCGR du Canada et les IFRS, les impôts différés sont calculés à partir des écarts temporaires qui correspondent à la différence entre la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable à l'état consolidé de la situation financière. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, les « immobilisations admissibles » sont déductibles jusqu'à concurrence de 75 % de leur coût. Les PCGR du Canada traitent de cette situation particulière et précisent que leur valeur fiscale doit être majorée de 25 %. Conséquemment, les écarts temporaires sur une base comptable n'existent pas. Les IFRS ne traitent pas de cette situation particulière, de sorte qu'il y a création de différences temporelles entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables pour ces actifs. Ces différences temporelles doivent être comptabilisées lorsque la transaction est admissible à titre de regroupement d'entreprises. L'incidence de ce retraitement en date de transition a résulté en une augmentation de l'actif et du passif d'impôt sur le résultat différé lié à certaines immobilisations incorporelles d'un montant de 0,6 million de dollars et 3,6 millions, respectivement, et la contrepartie du même montant aux résultats non distribués. Ce retraitement n'a eu aucune autre incidence sur les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

H) Regroupements d'entreprises

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1, selon laquelle il est permis d'appliquer l'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » de façon prospective à partir de la date de transition, a résulté en une diminution des frais payés d'avance et autres actifs courants de 3,3 millions de dollars et une augmentation des frais de restructuration et autres coûts du même montant pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. L'application de cette exemption n'a eu aucune autre incidence sur l'état consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010.

I) Incidence fiscale de tous les retraitements

L'incidence de tous les retraitements au 1er novembre 2010 a résulté en une diminution des capitaux propres de 103,2 millions de dollars. Ces retraitements entraînent la comptabilisation d'un actif d'impôt sur le résultat différé de 27,4 millions de dollars et la réduction d'un passif d'impôt sur le résultat différé de 24,5 millions.

L'incidence de tous les retraitements pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a résulté en une diminution du résultat avant impôts sur le résultat de 3,1 millions de dollars, en la comptabilisation d'une charge d'impôt sur le résultat additionnelle de 2,0 millions, en un recouvrement d'impôts sur le résultat afférent aux autres éléments du résultat global de 5,7 millions, et l'effet sur l'état consolidé de la situation financière a résulté en une augmentation de l'actif d'impôt sur le résultat différé de 5,2 millions et en une augmentation du passif d'impôt différé sur le résultat de 1,4 million.

J) Autres

Les autres ajustements sont liés à divers éléments dont l'effet individuel et total est négligeable sur les états financiers consolidés de la Société à la date de transition ainsi que pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.